

FLAVIEN BRENIER
(SALLUSTE)

1929

LES ORIGINES SECRÈTES DU BOLCHEVISME

HENRI HEINE ET KARL MARX



LES ORIGINES SECRÈTES DU BOLCHEVISME

HENRI HEINE ET KARL MARX

Il va y avoir dix ans qu'un coup de main heureux livra l'ancien empire des Tsars aux membres d'un parti extrémiste à peine connu jusque-là, même en Russie. Depuis lors, l'avènement de cette poignée d'aventuriers a pris figure d'ère nouvelle. Pour l'ampleur des conséquences, on ne saurait plus lui comparer que la Révolution française — qui aurait pu, elle aussi, être facilement comprimée, un matin de juillet 1789, par les 30 000 hommes du maréchal de Broglie, en sorte qu'il en serait à peine fait mention, aujourd'hui, en quatre lignes, dans le manuel du baccalauréat. Si savamment préparée que soit une entreprise politique, si profondes qu'en soient les racines, il y a toujours, en effet, un moment où quelques grains de décision, assaisonnés d'un peu de force matérielle, peuvent suffire à fixer le destin des peuples. L'orientation moderne de la politique universelle n'a été possible que parce que ceux qui gouvernent ont, en général, oublié cette recette, tandis que les sectes subversives l'ont retrouvée et n'hésitent pas à l'employer.

Maître, par la grâce d'une sédition militaire, d'un empire qui comptait hier 180 millions d'habitants, et qui en compte encore plus de 140 millions, le Bolchevisme en a utilisé les immenses ressources matérielles pour mettre en feu les cinq

parties du monde. Ses émissaires ne laissent pas un instant de repos aux peuples déjà fatigués et anémiés par la Grande Guerre : chacun en souffre dans sa Métropole ou ses colonies.

Tantôt, c'est l'Angleterre, dont la prospérité économique est gravement compromise par le mouvement gréviste des mineurs, ouvertement subventionné par les roubles moscovites : elle y perd, d'après les évaluations du Chancelier de l'Échiquier, 170 millions de livres sterling, plus de 21 milliards de francs — dont le quart aurait suffi pour fomentier une action qui étouffât, en Russie, la peste communiste. Et elle ne se remet péniblement de cette effroyable secousse que pour en subir une nouvelle : Moscou insurge la Chine et la ferme à peu près complètement au commerce britannique, qui en tirait d'incalculables profits. Demain, ce seront les Indes, profondément minées par la propagande bolchévique, et dont les fonctionnaires indigènes, pour plus de moitié, sont pensionnés par le Komintern, qui s'insurgeront à leur tour.

En France, les agents de la III^e Internationale fomentent ouvertement les troubles les plus graves, tiennent tête à la police dans les rues de Paris, causent pour plus de 12 millions de dégâts dans la seule soirée du 23 août et donnent le branle aux mutineries de réservistes dans l'Armée. Tandis qu'ils détruisent le moral de celle-ci, ils lui taillent une besogne formidable aux colonies : hier, avec la guerre du Rif et celle de Syrie, qui nous ont coûté tant de sang; demain avec les insurrections qui couvent en Tunisie et en Algérie (ou l'émir Khaled, l'homme de Moscou, obtient la majorité des voix des électeurs indigènes), et en Indo-Chine, où le Komintern subventionne 14 361 de nos fonctionnaires annamites, d'après les chiffres trouvés dans les perquisitions opérées par Tchang So Lin au consulat soviétique de Pékin.

Les 50 millions d'habitants des Indes hollandaises sont travaillés avec la même constance et la même profusion de moyens financiers : aussi les insurrections se succèdent-elles à Java, à Sumatra et même à Bornéo. Les populations indiennes d'Amérique sont lancées, comme en Bolivie, à l'assaut des blancs civilisateurs. Le Mexique subit un gouvernement agréé par M. Tchitchérine. Quant aux nations limitrophes ou voisines des États soviétiques, la Roumanie,

la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Lithuanie, l'Esthonie, la Finlande, etc., leur existence est à chaque instant compromise par des complots communistes toujours réprimés, mais toujours renouvelés, dont l'un ou l'autre finira, espère-t-on à Moscou, par triompher.

Ce qu'il y a de plus effrayant dans cette vague rouge, couleur de meurtre et d'incendie, qui vient battre les assises du vieux monde, c'est qu'elle ne procède pas de l'ambition d'un nationalisme visible et localisé : On verrait à tort dans le Bolchévisme un « péril slave ».... Si le Communisme était spécifiquement russe, il rencontrerait une barrière naturelle dans d'autres nationalismes, non moins intransigeants. Tout au contraire, il trouve au sein de chaque peuple des complicités prêtes, des facilités ménagées : une doctrine de trahison nationale et de décomposition sociale lui a préparé les voies depuis deux tiers de siècle.

C'est cette doctrine dont nous nous proposons, dans la présente étude, de retracer la naissance et le développement. Pour cela, il nous faudra nous attaquer à bien des légendes, établies par le long consentement des uns et par l'affirmation intéressée des autres. Nous le ferons à la lumière de documents certains, de faits précis. Et il sera démontré, une fois de plus, que la vérité historique, examinée aux sources, contient infiniment plus de « romanesque » que n'en peut imaginer le cerveau enfiévré d'un inventeur de fictions.

* * *

La III^e Internationale, dont la direction se confond avec le haut personnel politique de la Russie des Soviets, est la fille, quelque peu ingrate, de la II^e, dont les pontifes furent Engels, Liebknecht et Jaurès, et la continuatrice de la I^{re} Internationale fondée par Karl Marx. L'histoire de cette dernière a été écrite ou résumée bien souvent, par des sociologues ou des politiciens de toute nuance, et toujours en des termes identiques : rien de plus concordant, dans leur exposé, que les dates, les circonstances et l'enchaînement des péripéties. Cette unanimité semblerait indiquer que le sujet a été épuisé et que la certitude historique est désormais acquise.

Mais tous les spécialistes des recherches d'archives savent qu'une trop grande unanimité quant au récit d'un événement doit être une source de méfiance au moins aussi grande que peut l'être une divergence absolue : elle n'a le plus souvent, pour cause que la mise en circulation, dans un but intéressé, d'une version tendancieuse, mais habilement simplifiée, par conséquent commode à faire adopter.

En réalité, tout ce qui a été écrit depuis un demi-siècle sur la I^{re} Internationale procède de la confrontation de quatre livres, qui lui furent consacrés au lendemain de l'insurrection communiste de 1871. Deux de ces ouvrages, ceux de MM. Oscar Testut et Edmond Villetard, étaient hostiles à l'organisation secrète dont était sortie la Commune; les deux autres, ceux d'Eugène Fribourg et de Benoît Malon, lui étaient favorables, avec plus ou moins de réserves. Et comme détracteurs et apologistes se trouvaient d'accord sur les origines de l'organisation discutée, les écrivains et conférenciers qui s'en sont occupés après cette date sont excusables de n'avoir pas cherché plus avant et d'avoir adopté docilement la version offerte à leur crédulité.... Ils ne faisaient en cela qu'imiter la bonne foi de leurs devanciers, qui n'avaient connu que l'apparence extérieure des événements auxquels ils s'étaient trouvés mêlés.

Commençons par analyser brièvement la thèse jusqu'ici admise quant aux origines de la I^{re} Internationale. Elle se présente avec la simplicité harmonieuse d'un récit biblique.

Dans les premières années de la seconde moitié du XIX^e siècle, le machinisme, sous toutes ses formes, fit de grands progrès dans l'Univers. Pour les consacrer et les vulgariser, une Exposition industrielle fut organisée à Londres en 1862. De nombreux ouvriers techniciens y furent envoyés par leurs patrons pour étudier le fonctionnement des machines exposées. Certains d'entre eux prolongèrent leur séjour bien après la clôture de l'Exposition. Pendant qu'ils se trouvaient dans la capitale anglaise, un meeting de protestation fut convoqué, au Saint Martin's Hall, à propos de violences commises à Varsovie par les troupes russes; les ouvriers étrangers s'y rendirent par curiosité. Parmi d'autres orateurs, qui ne

parlèrent que de la Pologne, se trouvait un vieil économiste d'origine allemande, du nom de Karl Marx, réfugié politique en Angleterre, où il vivait dans l'étude et la retraite. Entraîné par son sujet, il élargit le débat, parla du Prolétariat partout opprimé par les Capitalistes, et termina par un cri de guerre qui lui était cher : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* Alors, saisis d'un enthousiasme subit, les ouvriers présents décidèrent de s'unir en une Association Internationale, et nommèrent, séance tenante, un Comité de Correspondance, dont Karl Marx devint membre pour l'Allemagne. La I^{re} Internationale naquit ce soir-là, d'une circonstance imprévue, presque d'un malentendu. Elle progressa rapidement par la suite et répandit l'idée communiste dans le monde.

Telle est la légende qui a fini par passer pour de l'histoire. Nous allons l'examiner et en faire justice.

Ce récit, emprunté à Karl Marx lui-même et à son entourage, a l'avantage de se présenter avec naturel. Il est court, et ne sollicite pas de vérification approfondie. Aussi a-t-il eu un succès immédiat et est-il resté classique. Tout en lui, cependant, aurait dû exciter à la méfiance les premiers annalistes de l'Internationale. Pour ne parler que de l'histoire financière de celle-ci, la version consacrée rapporte que la collecte faite ce soir-là, au Saint Martin's Hall donna comme premier fond 3 livres sterling (75 francs-or). Jamais, par la suite, le brave ouvrier qui remplissait les fonctions de trésorier n'eut en caisse plus de 200 livres (5 000 francs-or). La I^{re} Internationale en tirait argument pour faire étalage de sa vertueuse pauvreté.... Or, si l'on consulte le compte rendu de son Congrès de Lausanne (du 2 au 8 septembre 1867), on constate que, dès la seconde année de son fonctionnement, elle accordait plusieurs millions de subventions à certaines campagnes d'agitation révolutionnaire. Pour les États-Unis seulement, on trouve mention d'un chèque de 300 000 dollars envoyé pour soutenir une grève générale de la métallurgie. D'où provenaient donc ces fonds, dont l'*Internationale* disposait, et qui ne sortaient pourtant pas de sa caisse?

Aujourd'hui, sans doute, la situation est identique. Le camarade Fromentin, trésorier du Parti Communiste Français,

se plaint d'être toujours sans argent : les cotisations sont minimales et les Cellules paient mal. Cela n'empêche pas les Bolchévistes français d'appointer 1 800 fonctionnaires et agitateurs divers, qui leur reviennent ensemble à plus de 30 millions par an. Récemment, ils ont pu dépenser 10 millions comptant pour la création d'un journal quotidien dans le Nord. Et si l'émeute du 23 août a coûté plus de 12 millions aux commerçants parisiens, elle a nécessité aussi de grosses dépenses d'organisation de la part du trésorier du Parti. Mais, ces contradictions n'étonnent personne : chacun sait que l'argent dépensé vient de Russie, où la III^e Internationale s'est emparée de toutes les richesses d'un grand empire et les emploie à bouleverser l'Univers.

Il en allait autrement au temps de la I^{re} Internationale, simple organisation née de la veille et ne disposant régulièrement que des maigres sommes qui figuraient dans sa comptabilité. Les premiers disciples de Karl Marx n'étaient pas, comme ceux d'aujourd'hui, riches de 140 millions d'esclaves. Où prenaient-ils les fonds immenses qu'ils employaient à développer leur propagande et à subventionner des grèves dans le monde entier ? Voilà la question que les annalistes de l'Internationale ont négligé de se poser et, après eux, tous ceux qui leur ont emprunté une documentation vraiment superficielle.

Autre problème : le meeting de Saint Martin's Hall passa, en son temps, à peu près inaperçu ; de rares journaux en parlèrent et n'y revinrent pas. Or, quelques mois à peine s'étaient écoulés que la I^{re} Internationale, malgré l'insuffisance de cette publicité, comptait des sections dans tous les pays, jusqu'au fond de l'Amérique du Sud, et même en Australie. Tout se passait comme si une force mystérieuse avait préparé les voies de l'Association nouvelle et lui avait fourni partout les cadres et les concours nécessaires.

De telles forces existent, à n'en pouvoir douter. De même qu'il est aujourd'hui acquis que la Franc-Maçonnerie prépara la Révolution française, de même des forces mystérieuses sont à la source de tous les grands bouleversements récents, en Europe comme en Orient ou en Extrême-Orient. C'est de

ces forces que parlait, en 1912, M. Marcel Prévost, de l'Académie Française, quand, célébrant dans un article du *Figaro* d'alors la Révolution Jeune Turque, encore toute récente, il n'hésitait pas à dire :

Toute prévision diplomatique se fonde, en somme, sur ce calcul : que les forces connues continueront à évoluer sur leur courbe actuelle. Partant de là, on déduit la résultante probable de ces forces. Et c'est un système fort raisonnable, dont le seul défaut est de ne tenir aucun compte d'autres forces, PLUS FORTES QUE LES VISIBLES, qui travaillent en secret à changer l'équilibre actuel et qui, un beau jour, bouleversent à la fois le calcul des augures et la vie des nations.

C'est l'une de ces forces occultes qu'il nous faut étudier si nous voulons apprendre d'où Karl Marx tira les inspirations et l'aide matérielle qui lui permirent de formuler le programme du Communisme et de le propager dans le monde.

* * *

L'association secrète en question portait le titre d'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*. Elle fut fondée en 1819 par un groupe d'Israélites allemands appartenant à des familles rabbiniques, au premier rang desquels on remarquait le célèbre érudit Léopold Zunz, qui devait devenir plus tard directeur de l'École normale israélite de Berlin, et ses amis Ganz et Moïse Moser. Le programme apparent de l'Union semble avoir été une première ébauche de celui qu'adopta plus tard l'*Alliance israélite universelle* : venir en aide aux Juifs dans le monde entier et développer chez eux toutes les connaissances utiles. Mais le programme réel allait bien au delà : il comportait un changement, dans un sens en quelque sorte positiviste, de la politique d'Israël à l'égard des nations chrétiennes ; il visait surtout à faire pénétrer, dans la civilisation issue du Christianisme, des idées spécifiquement juives, qui en provoqueraient peu à peu la dissolution.

La pensée maîtresse des chefs de l'Union était que la Synagogue avait tort de s'obstiner dans son attente, déjà tant de fois séculaire, d'un Messie humain. On avait mal compris les vieux textes rabbiniques quand ils annonçaient un roi tem-

porel, tout sanglant de batailles, qui écraserait sous les roues de son char les nations ayant voulu résister à l'empire universel promis à Israël, et qui gouvernerait avec une verge de fer celles qui se seraient soumises. C'était le peuple juif lui-même, et non tel ou tel de ses fils, qui, prenant conscience de sa supériorité ethnique, devait vaincre le Monde et le ployer sous le joug de la race élue.

Cette thèse, déjà présentée à diverses reprises dans l'Histoire par des Talmudisants isolés, devait être formulée un jour avec une rare précision par un Néo-Messianiste, Baruch Lévy, dans une lettre à Karl Marx. Voici en quels termes :

Le peuple juif pris collectivement sera lui-même son Messie. Son règne sur l'Univers s'obtiendra par l'unification des autres races humaines, la suppression des frontières et des monarchies, qui sont le rempart du particularisme, et l'établissement d'une République Universelle qui reconnaîtra partout les droits de citoyens aux Juifs. Dans cette organisation nouvelle de l'Humanité, les fils d'Israël répandus dès maintenant sur toute la surface du globe, tous de même race et de même formation traditionnelle sans former cependant une nationalité distincte, deviendront sans opposition l'élément partout dirigeant, surtout s'ils parviennent à imposer aux masses ouvrières la direction stable de quelques-uns d'entre eux. Les gouvernements des Nations formant la République Universelle passeront tous, sans effort, dans des mains israélites, à la faveur de la victoire du prolétariat. La propriété individuelle pourra alors être supprimée par les gouvernants de race judaïque qui administreront partout la fortune publique. Ainsi se réalisera la promesse du Talmud que, lorsque les Temps du Messie seront venus, les Juifs tiendront sous leurs clefs les biens de tous les peuples du monde.

Ce langage, singulièrement matérialiste sous une phraséologie encore teintée de judaïsme traditionnel, suffit à expliquer en quoi la nouvelle secte se distinguait de la Synagogue, et pourquoi Léopold Zunz, par exemple, fut amené à renoncer par deux fois aux fonctions de rabbin, à Berlin (1822), puis à Prague (1835).

Un des plus enthousiastes adeptes de l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* fut le poète Henri Heine, qui y

adhéra, à l'âge de vingt-trois ans, le 4 août 1822. Le cas de ce fils d'Israël, que son génie poétique autorise à classer parmi les plus grands écrivains du XIX^e siècle, est tout à fait caractéristique au point de vue néo-messianiste.

* * *

Henri Heine naquit à Düsseldorf le 13 décembre 1799, dans une famille d'origine rabbinique. Son père, Samson Heine, commissionnaire en rubans, devait à cette origine la considération où il était tenu par le chef de la Maison Rothschild de Francfort.

Mais, si l'on était pénétré de tradition juive au foyer de la famille Heine, au dehors on savait faire des concessions aux Chrétiens. Le jeune Harry (il ne s'appela Henri que plus tard) était élevé dans une école chrétienne, dite des Franciscains, et le recteur, l'abbé Schallmeyer, voyait en lui son meilleur élève. Sa sœur Charlotte recevait l'éducation d'un couvent de religieuses catholiques. Son frère Gustave, sous le nom de Gustave von Geldern, devait se faire catholique pour devenir officier de dragons au service de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche. Son autre frère, Maximilien, opta pour l'orthodoxie et devint médecin militaire dans l'Armée du Tsar. Quant à Henri Heine, on verra qu'il se fit protestant évangélique. Ces vocations multiples ne changeaient rien, d'ailleurs, aux sentiments des trois frères, qui se retrouvaient, le soir, chez le rabbin Rintelsohn, pour apprendre l'hébreu et le Talmud.

Henri Heine étudia le droit à Bonn, à Goettingen et à Berlin, puis il passa son doctorat. Mais il ambitionnait une chaire de professeur de droit. Sujet prussien, il ne pouvait l'obtenir tant qu'il serait juif. Aussi abjura-t-il presque en cachette à Heligenstadt, dans la maison du pasteur évangélique Gottlob Grimm, un matin d'août 1825. Les citations suivantes permettront d'apprécier la sincérité de cette conversion et la moralité du converti :

Lettre de Henri Heine à Maurice Embden, avant la conversion :

Je suis comme vous un indifférent en religion et mon attache-

ment au Judaïsme provient uniquement de ma profonde antipathie pour le Christianisme.

Lettre de Henri Heine à Emmanuel Wolwill, avant la conversion :

La chute finale du Christianisme me paraît de plus en plus évidente. Voilà assez longtemps que cette idée se maintient. J'appelle le Christianisme une idée, mais de quelle espèce! Il y a des systèmes d'idées corrompues qui font leur nid dans les fissures du vieux monde et la literie abandonnée de l'esprit divin, comme les punaises dans le matelas d'un Juif polonais. Si on vient à écraser une de ces idées-punaises, elle laisse une odeur infecte qui dure des milliers d'années. C'est le cas du Christianisme, écrasé depuis 1 800 ans et qui depuis ce temps n'a cessé d'empester l'air que nous respirons, pauvres Juifs!

Vers écrits par Henri Heine, le lendemain de son baptême :

*Sainte ardeur de la jeunesse, — Prompt retour à la raison!
— Tu as fait, en ta sagesse, — Ta paix avec ces messieurs... —
Tu as rampé vers la croix, — La même croix qu'hier — Tu
voulais fouler aux pieds, — Abattue dans la poussière! —
C'est l'effet d'avoir lu trop — Tous ces Schlegel, Haller, Burke!
— Hier tu étais un héros, — Aujourd'hui, un maître fourbe.*

Lettre d'Henri Heine à Moïse Moser, de l'Union des Juifs pour la Civilisation et la Science, quelques semaines après le baptême. Il parle des Japonais qui venaient de martyriser quelques missionnaires et qui *ne détestent rien au monde autant que la Croix*. Et il ajoute : *Je veux être Japonais!*

Malgré sa comédie d'abjuration, Henri Heine ne put être professeur de Droit et ne le pardonna jamais au gouvernement prussien. C'est vers cette époque qu'il poussa à ses dernières conséquences son enthousiasme néo-messianiste en déclarant ouvertement la guerre, non seulement à l'idée monarchique, mais à l'ordre social lui-même. Il a raconté plus tard qu'il était allé à Munster, où l'on conserve encore la cage de fer et les instruments du supplice du « glorieux » Jean Bockenraw, dit Jean de Leyde, le chef des anabaptistes. Il venait honorer en lui le plus farouche des révolutionnaires du xvi^e siècle

et le plus parfait spécimen des précurseurs du Communisme. « J'ai baisé respectueusement », dit-il, « les reliques du tailleur Jean de Leyde, les chaînes qu'il a portées, les tenailles qui l'ont torturé ». L'athéisme du membre de l'*Union des Juifs* n'excluait pas, on le voit, une certaine religiosité....

Sa collaboration aux *Annales politiques de Munich* se ressentit naturellement de cette évolution : une série d'écrits démagogiques et antichrétiens le rendit suspect à toutes les autorités allemandes. Poursuivi, il se réfugia en France, le 1^{er} mai 1831. L'anniversaire de cette « hégire » du premier chef du Communisme devait être célébré, plus tard, sur la proposition de son ami Engels, comme une fête du prolétariat mondial. Bien du sang a coulé depuis le 1^{er} mai 1889 (date de l'institution du 1^{er} mai révolutionnaire) pour commémorer l'heureuse fuite de Henri Heine.

A Paris, Henri Heine adhéra immédiatement à l'école socialiste la plus en vue de cette époque ; celle des Saint-Simoniens. Deux ans plus tard, c'est à un autre socialiste célèbre, le père Enfantin, qu'il dédiait la première édition de son livre sur *l'Allemagne*. Il suffisait qu'un club révolutionnaire s'ouvrit ou qu'un journal avancé se fondât pour qu'Henri Heine accourût, avide de voir, d'entendre et de conseiller, poussant aux audaces les plus extrêmes, aux gestes les plus destructeurs. Cherchant dans la guerre à la Société une revanche pour sa race, il avait seulement soin de masquer le plus possible cette arrière-pensée sous des dehors de dilettantisme politique et d'enthousiasme pour l'Humanité. Volontiers il conseillait à ses amis israélites d'imiter ce détachement apparent, en dissimulant non seulement leur but ethnico-philosophique, mais jusqu'à leur identité juive.

C'est dans ce sentiment qu'il rédigea un jour son conte de *Dona Clara*, un des plus amèrement narquois qu'il ait jamais écrit, dans lequel un Juif d'Espagne, en cachant son nom et sa race, arrive à posséder, et finalement bafoue, la fille d'un seigneur chrétien. On ne sera pas fâché de trouver ici cette parabole en vers, qui exprime si bien la pensée profonde d'Henri Heine :

Dona Clara.

Dans le jardin de son père, aux lueurs du soir, la fille de l'alcade se promène; des bruits de trompettes et de cymbales arrivent du château.

« Qu'elles sont fastidieuses, ces danses et ces douces flatteries! et qu'ils sont ennuyeux aussi, ces chevaliers qui me comparent galamment à l'astre du jour!

» Tout me fatigue depuis que j'ai vu, aux rayons des étoiles, ce chevalier inconnu dont la guitare m'attire chaque nuit à la fenêtre.

» Avec sa taille svelte et altière, et ses yeux noirs, qui luisent dans son noble et pâle visage, il ressemble véritablement à saint Georges. »

Ainsi pensait dona Clara, et elle marchait les yeux baissés. Lorsqu'elle releva les yeux, le beau chevalier inconnu se dressa devant elle.

La main dans la main, devisant de propos d'amour, ils se promènèrent au clair de lune; le zéphir les caressait amoureusement et les roses leur envoyaient de gracieux saluts.

Les roses leur envoyaient de gracieux saluts et se coloraient d'une pourpre voluptueuse. « Mais dis-moi, ô ma bien-aimée, pourquoi as-tu si soudainement rougi?

— Les moustiques me piquaient, ô mon bien-aimé, et les moustiques me sont, en été, aussi odieux que si c'étaient des essaims de Juifs aux longs nez.

— Laisse là les moustiques et les Juifs », répondit le chevalier d'une voix caressante. — Les amandiers en fleurs sèment à terre leurs blancs flocons.

Les blancs flocons des amandiers répandent leurs parfums. « Mais dis-moi, ô ma bien-aimée, ton cœur m'appartient-il tout entier?

— Oui, je t'aime, ô mon bien-aimé! je te le jure par le Sauveur, que les Juifs mécréants ont traîtreusement crucifié.

— Laisse là le Sauveur et les Juifs », reprit le chevalier d'une voix caressante. — Au loin se balancent les lis rêveurs, baignés de lumière.

Les lis rêveurs, baignés de lumière, tournent leurs regards vers les étoiles. « Mais dis-moi, ô ma bien-aimée, ne m'as-tu pas fait un faux serment?

— La fausseté n'est point en moi, ô mon bien-aimé, non plus que dans mon cœur ne coule une seule goutte du sang des Mores ou des maudits Juifs.

— Laisse là les Mores et les Juifs », repartit le chevalier d'une voix caressante; et il entraîna la fille de l'alcade sous un bosquet de myrtes.

Dans les doux filets de l'amour il l'a tendrement enlacée! De courtes paroles, de longs baisers, et les cœurs débordèrent.

Le rossignol fit entendre un mélodieux épithalame; comme pour exécuter une danse aux flambeaux, les vers luisants sautillèrent dans l'herbe.

Le feuillage était silencieux, et l'on n'entendit, comme à la dérobée,

que le chuchotement discret des myrtes et les heureux soupirs des amoureux.

Mais des sons de trompettes et de cymbales retentirent tout à coup du château, et dona Clara, au bruit de ces fanfares, se dégagea soudain des bras du chevalier.

« Écoute! Ces fanfares m'appellent, ô mon bien-aimé! mais avant que nous nous séparions, il faut que tu me dises ton nom chéri, que tu m'as caché jusqu'ici. »

Et le chevalier, souriant avec sérénité, baisa les doigts de sa dame, baisa ses lèvres, baisa son front, et prononça ces mots :

« Moi, votre Amant, Senora, je suis le fils du docte et glorieux don Isaac-ben-Israël, grand rabbin de la synagogue de Saragosse. »

* * *

Henri Heine ne se contentait pas de fréquenter les révolutionnaires français : il accueillait avec empressement les agitateurs étrangers qui accouraient en foule à Paris sous le régime de Juillet, il leur prodiguait encouragements et recommandations utiles. Il aimait à dire d'eux : *Je caresse mes fauves!* Ces fauves, toutefois, n'étaient pas assez féroces pour lui donner entière satisfaction. Un jour, enfin, *l'Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* lui en adressa un, dans lequel il reconnut un tempérament exceptionnellement destructeur : c'était Karl Marx.

Karl Marx, né à Trèves (Prusse Rhénane) le 5 mai 1814 (et non 1818, comme on le dit souvent par erreur), était plus jeune qu'Henri Heine de quinze années. Lui aussi était d'antique souche rabbinique. Son grand père avait été rabbin de Cologne et son coreligionnaire Bernard Lazare, le metteur en scène de l'affaire Dreyfus, a pu saluer en lui « le descendant de toute une lignée de rabbins, qui hérita de toute la force logique de ses ancêtres, un talmudiste lucide et clair, qui fit de la sociologie et appliqua ses qualités natives d'exégète à la critique de l'économie politique ».

Laissant à un de ses frères la carrière rabbinique, le père de Karl Marx avait fait une importante fortune dans le commerce. Pour obtenir d'être chargé de certaines fournitures à l'État prussien, qui n'étaient pas accordées aux Juifs, il s'était officiellement converti au Protestantisme, sans cesser pour cela de pratiquer la religion juive au foyer familial. L'enfance

du jeune Karl Marx fut donc bercée par les récits traditionnels de sa race : *Dieu a donné le monde aux Juifs; ils règneront sur lui à jamais quand viendra le Messie. Les Juifs seuls ont le droit de posséder : quand viendra le Messie, il faudra 200 mulets pour porter les clefs des coffres où seront entassées les richesses ravies aux Chrétiens, etc...* De cette doctrine, le jeune Israélite devait surtout retenir l'idée d'une immense expropriation, coïncidant avec le triomphe de sa race.

D'abord étudiant en droit à Bonn, Karl Marx alla ensuite apprendre la philosophie à Berlin, où triomphaient alors les doctrines de Hegel. Le célèbre philosophe de Stuttgart est probablement l'homme qui a eu la plus grande influence sur la formation intellectuelle du jeune juif de Trèves. On sait que Hegel réduisait Dieu à n'avoir aucune existence objective, à n'être que par son unité avec la pensée humaine, à subir avec celle-ci la loi du Devenir.... La pensée seule est souveraine absolue de l'Univers, au triple état *passif* (quand elle est intérieure), *actif* (quand elle prend son point d'appui dans le monde extérieur) et *libre* (quand elle triomphe dans l'organisation sociale, le droit, la philosophie, l'art, la religion). Toute morale découle de l'évolution progressive et irrésistible de la pensée humaine et Dieu *devient* avec elle, indéfiniment, en même temps que l'Univers et l'Humanité.... Ce panthéisme balaya le déisme hébraïque de Karl Marx et ne lui laissa au cœur que l'orgueil d'être Juif et la certitude que la *pensée* souveraine qui régirait le monde et le ferait évoluer indéfiniment serait celle de sa race. Aussi ne faut-il pas s'étonner de le voir adhérer, à vingt-deux ans, comme l'avait fait avant lui Henri Heine, à l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*. L'année d'après, Karl Marx était reçu docteur en philosophie. Un an encore, et, par la faveur de l'école hégélienne, il était nommé professeur de philosophie à l'Université de Bonn.

Plus heureux qu'Henri Heine, le jeune professeur semblait donc avoir sa destinée fixée. Mais à peine occupa-t-il un an sa chaire : on le vit tout à coup démissionner et aller habiter Cologne. Deux riches bourgeois philosémites, Haseleman et Kamphausen avaient fondé dans cette ville la *Gazette Rhénane* et en avaient confié la direction à trois Israélites,

Hess, Oppenheim et Rutenberg. Ce fut ce dernier, affilié à *l'Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*, qui fit appel à la collaboration de Karl Marx. On inséra d'abord (1840) quelques articles de lui, qui furent remarqués, moins pour leur violence de langage que pour la pensée profondément révolutionnaire qui les animait. Puis, le besoin d'un directeur de talent se faisant sentir, on invita Marx à venir se fixer à Cologne. Abandonnant sa chaire de philosophie, il arriva, à l'automne de 1842, et imprima au journal une nouvelle impulsion.

A cette époque, la doctrine sociale et politique de Karl Marx, ce qu'on a appelé le Marxisme, était loin d'être formée; mais on en distingue déjà les grandes lignes dans la campagne qu'il mena au milieu des populations industrielles de la Rhénanie. Le but est visible : 1° Détruire l'idée de nationalité chez les prolétaires et les amener à n'avoir plus d'autre patrie que l'esprit de classe; 2° Les lancer dans le monde entier à l'assaut de la Civilisation issue du Christianisme. Pour moyen, une doctrine économique d'une simplicité tellement grossière qu'elle peut être comprise par les cerveaux les plus frustes, et ne peut même être sérieusement admise que par ceux-ci.

Il n'est pas dans notre intention de faire ici la critique du Marxisme économique, ce qui nous entraînerait bien loin. Mais on aura une idée du système par la fameuse théorie de la *valeur vraie*, qui en est la clé de voûte. La voici, telle que l'a formulée Karl Marx en deux de ses volumes pesants et diffus; et, bien que nous la réduisions à quelques lignes, nous sommes assurés de n'en avoir retranché rien d'essentiel.

1° *Tous les biens existant dans le monde sont des marchandises ayant une valeur réelle et une valeur de spéculation.*

2° *La valeur réelle d'une marchandise s'établit par le nombre d'heures de travail qu'il a fallu pour la produire. Les marchandises dans lesquelles sont contenues d'égales quantités de travail, ou qui peuvent être reproduites dans le même temps, ont, par conséquent, une valeur égale. C'est le temps de travail nécessaire à la production qui fixe le rapport de valeur d'une marchandise à une autre. Conclusion : l'ouvrier seul, en manufacturant la marchandise, crée la richesse.*

3° Or, cette marchandise, par suite du bénéfice prélevé par l'Industriel, puis par le Commerçant, acquiert une plus value qui détermine sa valeur de spéculation. Cette plus-value est un vol à l'égard de l'ouvrier, qui ne reçoit pas le prix de vente intégral de la marchandise qu'il a fabriquée, ou à l'égard du consommateur, qui paie cette marchandise plus que sa valeur réelle. Industriels et commerçants ne sont, par conséquent, que des parasites qu'il faut supprimer.

Il n'est pas besoin d'un gros effort cérébral pour constater l'inexactitude de cette thèse.

Il est faux que le chiffre des heures de travail soit le seul élément qui détermine la *valeur réelle* d'une marchandise. Un vigneron de la Côte-d'Or et un vigneron de l'Hérault, travaillant le même chiffre d'heures à produire du vin, n'obtiendront pas une marchandise de même valeur, parce que jamais le « pinard » ne vaudra le Chambertin ou le Corton. Deux menuisiers fabriquant l'un une table d'ébène, l'autre une table de bois blanc, pourront user des mêmes outils, observer les mêmes proportions et employer le même temps, la table d'ébène vaudra toujours plus que celle en sapin. La proposition de Karl Marx que le travail de l'ouvrier crée seul la valeur de la marchandise est donc radicalement fausse.

La conséquence l'est aussi : la mise en fabrication d'une marchandise en série exige des informations, une organisation d'ensemble, une direction qui rendent indispensable l'intervention d'un *industriel* et justifient son gain; cet industriel est lui aussi un travailleur, un ouvrier de la pensée. La mise en vente, sur tous les points où la consommation l'exige, impose l'existence du commerçant. On ne gagnerait rien, bien au contraire, en remplaçant l'industriel par un fonctionnaire et le commerçant par un magasin public : l'expérience des monopoles d'État a prouvé, dans tous les pays, que l'étatisation d'une industrie rendait le produit fabriqué moins rémunérateur pour l'ouvrier et plus onéreux pour le consommateur.

Mais peu importait à Karl Marx que sa thèse fût illogique et grossièrement fausse. Son but n'en était pas moins atteint. Préoccupé de détruire et non d'améliorer, il avait fabriqué une doctrine à la mesure du public qu'il voulait exalter, une doctrine touchant la partie la moins fortunée de l'Humanité

à l'endroit le plus sensible : son intérêt privé ! et lui désignant des coupables : les industriels, les commerçants, les gouvernants, tous ceux qui, à un degré quelconque, défendent l'ordre social... Une telle doctrine aura toujours une influence énorme sur des masses sans réflexion ni culture et les poussera à des résolutions violentes. Et quel merveilleux allié pour le peuple Juif, dans sa lutte vingt fois séculaire contre l'ordre social chrétien, que le Prolétariat international !

De telles doctrines agitaient profondément les masses ouvrières qui lisaient la *Gazette Rhénane*, et qui, jusque-là, avaient été de tendances républicaines, mais non socialistes. Les autorités berlinoises s'émurent et imposèrent au journal la censure préalable. Karl Marx refusa de s'y soumettre et vit son organe suspendu. Lui-même fut soumis à la surveillance de la haute police. Il comprit que la partie était perdue pour lui en Allemagne et résolut de s'expatrier. Londres lui paraissait le séjour désormais le plus convenable pour un proscrit. Mais les influences qui l'avaient déjà orienté vers Cologne se manifestèrent à nouveau, et c'est à Paris qu'il débarqua, pour s'adresser aussitôt à Henri Heine, correspondant dans cette capitale de l'*Union des Juifs pour la civilisation et la Science*.

* * *

Henri Heine vit d'un coup d'œil le parti qu'il pourrait tirer d'un jeune homme (Karl Marx avait alors trente ans) aussi doué pour la destruction. Quinze jours ne s'étaient pas écoulés qu'il lui désignait le terrain sur lequel il devait désormais évoluer : celui des *Annales franco-allemandes*, importante revue fondée en France par un réfugié républicain allemand, Arnold Rüge, chez lequel Henri Heine fréquentait beaucoup.

Cet Arnold Rüge est aujourd'hui bien oublié. Il était alors le chef de la *Jeune Allemagne*, section de la *Jeune Europe*, fondée par Mazzini, qui groupait les éléments les plus avancés du Carbonarisme et de la Franc-Maçonnerie. Démagogique et antireligieuse, la *Jeune Europe* fomentait des révolutions,

organisait des attentats politiques et trempait dans toutes les agitations du moment; mais elle n'était ni socialiste, ni communiste. Internationale, elle n'était pas internationaliste. On aura une idée assez exacte de ses tendances en songeant à la *Jeune Turquie* qui, en 1912, renversa Abdul Hamid II, et au *Jeune Portugal*, qui inspirait encore, en 1927, les insurrections de Lisbonne et de Porto. Ces associations sont d'ailleurs les seules sections survivantes de la grande conspiration mazzinienne : partout ailleurs, la *Jeune Europe* a été balayée ou absorbée par le Marxisme.

Né en 1802, Arnold Rüge s'était donné tout jeune à l'idée révolutionnaire. Il n'avait fait que traverser la Franc-Maçonnerie, dont la propagande trop académique ne pouvait pas suffire à son besoin d'action. S'étant jeté dans le Carbonarisme, il fut compromis dans une conspiration et condamné à six ans de prison. A l'expiration de sa peine, il chercha un asile en France (1840) et fonda à Paris un organe républicain avancé, les *Annales franco-allemandes*, qui fixa l'attention générale¹.

Faire pénétrer en Allemagne cet organe rédigé par un proscrit était, semblait-il, chose impossible. On y parvenait tout de même, grâce à tout un réseau d'intelligences secrètes. Les paquets de revues, expédiés dans des ballots de marchandises à des commerçants affiliés, étaient remis à des distributeurs prudents; les abonnés ne manquaient point, grâce à l'attrait du fruit défendu; et les exemplaires, lus et relus, circulaient longtemps de main en main. Toutes les forces du Carbonarisme en Allemagne avaient été ainsi amenées à se grouper autour des *Annales franco-allemandes* et à adopter cette revue pour organe. L'autorité et le prestige d'Arnold Rüge s'en étaient trouvés grandis jusqu'à faire de lui le véritable chef des républicains allemands.

Rüge était au nombre des « fauves » qu'Henri Heine aimait à caresser. Aussi la recommandation du poète néo-

1. Le biographe officiel de Karl Marx au pays des Soviets, le professeur D. Riazonof, de l'Académie socialiste de Pétrograd, nous montre Rüge collaborant avec Marx à la *Gazette Rhénane*, émigrant avec lui à Paris, et y fondant avec lui les *Annales franco-allemandes*. Or, Marx est arrivé à Paris en 1844, et Arnold Rüge y était installé en 1840... Petite inexactitude, entre beaucoup d'autres, qui ont toutes pour but de cacher aux indiscrets les côtés mystérieux de la vie et de l'œuvre de Marx.

messianiste ouvrit-elle toutes grandes à Karl Marx les portes des *Annales franco-allemandes* : huit jours après avoir été présenté, il se voyait associer à la direction de la revue et reprenait, prudemment d'abord, puis plus énergiquement, sa campagne de la *Gazette Rhénane*. Cette fois encore, l'assimilation de ses théories par le public qui les lisait justifia les espérances de ses inspirateurs occultes. Les Comités secrets qui propageaient la revue de Rüge étaient formés en majorité d'ouvriers : ceux-ci s'engouèrent aisément des doctrines économiques de Karl Marx, si nouvelles pour eux, et glissèrent vers la fameuse « théorie de la valeur vraie », destructrice de toute paix sociale. Sournoisement, sans tapage, les *Annales franco-allemandes* devinrent communistes et firent des communistes.

Arnold Rüge, cependant, tout à sa lutte tapageuse contre les monarchies d'Allemagne, ne se défiait pas de ce glissement. Il s'en défiait si peu qu'après Karl Marx il accueillit d'autres protégés de Henri Heine et les introduisit dans sa rédaction. Ceux que le sarcastique poète lui présentait ainsi, de temps à autre, étaient cependant taillés sur un type tellement uniforme qu'il eût dû éveiller l'attention du proscrit : jeunes, très jeunes même, ces exilés, impatients d'écrire et d'agir, qui débarquaient d'Allemagne pour entrer aux *Annales franco-allemandes*, étaient tous israélites, et tous fils ou proches parents de rabbins...

Parmi eux, on remarquait Frédéric Engels, d'une famille anciennement rabbinique de Barmen¹, plus jeune de six ans que Karl Marx, dont il avait fait la connaissance à Cologne,

1. Le professeur D. Riazonof, avec toute l'école communiste, s'efforce de dissimuler les origines israélites de Engels. Il veut absolument qu'il ait appartenu à une famille allemande distinguée, descendant d'un huguenot français du nom de Lange qui avait un ange (*engel*, en allemand) dans ses armoiries. Il existe bien en Rhénanie une famille de ce nom, mais elle a toujours protesté, et contre les origines françaises qu'on lui prête, et contre sa prétendue parenté avec l'ami de Karl Marx. Les Bolcheviks sont friands d'armoiries : un autre biographe rouge, celui de Lénine, n'affirme-t-il pas que le père du dictateur moscovite avait droit, sous le régime tsariste, au titre d'Excellence ! La prétention est tout à fait controuvée. Mais il est bon de montrer aux foules que les fondateurs du Communisme étaient de grands seigneurs, qui ont renié une noble origine pour se consacrer au service du Proletariat...

en 1842. Il devint à Paris son compagnon et son collaborateur habituel, *son socius*, et le resta toute sa vie. Un peu plus tard devait apparaître, élégant jusqu'au dandysme, hautain jusqu'à l'insolence, ce Ferdinand Lassal, dit Lassalle, petit-fils d'un rabbin de Breslau, qui devait exercer une influence si profonde sur les masses ouvrières allemandes. Henri Heine, auquel il fut adressé parmi tout un lot de jeunes néo-messianistes, reconnut en lui un autre Karl Marx et lui témoigna des égards spéciaux : *Très cher compagnon d'armes*, écrivait-il à ce jeune homme de vingt ans.... Et aussi : *Combien je me réjouis de ne pas m'être trompé sur votre compte, car je n'ai jamais mis en personne autant de confiance*. Dans une lettre à Warnaghen von Ense, le 3 janvier 1846, il appelait le jeune Lassalle : *Un de ces rudes gladiateurs qui marchent fièrement au combat suprême*.

Arnold Rüge, cependant, si aveuglé qu'il fût, finit par s'apercevoir que son œuvre lui échappait et que sa revue défendait des idées qui n'avaient jamais été les siennes. Il annonça très haut l'intention de réagir. Il était trop tard. Le Comité de direction de la Revue et le Comité de correspondance avec les sections secrètes d'Allemagne étaient peuplés de jeunes Israélites, étroitement solidarisés avec Karl Marx; et l'atmosphère démocratique, chère à Rüge lui-même, faisait tout dépendre d'un vote à la pluralité des voix...

Au premier choc, Rüge fut mis en minorité et contraint de démissionner.

La rage au cœur, il quitta la France, alla mener pendant vingt-cinq ans en Suisse, en Allemagne, puis en Angleterre, une existence de conspirateur errant et besoigneux, et finit par écouter les propositions que Bismarck lui fit faire, comme à un grand nombre d'autres révolutionnaires, qu'il voulait désarmer : l'ancien lieutenant de Mazzini se fit prier un certain temps, céda, et mourut pensionné de l'Empire allemand, tandis que Mazzini lui-même, poignards et bombes mis de côté, se ralliait à la monarchie de Victor-Emmanuel.

* * *

Karl Marx et l'équipe de jeunes intellectuels dont Henri Heine l'avait encadré venaient de réaliser brillamment la première partie du programme de l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* : non seulement la revue de Rüge passait entre leurs mains, mais la direction de fait des Comités révolutionnaires d'Allemagne leur appartenait du même coup.

Ce fut le point de départ de l'organisation communiste, car, sous l'impulsion de Marx et de son état-major israélite, l'évolution des esprits vers la guerre sociale fut menée vigoureusement : la plupart des mazziniens d'Allemagne se rallièrent aux doctrines nouvelles. Victoire d'une importance incalculable ! Jusque-là le rêve néo-messianiste était resté purement juif, enfermé dans une espèce de ghetto moral : le voici qui débordait sur le monde chrétien et qui y recrutait ses premières dupes. A ce moment, sans doute, Karl Marx dut signaler à son fidèle Engels, nourri comme lui-même de la philosophie de Hegel, que l'*idée souveraine* passait de l'*état passif* à l'*état actif* en prenant son point d'appui dans le monde extérieur.... Il était réservé à notre temps de la voir arriver à l'*état libre* en triomphant dans la législation et l'organisation sociale, pour employer la terminologie du philosophe de Stuttgart.

Le programme de Karl Marx et de ses amis allait, d'ailleurs, bien au delà de la conquête des organisations révolutionnaires d'Allemagne, qui n'était qu'une brèche ouverte au flanc de la vieille citadelle chrétienne. Dès que le centre fondé par Rüge fut entre leurs mains, une vaste correspondance s'ouvrit avec des intellectuels Juifs habitant les pays les plus divers. Plus ou moins rapidement il en résulta la création de partis socialistes nationaux, qui eurent tous à leur tête des néo-messianistes juifs, tandis que Karl Marx et Engels se réservaient la direction internationale.

C'est ainsi que Lassalle, puis Singer, organisèrent le socialisme allemand ; Neumayer, Victor Adler et Aaron Libermann, le socialisme autrichien ; Fribourg, Léon Franckel et Haltmayer, les premiers Comités français de l'*Internationale* ; James Cohen, le parti socialiste danois ; Dobrojanu Ghéréa,

le parti socialiste roumain; Kahn et Léon, le parti ouvrier des États-Unis, etc. Dans chaque pays, le rôle dirigeant joué par quelques Israélites parut le résultat spontané de leurs convictions personnelles : il a fallu le recul du temps et une vision d'ensemble pour faire apparaître ce que ces vocations, en apparence indépendantes les unes des autres, avaient de soigneusement organisé par une direction mystérieuse.

Cet immense labeur ne put être que commencé à Paris. Depuis les débuts de Karl Marx à la *Gazette Rhénane* (1840), la police prussienne le surveillait en effet étroitement. Des correspondances surprises éveillèrent l'inquiétude du gouvernement prussien, qui exigea son expulsion de France, et l'obtint, malgré l'intervention de Henri Heine. Karl Marx se retira à Bruxelles avec le fidèle Engels, puis alla se fixer à Londres, qui devint son quartier général. Couvert par la protection que le gouvernement britannique accordait aux proscrits de toute origine, à condition qu'ils s'abstinssent d'étendre leur propagande à l'Angleterre, Karl Marx put poursuivre sans encombre l'organisation du Communisme naissant.

La partie de sa correspondance qui se rapporte à cette époque de sa vie a été expurgée avec soin par son gendre Charles Longuet. En sorte que ses biographes, trompés par son attitude d'économiste absorbé par les recherches de bibliothèque, ont pu croire qu'il s'abstint pendant vingt ans de toute action politique directe. Tout au plus signale-t-on sa participation épisodique à un Congrès ouvrier tenu à Londres, en 1847, Congrès au cours duquel il lança, avec Engels, un manifeste exposant les doctrines communistes. Il aurait ensuite vécu dans la retraite jusqu'au meeting de Saint Martin's Hall, qui l'en fit sortir.

La vérité historique est très différente. Pendant ces vingt années, Karl Marx ne cessa pas un moment de déployer une activité révolutionnaire formidable, et, dans deux cas au moins, il n'hésita pas à risquer sa personne dans des mouvements armés.

En 1846, une insurrection républicaine, à laquelle sont mêlés plusieurs de ses affiliés, éclate dans le Grand-Duché de

Bade; prévenu d'avance, Karl Marx est accouru avec le fidèle Engels. Tous deux essaient de faire tourner en révolution sociale cette tentative purement politique. Le mouvement échoue; les insurgés, vaincus, déposent les armes : Marx et Engels sont déjà loin. De faux passeports leur ont permis de franchir la frontière et ils regagnent Londres.

En 1848, la seconde République française est sur le point d'être emportée par les journées de Juin; l'émeute revêt un caractère socialiste caractérisé. Karl Marx est là et participe à des conciliabules au quartier général des insurgés. Si le mouvement l'avait emporté, Paris eût connu, vingt-deux ans plus tôt, les horreurs de la Commune. Mais Cavaignac dompte l'insurrection.

Arrêté au cours de la répression, Karl Marx va être fusillé, ou tout au moins déporté, comme tant d'autres. Henri Heine intervient, se porte garant de son innocence, l'arrache au Conseil de Guerre. Qui eût douté de la sincérité du doux poète? Karl Marx fut seulement interné dans le Morbihan. Quelques semaines plus tard, muni de faux papiers, il s'évade et rentre en Angleterre. On voit que le rat de bibliothèque que nous dépeignent si complaisamment ses biographes savait, à l'occasion, se muer en rat des champs,...

Au moyen de quelle organisation Karl Marx se tenait-il en liaison avec les conspirateurs républicains et socialistes? Comment préparait-il ses incursions sur le continent? Qui lui fabriquait les faux papiers (industrie demeurée en honneur chez les Bolcheviks) dont il se servait pour passer les frontières et au besoin s'évader? C'est ce que nous verrons dans la deuxième partie de cette étude, qui traitera du Communisme secret avant le meeting de Saint Martin's Hall, et du Communisme public ensuite.

SALLUSTE

(A suivre.)

LES ORIGINES SECRÈTES DU BOLCHEVISME

HENRI HEINE ET KARL MARX

II

L'habileté suprême de Karl Marx avait été de supplanter Arnold Rüge à la tête des Comités secrets de la *Jeune Allemagne* sans que ceux-ci se rendissent compte de la substitution opérée. La doctrine nouvelle, socialiste et communiste, exprimée d'abord dans les *Annales franco-allemandes*, puis dans les circulaires du Comité central, avait pris la place de l'ancienne, républicaine et démocratique, comme une liqueur plus forte remplace, dans un flacon, celle qui a été vidée. Pour les adhérents allemands, qui ne regardaient qu'au contenant, rien n'avait changé, puisque les Comités étaient les mêmes et que la Direction suprême paraissait amputée du seul Arnold Rüge. Au contraire, pour Karl Marx une grande victoire était remportée : des dizaines de milliers de Chrétiens d'origine étaient devenus les agents dociles et inconscients du dessein caché de la secte.

La prudence commandait aux vainqueurs de ne pas compromettre les résultats acquis en bouleversant du jour au lendemain l'organisation ainsi conquise. Karl Marx estimait

1. Voir la *Revue de Paris* du 1^{er} juin.

peu la technique conspiratrice de Mazzini, organisateur de la *Jeune Europe* (dont la *Jeune Allemagne* n'était qu'une section); il lui reprochait d'enfermer la propagande révolutionnaire dans des cryptes sans communication avec le dehors. Il en sortait une agitation sourde, des attentats, parfois des coups de main, jamais un mouvement populaire ayant quelque ampleur. Plein de confiance en lui-même, Marx avait imaginé une toute autre méthode de groupement et d'action, qu'il appliqua plus tard lors de la création de l'*Internationale*. Mais il ne pouvait entreprendre de l'imposer tout de suite aux Comités secrets allemands, si fraîchement annexés, sans risquer de les désorienter. Aussi s'abstint-il, au début, de sortir des sentiers battus du Carbonarisme.

C'est une organisation carbonariste, en effet, et rien de plus, que celle que dirige Marx à l'époque de ses expéditions insurrectionnelles sur le Continent (Grand-Duché de Bade, en 1846, et journées de juin 1848, à Paris). Elle présente les caractères essentiels du Carbonarisme, parti illégal, obligé de lutter contre toutes les polices de l'Europe : de petits groupements, recrutés en grand mystère, existent les uns à côté des autres, *en s'ignorant*. Ils ne communiquent avec l'organisation *que par un seul membre*, le chef de chaque groupement, *désigné d'en haut* et non élu par ses camarades. Un Comité suprême, inconnu de tous, se tient en rapport avec chaque chef de groupement au moyen d'un petit nombre d'agents de liaison. Pas de propagande extérieure, qui attirerait l'attention de la police sur tel ou tel membre, et, par lui, sur le groupement dont il fait partie : cette propagande se fait dans les journaux inspirés par les chefs de la secte. But immédiat proposé aux membres : tel attentat contre un ennemi notoire de la Révolution, d'où assassinats assez fréquents. But général : préparer la prise d'armes qui renversera le gouvernement faisant obstacle.

Tous ces caractères, propres aux groupements créés sur le modèle mazzinien, se retrouvent dans l'organisation communiste de Karl Marx, telle qu'elle fonctionna pendant environ quinze ans, de 1845 à 1860 approximativement, c'est-à-dire pendant le temps où les biographes habituels du pontife uéo-messianiste nous le représentent comme exclusivement

occupé de recherches économiques. On se doutait bien que ce détachement apparent de la politique active n'était qu'une attitude, à en juger par les deux équipées insurrectionnelles sur le Continent que nous avons rapportées. On supposait bien que Karl Marx disposait souverainement de forces mystérieuses, à le voir menacer d'assassinat son rival Bakounine, si celui-ci persistait à contrarier son action. Mais le mystère avait été si bien établi autour de la vie secrète de notre héros qu'on désespérait de découvrir une preuve formelle de son activité révolutionnaire.

Cette preuve existait cependant. On la trouve dans les révélations d'un ancien affilié allemand, qui, en 1871, au lendemain des crimes de la Commune, se décida à écrire ses souvenirs de conspirateur repent. Il y explique comment il avait été amené à entrer en contact avec les comités secrets que le Communisme comptait en Allemagne, vers 1851.

Ce personnage, qui a porté différents noms, mais qui s'appelait réellement Hermann Richter, avait été condamné à la prison par la justice bavaroise, pour divers actes de propagande révolutionnaire. Après avoir purgé sa peine à Augsbourg, il s'était retiré à Hanau. C'est là qu'au début de l'année 1851 il reçut la visite d'un nommé Weidemayer, émissaire de Marx, chargé de lui transmettre les propositions de ce dernier. Les ayant acceptées, Richter apprit l'existence d'une association occulte internationale qui possédait en Allemagne un grand nombre de sections appelées *Communes*. Le programme des conjurés était la Révolution, non seulement politique, mais sociale, avec comme premier objectif la suppression de la propriété privée. Les moyens envisagés comportaient un mélange d'agitation politique et de grèves ouvrières. La devise des affiliés était : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!* Ce devait être, douze ans plus tard, celle qui fut acclamée au meeting de Saint Martin's Hall. Elle est restée celle des trois *Internationales*. Comme on le voit par ces détails, si le cadre de l'organisation était demeuré mazzinien, des idées proprement marxistes s'étaient nettement substituées à celles de la *Jeune Europe*.

Richter adhéra au mouvement, fonda une *Commune* à Hanau, et assista, à Francfort-sur-le-Mein, à un Congrès des groupements similaires existant dans l'Allemagne de l'ouest. Les indications qu'il a laissées permettent de dégager les certitudes suivantes, relativement à l'organisation de la société secrète communiste sous cette forme primitive :

1° La conjuration groupait, en Allemagne seulement, plusieurs milliers de membres. Elle avait absorbé, en effet, non seulement beaucoup d'anciens amis d'Arnold Rüge, mais encore les restes d'une association socialiste fondée en 1837 par le tailleur Weitling. Les membres s'engageaient à faire de la propagande individuelle et à se tenir prêts pour un coup de force; mais ils s'interdisaient de jamais parler de la société elle-même sans l'autorisation expresse des chefs. Des mots de passe et des signes de ralliement complétaient cet ensemble occulte.

2° Les présidents des groupes locaux étaient choisis par l'autorité supérieure et non pas élus par les membres. On les convoquait parfois en congrès régionaux, mais c'était là le seul contact qui existât entre les groupements inférieurs. Les rapports des Communes entre elles, ou avec le Comité Suprême, devaient obligatoirement avoir lieu par l'intermédiaire de délégués spéciaux, choisis par le Comité Suprême et fréquemment changés par lui. La personnalité d'un petit nombre seulement de ces délégués a pu être établie, en raison des pseudonymes qui les désignaient ordinairement. Ils appartenaient en grande majorité aux milieux israélites.

3° La composition du Comité Suprême devait rester mystérieuse pour les associés eux-mêmes. On consentait toutefois à leur révéler les noms de Karl Marx et d'Engels, lesquels étaient domiciliés en pays hospitalier, et d'ailleurs suffisamment « brûlés » pour qu'il n'y eût pas dommage à dévoiler leur personnalité. On peut conjecturer qu'ils avaient les mêmes collaborateurs qui les entouraient déjà, quelques années plus tôt, aux *Annales franco-allemandes*, et qu'on trouva plus tard à leurs côtés pour la fondation de l'*Internationale des Travailleurs*. Le Comité Suprême, composé de membres appartenant à diverses nationalités, siégeait à

Londres : il se recrutait par cooptation et avait des pouvoirs illimités pour l'administration de l'Association.

Les révélations d'Hermann Richter permettent de se rendre un compte assez exact de l'état de l'organisation communiste huit ans après le tour de passe-passe par lequel Karl Marx s'était emparé des Comités secrets d'Arnold Rüge. Le cadre carbonariste dans lequel le mouvement continuait à se développer avait ses avantages et ses inconvénients. Avantages découlant de la forte discipline imposée aux membres, de leur subordination étroite aux ordres des chefs et de l'impossibilité de prendre toute l'Association dans un même coup de filet, en raison des cloisons étanches établies entre les groupes inférieurs (ceux où se produisent, d'ordinaire, les imprudences et les trahisons). Inconvénients résultant de la difficulté, pour une société destinée à demeurer inconnue, de faire de la propagande et du recrutement, alors que le bavardage d'un seul suffit pour compromettre la sécurité de tous ses collaborateurs immédiats. Inconvénients, surtout, provenant de la lassitude qui gagne, à la longue, des conspirateurs condamnés au silence et auxquels leurs chefs ne donnent que rarement l'occasion d'agir.

En fait, les polices prussienne, saxonne et bavaroise parvinrent plusieurs fois à arrêter des affiliés aux *Communes* et à saisir des papiers importants. Mais elles ne purent jamais porter à la société secrète communiste un coup sérieux : la nature même de la conjuration ne le permettait pas.

Cependant, le Directoire de Londres résolut, vers 1860, d'en modifier la structure. Il s'agissait de conserver à la direction du mouvement, restée purement néo-messianiste, tous les avantages du secret, tout en donnant ceux d'une large publicité à l'organisation de base, celle qui agirait dans les milieux ouvriers. Quatre années furent employées à la préparation minutieuse de cette transformation, qui aboutit, en 1864, à la fondation de la *I^{re} Internationale*, dans des conditions toutes différentes, on le voit, de celles que la légende a popularisées.

Depuis 1845, l'action de Karl Marx s'était exercée surtout en direction de l'Allemagne; et c'était naturel, puisque la conquête de la *Jeune Allemagne* sur Arnold Rüge lui avait fourni ses premiers bataillons de convertis au Communisme. Mais, à Londres, il s'efforçait d'universaliser son action; il entretenait des correspondances avec les groupements à tendance communiste constitués, dans différents pays d'Europe et d'Amérique, par les jeunes néo-messianistes que nous avons vus évoluer autour de Henri Heine. Le moment venu, tous ces groupements feront bloc autour de la *I^{re} Internationale* naissante et lui constitueront dans le monde entier des sections nationales; les cadres en étaient déjà tout prêts. Ainsi s'explique le succès prodigieux, en apparence spontané, que devait rencontrer l'association nouvelle.

Ce ne fut guère qu'auprès des éléments révolutionnaires russes que Karl Marx rencontra quelque résistance. C'est que ceux-ci gravitaient alors dans l'orbite d'une personnalité vigoureusement accusée, Alexandre Herzen, qui n'adoptait qu'en partie les idées de Marx. Installé à Londres, Herzen était, comme on le verra plus loin, en rapports suivis avec le pontife du Communisme; mais il affectait de le considérer comme un extrémiste, dont le succès n'était pas impossible, mais ne se produirait que si les monarques et les gouvernements refusaient de l'écouter, lui, Herzen. Jamais Marx ne put assimiler ni subordonner complètement ce rival, auquel il finit, par mesure de conciliation, par abandonner le monopole de l'action révolutionnaire en Russie, en se réservant le reste du monde.

Quelques mots sur Alexandre Herzen aideront à comprendre le rôle qu'il joua à côté, ou, plus exactement, en marge de Karl Marx. Il était né à Moscou, en 1812, d'un père russe et d'une mère juive allemande, qui eut sur sa formation morale et sur l'orientation de sa vie une influence décisive. A vingt-deux ans, il entra à l'Université de Moscou et y faisait de l'agitation républicaine. Condamné à quelques mois de prison, on l'astreignit ensuite à la résidence forcée à Perm, à Viatka, puis à Vladimir. Cette dernière peine était assez

douce, puisqu'on lui avait confié le soin de rédiger la partie non officielle du journal de Vladimir, organe du gouvernement. Au bout de cinq ans (1839), nous le retrouvons à Saint-Petersbourg, où ses antécédents révolutionnaires ne l'empêchent pas de devenir secrétaire du comte Strogonoff, général aide-de-camp de l'empereur. Dès lors, la haute administration lui est ouverte et il devient Conseiller de Régence à Novgorod. Ayant ainsi rassuré le pouvoir sur l'évolution de ses tendances politiques, il donne sa démission, en 1841, et va vivre à Moscou où il fait imprimer clandestinement, sous le pseudonyme *Iskander* (traduction arabe de son prénom Alexandre), des ouvrages à tendance nettement insurrectionnelle.

La mort de son père, en 1846, le fait très riche. Il réalisa la plus grande partie de cette fortune et obtint sans peine, l'année suivante, l'autorisation de voyager à l'étranger. Il ne revint jamais en Russie.

C'est à Berlin que Herzen s'arrêta d'abord. Son premier soin fut de prendre contact avec Léopold Zunz, l'un des fondateurs de l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*, le correspondant et l'ami de Henri Heine, l'inspirateur de Karl Marx. Zunz, qui ne devait mourir qu'en 1886, avait alors cinquante-trois ans; il était directeur de l'École Normale juive de Berlin et exerçait une influence considérable sur toute l'intellectualité israélite. Ces conversations laissèrent sur l'esprit d'Herzen une trace indélébile : jusque-là il n'avait été que socialiste Saint-Simonien. Il devint lui aussi un néo-messianiste, c'est-à-dire un Communiste en puissance.

Il le fut toujours, cependant, d'une autre manière que Karl Marx. Le Communisme pour Herzen était un pis aller, auquel il eût préféré un régime démocratique subordonné aux hommes et aux idées d'Israël. Dans un langage biblique, il montrait le Communisme comme le châtiment inévitable d'une Europe qui n'a pas voulu cesser d'être conservatrice :

« Le Communisme, orageux, terrible, sanglant, passera à toute vapeur. Au milieu de la foudre et des éclairs, à la lueur des palais embrasés, sur les ruines des fabriques et des magistratures, comme sur un nouveau Sinaï, apparaîtront

de nouveaux commandements, un nouveau Décalogue aux traits grossièrement accentués. Le caractère de l'agonie de la vieille Europe commence à se préciser... »

Cette description, pour avoir précédé d'une soixantaine d'années le coup de tonnerre de 1917, n'en apparaît que plus prophétique. Leton de *nabi* avec lequel Herzen parle ordinairement du Communisme, vengeur des juifs, a quelque chose de poétique et de dédaigneux, qui ne se retrouve pas dans Karl Marx, beaucoup plus vulgaire et plus intégralement israélite que Herzen. Quant aux princes, Herzen ne pense pas qu'ils offrent une résistance sérieuse au mouvement : il les voit lourdement endormis et inattentifs à l'orage qui approche :

« Un jour, un Cosaque du Don viendra secouer ces Paléologues et ces Porphyrogénètes, s'ils ne sont pas réveillés par la trompette du jugement dernier de la Némésis populaire, qui prononcera contre eux l'arrêt vengeur du Communisme. »

De Berlin, Herzen était allé à Paris. Il s'y trouvait au moment des journées de juin 1848, auxquelles il prit part au même titre que Karl Marx. Il tenta même de faire avec Proudhon ce que Karl Marx avait réalisé avec Arnold Rüge : on le vit, en effet, collaborer à son organe, la *Voix du Peuple*, où il se fit aussitôt remarquer par la violence de ses articles. Mais les temps étaient changés, depuis la réaction conservatrice qui avait suivi les journées de Juin : on expulsa Herzen en 1850.

A Londres, où il s'établit pour garder le contact avec les réfugiés français, qui y étaient nombreux, il rencontra Karl Marx. Le contact entre eux ne fut pas absolument cordial. Les deux hommes au reste n'étaient pas d'accord sur un point : le choix de la nation à conquérir la première.

C'est sur la France que Karl Marx voulait faire porter le principal effort de propagande ; c'est elle dont il voulait faire le soldat du Communisme dans le monde. S'emparer d'abord de cette grande nation, toujours prête à subir l'ascendant des idéologues, l'asservir au point d'en faire son instrument passif, puis s'en servir comme d'un bélier pour battre en brèche les peuples voisins et leur imposer l'idéal communiste, voilà quel était son plan, conforme à la tradition révolutionnaire.

Peu importe que la nation-bélier sorte de là disloquée, et qu'elle ait perdu dans la lutte le meilleur de son être : c'est de la matière vile qui a servi à broyer de la matière vile... Ainsi en usa la Franc-Maçonnerie en lançant à l'assaut de l'Europe la France de la Révolution. Ainsi en usent aujourd'hui les Soviets avec la Russie et ses 140 millions d'esclaves. S'il n'eût tenu qu'à Karl Marx, si la Commune de 1871 eût triomphé, c'est la France qui eût été l'instrument rêvé entre les mains du Communisme naissant.

Hervén, lui, ne croyait pas que la France fût un terrain propice pour la Révolution sociale, et pas davantage l'Allemagne : il les tenait, l'une et l'autre, pour essentiellement conservatrices et même féodales. La Russie, au contraire, lui semblait devoir être choisie pour point de départ du mouvement qui bouleverserait le monde, et cela parce qu'elle avait la population paysanne la plus arriérée d'Europe, par conséquent la plus facile à illusionner et à déchaîner. L'absolutisme tsarien ne lui apparaissait pas comme un obstacle définitif à une révolution : concentré entre les mains d'un seul homme, ce pouvoir formidable pouvait facilement être désarmé par un moment de faiblesse, de doute, par une générosité irréfléchie, toutes choses qu'on trouve bien plus rarement dans une collectivité dirigeante organisée.

Pour toutes ces raisons, Herzen avait fondé à Londres, en 1851, une imprimerie révolutionnaire, en langue russe, de laquelle sortaient des brochures subversives. On y publiait notamment deux revues, *l'Étoile Polaire* et la *Voix Russe*. Par des procédés analogues à ceux que nous avons vus employés pour la diffusion en Allemagne des *Annales franco-allemandes* de Rüge, ces revues étaient introduites en Russie et secrètement distribuées. Elles avaient un caractère moins ouvertement communiste que les écrits de Karl Marx : c'est que Herzen estimait qu'il ne fallait pas être trop doctrinaire, afin de ne laisser échapper aucun mécontent, et il y avait beaucoup de mécontents en Russie, dans toutes les classes, et surtout à la Cour. Aussi Herzen affectait-il de dire au Pouvoir, ce qui conciliait tout : *Si vous ne nous donnez pas la liberté, ce sera le Communisme.*

Cette divergence de conceptions ne permit pas à Herzen

de collaborer avec Karl Marx à la fondation de la *I^{re} Internationale*. Aussi la Russie, malgré sa population israélite surabondante, resta-t-elle pendant longtemps, à peu près étrangère au mouvement marxiste. Ce n'est guère que trente ans plus tard que l'on vit des cerveaux russes se passionner pour la *Théorie de la valeur vraie*. Il est vrai que, depuis lors, ils ont bien rattrapé le temps perdu.

*
* *

Une correspondance, publiée par le journal *La Presse*, de Vienne, sous le titre *Une soirée socialiste*, jette un jour curieux sur le milieu où vivaient, à Londres, vers cette époque Alexandre Herzen et Karl Marx. Elle peint ce dernier au naturel et permet de juger de la férocité de ses projets politiques et sociaux : on n'est plus surpris, quand on l'a lue, d'apprendre que Marx a sciemment préparé les atrocités de la Commune et qu'il a osé faire l'apologie de ses massacres et de ses incendies. Voici la traduction de ce texte, visiblement rédigé par un témoin sans parti pris :

J'avais fait dans le Strand, à Londres, la connaissance de l'exilé russe Golowine. Il avait parcouru la moitié du monde, possédait des connaissances variées, parlait presque toutes les langues de l'Europe, et, sauf sur un chapitre, était un compagnon fort agréable. Ce chapitre était celui de la politique, et spécialement de la politique socialiste. Aussitôt qu'il abordait ce sujet, il devenait ce qu'on appelle en France un *toqué*, à Londres un *fêlé* (cracked), à Vienne un *brûlé* (angebrennt), et à Berlin un *détraqué* (verrückt). Golowine, par exemple, ne craignait pas d'avancer que la Révolution sociale ne peut partir que de la Russie, « le pays où il y a le moins de villes » eu égard à l'immense étendue du sol, où le peuple est le moins « corrompu » (par la civilisation), et où « l'esprit de la commune » est le plus vivace et le mieux conservé. Là-dessus, Golowine devenait intarissable et... promptement ennuyeux¹.

Un soir, il me demanda si je ne voulais pas l'accompagner chez Herzen. Je lui répondis que je ne le connaissais pas. « Qu'à cela ne tienne, me dit-il, j'ai là quelques cartes d'invitations; en voilà une pour vous. Mais allez vite faire un bout de toilette. » Je ne pus

1. Il est curieux, à soixante ans de distance, de constater combien les causes matérielles de la Révolution sociale russe étaient clairement discernées par les révolutionnaires, et, d'autre part, profondément méconnues par les conservateurs du temps. N. D. L. R.

m'empêcher de trouver singulière cette obligation d'être en toilette pour une soirée *socialiste*. « C'est qu'il y aura aussi des dames », reprit Golowine, » et on leur doit des égards. Les Anglaises, en particulier, sont très formalistes sur ce point. »

Nous arrivâmes à Putney, où demeurait Herzen. Il recevait dans son salon les célébrités de la République sociale et les bannis révolutionnaires de tous les pays. La France était richement représentée. Ensuite venait la Russie, puis l'Allemagne et l'Italie. Enfin, on trouvait quelques républicains anglais, les débris des *chartistes* de 1848.

Nous descendîmes devant un élégant cottage, près des jardins de Kew. Un laquais nous ouvrit les portes d'un vestibule couvert de tapis orientaux et orné de fleurs exotiques. Un escalier de marbre, aussi couvert de tapis, conduisait au premier étage. Là, un maître d'hôtel en gants blancs et en cravate blanche nous fit entrer dans un salon qui était déjà rempli de gentlemen et de ladies. Le maître de la maison se détacha d'un groupe pour venir nous recevoir.

Le leader socialiste russe, de taille petite et trapue, portait une longue chevelure « à l'artiste ». Son visage dénotait l'intelligence, mais aussi la fatigue. Son œil semblait épier de loin et son regard prenait parfois une expression sauvage qui faisait penser aux écu-meurs des steppes russes.

La demeure de Herzen présentait un étrange contraste avec ses principes communistes et avait un cachet tout à fait aristocratique. Dans toutes les pièces, tapis précieux, glaces magnifiques, tableaux de prix et objets d'art. Plus frappant encore était le contraste entre cette élégance et une partie de la société qui occupait ces salons.

Parmi les émigrés français, on me fit remarquer Louis Blanc, Ledru-Rollin et Edgar Quinet; je trouvai là également « l'Allemand » Karl Marx, qui a pris, depuis, la part que l'on sait aux événements de Paris (la Commune). Marx s'occupait alors d'une association secrète d'ouvriers qui embrasserait l'Europe et les États-Unis (la *I^{re} Internationale*). Passant du grand salon dans une pièce contiguë, j'entendis une voix discourir en tudesque. J'aperçus Marx en compagnie de plusieurs Allemands de mise douteuse qui se régalaient de la *pale ale* mise libéralement à leur disposition par Herzen. Je saisis les phrases suivantes qu'il débitait avec une véhémence extraordinaire :

Voyez-vous, mes amis, nous avons ici le plus grand mal du monde à rallier les ouvriers anglais à notre commun plan d'attaque. Ces lourds ouvriers anglais, gorgés de beefsteack, sont empêtrés dans leurs traditions conservatrices. Et pourtant, c'est de Londres que l'avalanche doit partir pour rouler sur la France. Celui qui hésite devant les « mesures extrêmes » pour réaliser l'État socialiste, celui-là n'a qu'à aller à Rome faire retraite dans un couvent. On a dit : « Guerre aux palais, paix aux chaumières ! » Eh bien ! ce mot-là est un non-sens, il ne signifie rien. L'idée socialiste, si elle veut triompher, doit déraciner toutes les plantes

parasites qui ont jeté mille racines dans la société et elle doit les jeter au feu. Or, les palais ne sont qu'une infime partie de l'infâme édifice capitaliste : la grande boucherie où l'on égorge les ouvriers par milliers, ce sont les villes. Le socialisme rationnel, radical, ne peut et ne doit laisser subsister aucune ville. A leur place, nous instituerons le partage de la terre, une égale culture et un bien-être égal des familles. Les débris des villes fertiliseront à merveille les champs socialistes.

« Il est complètement fou ! » dit un Anglais en quittant la pièce où Karl Marx pérorait avec une véhémence qui tenait de la frénésie.

Pour moi, je ne pensai pas davantage à ces paroles insensées ; mais l'incendie de Paris et les autres exploits de la Commune m'ont rappelé, depuis, les sinistres propos que Karl Marx tenait, il y a quelques années dans le salon de Herzen¹.

« C'est de Londres que l'avalanche doit partir pour rouler sur la France. » Quand il prononçait ces paroles, Karl Marx avait déjà tout préparé pour la création à Londres, au meeting de Saint-Martin's Hall, de l'*Association Internationale des Travailleurs*. Il entendait bien en garder les leviers directeurs sous la main, en Angleterre, mais il destinait l'organisme nouveau à la conquête de notre patrie, dont il voulait faire le soldat de la Révolution sociale.

Sur le continent aussi, d'ailleurs, Marx avait tout disposé ; et l'on va admirer à la fois la sûreté de main avec laquelle fut conduite l'intrigue marxiste, la simplicité des moyens employés, la perfection de la supercherie qui mit en défaut le gouvernement du Second Empire, que l'on considérait alors comme l'adversaire le plus rude et le plus méfiant de l'idée révolutionnaire. Si la manœuvre de Karl Marx échoua tout de même, en 1870 et 1871, ce fut par suite de circonstances de fait impossibles à prévoir ; elle n'en reste pas moins un chef-d'œuvre dans son genre, comme la manœuvre d'Austerlitz l'était dans le sien.

* * *

Ce serait une erreur de croire que l'ouvrier français, aux environs de 1860, offrait un terrain favorable à la *propagande communiste*. On a peine à s'imaginer à quel point sa mentalité était demeurée saine et sage. Sans doute, il y avait, et depuis

1. Cf. avec la traduction de ce document paru dans la *Gazette de France* du 23 juillet 1871.

longtemps, une école « socialiste » française; mais quelle différence entre les rêveries pacifiques de ses adeptes et la fureur destructrice des marxistes! Un Cabet pouvait bien, en écrivant le *Voyage en Icarie*, faire l'éloge de la propriété collective : mais sa seule ambition était de prouver la supériorité de ce système en allant fonder en Amérique, dans un ancien campement mormon, une colonie formée de ses adeptes. Son échec le désola, car il était profondément sincère; mais ni spoliation, ni violence n'entrèrent un moment dans son plan. On peut s'imaginer ce qu'eût été le dégoût de cet idéologue sincère devant la *dictature du Proletariat*.

Même sincérité, même absence de conceptions violentes, chez Buchez, un des disciples dissidents de Saint-Simon. Et cependant, c'était un *carbonaro* d'origine, un insurgé de 1830. Quand il fonda, en 1831, l'*Association Ouvrière* et le journal l'*Européen*, il avait pour but, non de bousculer la vieille organisation sociale, et de la faire choir dans le sang, mais de fournir la preuve expérimentale qu'un autre système était possible. Au contraire de Cabet, c'est en France même que Buchez voulut établir l'*atelier social*, où tous les travailleurs, quel que fût leur office, seraient égaux et toucheraient le même salaire. Il s'efforça de le réaliser dans l'*Association des Ouvriers menuisiers*, fondée le 30 septembre 1831, dont il rédigea les statuts, qui servirent ensuite de modèle pour d'autres corporations.

L'association avait pour but d'arriver à être unique pour la France et d'absorber peu à peu, par voie d'adhésions individuelles, l'exercice de la profession. Ses fondateurs, persuadés qu'ils produiraient mieux et à meilleur compte que les menuisiers salariés du système capitaliste, envisageaient l'instant où la libre concurrence de leur coopérative ouvrière obligerait le dernier patron menuisier à venir demander une place parmi ses anciens ouvriers. Alors, la profession organisée posséderait la totalité de l'*instrument de travail*, ce qui, dans la terminologie de Buchez, désignait les outils, machines, biens mobiliers et immobiliers, et aussi les capitaux. Car, loin de supprimer ces derniers, les statuts rédigés par Buchez prévoyaient la formation d'une mainmorte, capital impersonnel et inaliénable, obtenu par un prélève-

ment sur les salaires payés aux ouvriers associés. Sans s'en douter, la conception du *carbonaro* de 1830 reproduisait ici une des caractéristiques de la Corporation sous l'Ancien régime. Elle s'en rapprochait aussi en ce sens que, en dehors de l'atelier, l'ouvrier devait rester libre et disposer à son gré de son avoir.

Ce que n'avait pas aperçu Buchez, c'était le vice fondamental du système. Il ne tarda pas à se révéler : le manque d'autorité des chefs élus engendra dans les ateliers des discussions incessantes ; leur incompétence administrative amena de coûteuses bévues ; l'interdiction du travail à la tâche et le salaire égal pour tous découragèrent les meilleurs ouvriers et paralysèrent la production. Au lieu de produire mieux et moins cher que les patrons menuisiers, comme on s'en était flatté, on produisit plus cher et moins bien ; les salaires, d'abord égaux à ceux des ouvriers patronaux, durent en conséquence être réduits. Quand la différence de rémunération devint sensible, les ouvriers associés se découragèrent et, délaissant l'*atelier social*, retournèrent au salariat.

Les années qui suivirent, virent la dissolution des corporations formées sur le modèle de l'*Association des Ouvriers menuisiers*. Partout les mêmes causes engendrèrent les mêmes effets, et les beaux parleurs d'estaminet, élus administrateurs, se révélèrent inférieurs en compétence professionnelle aux patrons les plus ternes. Des malversations achevèrent de jeter la défiance et le désarroi chez les ouvriers associés. Aussi, vers 1836, l'expérience pouvait-elle être considérée comme terminée : les *ateliers sociaux* de Buchez avaient vécu...

Seule, l'*Association des ouvriers bijoutiers en doré* résista et vécut trente et un ans. Quand on examine les raisons d'une telle longévité, on constate qu'elle tenait au recrutement de cette société, qui n'admettait dans son sein que des hommes d'esprit très religieux ; le travail y commençait par la prière en commun. En sorte qu'il n'y a pas lieu d'être surpris, la discipline morale remplaçant la discipline patronale, qu'il n'y ait eu ni querelles intestines, ni paresse systématique, ni malversations. Mais l'association, précisément à cause de son caractère religieux, ne put jamais être nombreuse. Fondée

en 1834, avec quatre membres, elle n'en compta jamais plus de dix-huit, et finit par redescendre à huit. Désespérant de se recruter, les membres se partagèrent alors le fonds social et se séparèrent.

Un doute subsistait, cependant, dans les esprits : entre le Patronat d'une part, et les Associations ouvrières d'autre part, la partie n'avait pas été égale. D'un côté se trouvaient des capitaux importants, de l'autre de simples cotisations d'ouvriers ; qui sait, se disait-on, si des dotations convenables n'eussent pas fait pencher la balance en faveur des *ateliers sociaux* ? C'est en partant de cette idée qu'un disciple de Buchez, Corbon, élu membre de l'Assemblée Constituante de 1848, demanda à celle-ci de voter une subvention aux ouvriers désireux de créer des coopératives de production. L'Assemblée vota 3 millions de francs — dont la puissance d'achat serait aujourd'hui représentée par 10 millions de nos francs-or, ou 50 millions de francs-papier. Et elle chargea un Comité d'Encouragement d'accorder des prêts sans intérêt aux Sociétés ouvrières qui viendraient à se former. Celles-ci seraient, en outre, dans le cas où elles soumissionneraient ou se verraient concéder de gré à gré des travaux publics, dispensées du cautionnement, que l'on exigeait des autres entrepreneurs.

Corbon s'était flatté, grâce à cet encouragement officiel, de « faire passer les travailleurs de l'état de salariés à celui d'associés volontaires ». L'accueil fait à son initiative fut, tout d'abord, enthousiaste : plus de cinq cents Associations ouvrières se formèrent en quelques semaines. Le *Comité d'Encouragement* en subventionna soixante et une, après quoi le crédit de trois millions se trouva épuisé. Mais cent quatre autres se mirent à l'œuvre avec des ressources particulières. Hélas ! les causes qui avaient amené l'échec de Buchez amenèrent celui de Corbon : trois ans plus tard, plus de moitié des Associations subventionnées par le *Comité d'Encouragement* avaient fait faillite, engloutissant 954 000 francs de prêts. Au bout de dix ans, il n'en subsistait plus que neuf, dont quatre seulement faisaient leurs frais. Quant aux 104 groupements formés sans subvention, dix seulement

existaient encore. Loin d'*absorber la profession*, suivant la formule de Buchez, ces 19 Associations groupaient à peine 1 300 ouvriers, mécontents et découragés. C'était l'échec.

Il semblait que l'idée de l'*atelier social* n'eût aucune chance d'être reprise. Elle le fut par un homme dont l'école démocratique a odieusement calomnié l'esprit et le cœur : l'empereur Napoléon III. L'affreux « tyran » des libelles révolutionnaires était, en réalité, un débonnaire. Nul plus que lui, au XIX^e siècle, ne s'est préoccupé du sort des pauvres, et spécialement du bien-être des ouvriers. Victor Hugo lui en fait le reproche quand il montre l'ouvrier parisien, le gousset garni, dansant le dimanche, dans les guinguettes de banlieue, et criant : *Et vive l'Empereur ! Et vive le salaire !* ce qui retardait d'autant la restauration des libertés parlementaires... Malheureusement, dans sa politique ouvrière, Napoléon III se montra souvent utopiste aussi déclaré que dans sa politique extérieure, et ce n'était pas peu dire. Karl Marx, qui avait fait du caractère de l'Empereur une étude approfondie, connaissait bien sa générosité irréfléchie, et il sut en jouer en faveur de l'*Internationale*, comme on le verra tout à l'heure.

En 1862, Napoléon III résolut de faire une troisième tentative en faveur de l'*atelier social*. Il créa une *Caisse des associations coopératives de Travailleurs* et lui alloua 500 000 francs pris sur sa cassette particulière. L'État ne pouvait faire autrement que d'y joindre sa subvention. Mais ce fut surtout l'initiative privée qui répondit à l'exemple impérial. M. Béluze fonda, à Paris, la *Société du Crédit au Travail*, qui avait pour but de subventionner les groupements en formation. MM. Léon Say et Walras créèrent la *Caisse d'Escompte des associations populaires*. En province, se formèrent la *Société lyonnaise de Crédit au Travail*, la *Banque de Crédit au Travail*, de Lille; le *Crédit populaire*, de Colmar, etc. Cet afflux de capitaux provoqua un véritable champignonnement d'associations subventionnées : il y en eut bientôt 178 à Paris et plus d'une centaine dans les départements. Mais, cette fois encore, l'immense effort n'aboutit pas. En 1869, les millions engagés avaient été engloutis jusqu'au dernier et tous les ateliers coopératifs étaient en faillite. L'incompétence de la direction et l'absence de disci-

plaine des ouvriers livrés à eux-mêmes, avaient, une fois de plus, porté leurs fruits.

Ce qui frappe dans l'histoire des quarante années de politique ouvrière que nous venons de résumer, c'est l'extraordinaire et réciproque bonne foi. L'ouvrier français est, à cette époque, sobre, travailleur et pacifique. Sans doute, il espère une transformation de la société; mais il n'attend la disparition du salariat que de la libre concurrence du travail social, qui devra d'abord faire ses preuves. Momentanément déçu, il revient obstinément à la charge, sans que la hideuse pensée de la guerre de classes effleure un instant son esprit. Le gouvernement, de son côté, et avec lui les dirigeants de l'industrie, ne sont pas hostiles à l'effort de la classe ouvrière pour améliorer son sort; ils l'encouragent même, et le subventionnent. L'expérience est faite en complet accord, et, si elle échoue, le système expérimenté est seul critiquable. Une telle atmosphère de paix sociale était, on le conçoit, peu favorable au branle révolutionnaire que Karl Marx se proposait de donner.

La législation en vigueur lui offrait encore moins de prise. L'Empire, aux environs de 1860, n'était pas encore libéral : s'il se montrait favorable aux revendications professionnelles, il était, par contre, impitoyable pour les agitations politiques, et s'appuyait sur une police vigilante, une magistrature énergique et une armée sûre. Les associations comptant au maximum vingt personnes pouvaient seules se former librement : au-dessus de ce chiffre, une autorisation administrative devait être demandée, qui entraînait une enquête préalable, le dépôt des noms et adresses des adhérents et la surveillance des délibérations. Les loueurs de salles pouvaient être rendus responsables des délits commis par ceux qu'ils recevaient. Enfin, les grèves, moyen d'action que Karl Marx tenait pour très efficace, étaient sévèrement prohibées par les articles 414, 415 et 416 du Code pénal.

C'était dans cette forteresse puissamment défendue qu'il s'agissait, pour les meneurs néo-messianistes, de faire brèche. Ils y parvinrent grâce à la plus gigantesque mystification politique des temps modernes. L'Exposition industrielle de Londres en fut l'occasion et le prétexte.

* * *

La France, comme la plupart des grandes nations, participait à cette Exposition. Elle avait formé une Commission impériale, présidée par M. Arlès Dufour, notable industriel en soieries et ami personnel de l'Empereur, dont il partageait les idées sociales. Remarquable technicien, M. Arlès Dufour n'était pas grand clerc en politique et ignorait tout des dessous révolutionnaires de son époque : aussi n'éprouva-t-il aucune méfiance quand il lut dans certains journaux (*le Temps*, de Paris, et le *Progrès de Lyon* notamment) qu'un Comité s'était formé dans le but de faire participer les ouvriers français à l'Exposition de Londres. *Ne fallait-il pas*, expliquaient les promoteurs, *mettre les travailleurs à même d'apprécier les bienfaits du machinisme, facteur de progrès ? Trop longtemps les manuels s'étaient méfié de la machine : quand des hommes intelligents, choisis dans leur classe, viendraient leur expliquer les avantages de ce qu'ils auraient vu à Londres, ils seraient crus plus facilement que ne l'étaient les patrons.*

M. Arlès Dufour approuva fort ce raisonnement et voulut en connaître les auteurs. C'étaient un ciseleur, du nom de Tolain (qui eut la chance de finir dans la peau d'un sénateur de la troisième République), et un relieur, Varlin, plus tard délégué aux Finances de la Commune, qui fut fusillé à Montmartre en mai 1871. Dans leur ombre, les inspirant après les avoir recrutés, un opticien, Lévy-Lazare, et Fribourg, un des correspondants habituels de Karl Marx. Ces quatre personnages, dont aucun ne sentait l'usine, présidaient un Comité d'une quinzaine d'ouvriers authentiques, auteurs apparents de l'appel qui venait d'être publié.

Charmé des sages dispositions de ses interlocuteurs, M. Arlès Dufour leur promit la protection impériale et n'eut aucune peine à l'obtenir pour eux. Il fut convenu que toutes facilités leur seraient données pour former une délégation, dont le voyage et le séjour à Londres seraient payés en partie par l'Empereur, en partie par les grands industriels français. Cette délégation devait travailler en étroite union avec la Commission impériale. Elle ne s'en fit pas faute, et ce fut l'occasion pour ces chefs, et spécialement pour le citoyen

Tolain, d'acquérir une véritable influence sur l'esprit de M. Arlès Dufour, qui prit le ciseleur publiciste pour conseiller ordinaire dans les questions ouvrières.

Qu'eût dit l'ami de l'Empereur s'il avait su que la délégation qu'il entourait ainsi de sa sollicitude était entièrement composée de marxistes fanatiques et que son premier soin, en débarquant à Londres, avait été d'aller en corps saluer l'apôtre néo-messianiste? Mais M. Arlès Dufour ignorait Karl Marx...

Le 5 août 1862 eut lieu, cependant, à Londres, à la *Taverne des Francs-Maçons*, une séance qui aurait dû lui donner l'alarme. Ce jour-là, en présence de Karl Marx, mais non sous sa présidence, un groupe d'ouvriers anglais reçut la délégation française. Il n'y avait pas, en apparence, de Comité organisateur, et l'on se trouvait en présence d'une de ces « manifestations spontanées » qu'affectionnent les Sociétés secrètes et qu'elles préparent ordinairement avec soin. C'était, en fait, une assemblée de délégués de ces *Communes* que les révélations d'Hermann Richter nous ont montrées en pleine activité sous la direction de Karl Marx. Sans qu'il fût question d'assemblée délibérante ou de Congrès international, on remarquait la présence de plusieurs délégations : allemande, américaine, etc... On but force *pale ale* à la santé des camarades français et la bienvenue leur fut souhaitée en des termes fort clairs pour les initiés, mais volontairement assez modérés pour ne pas donner l'éveil au gouvernement impérial :

Aussi longtemps qu'il y aura des patrons et des ouvriers, qu'il y aura concurrence entre les patrons, et des disputes sur les salaires, l'union des travailleurs entre eux sera le seul moyen de salut. Espérons que maintenant que nous nous sommes serré la main, que nous voyons que, comme hommes, comme citoyens et comme ouvriers, nous avons les mêmes aspirations et les mêmes intérêts, nous ne permettrons pas que notre alliance fraternelle soit brisée par ceux qui pourraient croire de leur intérêt de nous voir désunis; espérons que nous trouverons quelque moyen international de communication et que chaque jour se formera un nouvel anneau de la chaîne d'amour qui unira les travailleurs de tous les pays.

Répondant à ce discours, les délégués français demandèrent que des Comités permanents fussent établis « pour l'échange

de correspondance sur les questions d'industrie internationale ». Sous cette forme prudente, c'était l'*Internationale des Travailleurs* qui débutait...

M. Arlès Dufour n'y fit pas attention, ou n'en fut pas ému. Il ne s'étonna même pas de voir plusieurs membres de la délégation renoncer à rentrer en France et se fixer à Londres « pour assurer l'échange des correspondances ». Pas un instant il ne se demanda quelles mystérieuses subventions permettaient à ces ouvriers d'abandonner leur métier pour devenir les fonctionnaires d'un Prolétariat qui, en apparence, n'avait encore ni organisation ni caisse. Bien au contraire, tout à sa joie d'avoir rallié à l'Empire les camarades du ciseleur Tolain, il fit à l'Empereur le rapport le plus favorable sur le parti que l'on pouvait tirer de ce Comité ouvrier « qui s'occupait de questions professionnelles et non de politique ».

Le résultat ne se fit pas attendre. L'année suivante, Karl Marx, ayant eu besoin de conférer avec les chefs du mouvement français, fit annoncer par des comparses un meeting, à Londres, sur la question polonaise. Tolain ayant manifesté l'intention d'y envoyer six délégués, ce fut M. Arlès Dufour qui s'entremît pour obtenir les passeports, et l'Empereur qui paya les frais du voyage!

La manœuvre de Karl Marx se développait, on le voit, avec l'implacable méthode qui lui avait servi, vingt ans plus tôt, à enserrer Arnold Rüge et à l'abattre; et l'Empereur démophile ne devait pas faire preuve de plus de clairvoyance que le conspirateur mazzinien. Dès 1864, son sort fut réglé. Cette année-là, en effet, le citoyen Tolain, qui « causait » à volonté avec Napoléon III par l'intermédiaire de M. Arlès Dufour, aborda la question qui tenait le plus au cœur de Karl Marx : celle de la liberté des grèves. Il fit poser la question suivante : *l'Empereur ne consentirait-il pas à prouver sa bienveillance envers la classe ouvrière en la délivrant des articles 414 et suivants du Code pénal, qui interdisent les coalitions?*... La réponse de Napoléon III combla les espérances des conjurés : *Il était depuis longtemps partisan de l'abrogation des articles incriminés, et l'avait prouvé en gracieant tous les condamnés pour faits de grève, à moins qu'il n'y eût eu des violences commises. Mais il ne pouvait prendre l'initiative de modifier*

la loi tant que la question ne serait pas posée électoralement.

C'était indiquer aux amis de Karl Marx la procédure à suivre et leur promettre d'avance gain de cause.

Précisément, il y avait en mars, cette année-là, des élections complémentaires dans la 5^e circonscription de Paris. La surprise fut grande quand un manifeste, signé de soixante ouvriers, annonça, pour la première fois en France, une candidature de classe. C'était celle du citoyen Tolain qui, obéissant à la suggestion impériale, se présentait aux électeurs pour demander l'abrogation de la loi contre les coalitions... Continuant son double jeu, l'agent de Karl Marx avait eu soin d'envelopper cette réclamation essentielle du programme le plus doucereux : *Le suffrage universel nous a rendus majeurs politiquement*, disait-il, sachant flatter ainsi une des conceptions favorites de Napoléon III, *mais il reste à nous émanciper socialement*. Et, pour rassurer à la fois les électeurs et son tout puissant protecteur, le candidat ouvrier répudiait bien haut la *chimère de l'égalité, les lois agraires, le partage des biens et l'impôt progressif sur le revenu*. Oui, l'impôt sur le revenu, aujourd'hui imposé à la France par la bourgeoisie radicale, commença par être rejeté comme révolutionnaire et irréalisable par le premier candidat marxiste.

Malgré tant de précautions, Tolain n'obtint que 380 voix ! Mais le nombre des suffrages ne faisait rien à l'affaire : la question du droit de grève avait été *posée électoralement*, selon la condition formulée par l'Empereur. Celui-ci tint aussitôt sa parole. Il chargea M. Émile Ollivier, déjà à demi-rallié à l'Empire, de défendre devant le Corps législatif l'abrogation des articles 414, 415 et 416. En vain, l'extrême-droite, représentée par MM. Seydoux et Kolb-Bernard, signala-t-elle le péril que la liberté des grèves ferait courir à l'ordre social. La majorité de l'Assemblée suivit docilement l'impulsion officielle et le projet de loi fut voté par 222 voix contre 36. *Cette fois, nous les tenons : le cheval de bois est entré dans Troie !* put dire Karl Marx à son fidèle Engels, en apprenant le vote si impatiemment attendu, et il lança aussitôt les convocations pour le fameux meeting de Saint Martin's Hall.

Celui-ci eut lieu à Londres, le 28 septembre 1864, et l'on voit que, s'il donna naissance à la *I^{re} Internationale*, ce ne fut pas spontanément et par hasard, comme le veut la légende communiste...

*
* *

Cette fois encore, ce fut la Pologne qui servit de prétexte à la réunion : la politique russe était alors si généralement détestée dans les Chancelleries qu'aucune meilleure couverture ne pouvait être invoquée pour obtenir des passeports. Mais, une fois le meeting ouvert, on s'occupa fort peu de ce qui se passait à Varsovie. Les représentants des *Communes* d'Allemagne, de France, d'Italie, de Belgique, de Suisse, etc... formaient une notable partie de l'assistance : avant même qu'il eût parlé, ils acclamèrent longuement Karl Marx, dès que sa tête hirsute et sa barbe de fleuve apparurent à la tribune. Les ouvriers anglais, qui garnissaient la salle, firent écho à cet enthousiasme, sans bien comprendre pourquoi il éclatait. Et les déclarations les plus violentes contre le Capitalisme et les gouvernements bourgeois se succédèrent pendant trois heures.

On termina en votant les statuts provisoires de l'*Internationale des Travailleurs* et en nommant un Comité chargé de l'organiser et de lancer une proclamation en son nom. Dans ce Comité, Karl Marx eut la sagesse de se contenter d'un poste de pénombre (secrétaire chargé de la correspondance avec l'Allemagne). Il mit, par contre, au premier plan quelques ouvriers anglais, fort connus dans les Trade-Unions britanniques : le menuisier Odger fut président, assisté de Cremer comme secrétaire général et de Wheller comme trésorier. Ce sont ces comparses, promptement oubliés, qui assumèrent alors, aux yeux du monde, la responsabilité d'avoir conçu et formé la *I^{re} Internationale*. Et l'on annonça bien haut que le Prolétariat mondial entraînait en campagne avec les trois livres sterling que produisit la quête faite ce jour-là....

Marx ne signa pas davantage la proclamation de la nouvelle Association, qu'il avait pourtant rédigée tout entière,

en dépit des efforts qui furent faits pour y collaborer par les quelques membres du Comité, qui n'étaient pas dans le secret. Il eut soin de n'y mettre que des déclarations en accord avec le langage rassurant que Tolain et ses collaborateurs tenaient à Paris. On chercherait vainement une violence, ou un appel à la révolte, dans ce document destiné à endormir la méfiance possible du gouvernement impérial.

Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges mais à établir pour tous des droits et des devoirs égaux et anéantir la domination de toute classe;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de sa servitude politique, morale et matérielle;

Que l'émancipation économique des travailleurs est conséquemment le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen.

Les soussignés, membres du Conseil élu par l'Assemblée tenue le 28 septembre 1864 à Saint-Martin's Hall, à Londres, ont pris les mesures nécessaires pour fonder l'Association internationale des Travailleurs.

Ils déclarent que cette Association, ainsi que toutes les Sociétés ou individus, reconnaîtront comme base de leur conduite envers tous les hommes : la Vérité, la Justice, la Morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité.

Ils considèrent comme un devoir de réclamer pour tous les droits d'homme et de citoyen, Pas de devoirs sans droits... Etc...

On conçoit que cette phraséologie philosophique n'avait rien de bien inquiétant. Pour rendre l'illusion plus complète, le Conseil de l'Internationale s'assignait comme première tâche « une enquête sur l'état social dans les différents pays » et la « discussion des idées pratiques » qui pourraient être formulées par les groupements adhérents. Encore avait-il soin d'ajouter que « l'application de cet article dépendra des lois particulières de chaque pays; abstraction faite des obstacles

légaux, chaque société locale indépendante aura le droit de correspondre directement avec le Conseil central de Londres. »

Il eût fallu être vraiment méchant pour refuser ce droit de correspondance à des gens qui se montraient aussi soucieux de rester dans les bornes de la légalité ! Le gouvernement impérial n'y pensa pas un instant. Persuadé, au contraire, que la nouvelle Association ferait utilement contrepoids aux Comités républicains, mazziniens et blanquistes qui troublaient les milieux ouvriers, il la nantit d'un véritable privilège : *la dispense d'autorisation*, qui entraînait la suppression de l'enquête et du contrôle administratifs. Quand Varlin, en effet, au nom du bureau parisien de l'*Internationale*, ouvrit des locaux, 44, rue des Gravilliers, il se borna à en informer le Préfet de Police, sans demander l'autorisation légale. Le ministre de l'Intérieur, qui savait les tendances du Maître, en référa à celui-ci : Napoléon III, aussi aveugle que M. Arlès Dufour, prescrivit de fermer les yeux... Dès cet instant, toutes les facilités administratives furent accordées en France aux disciples de Karl Marx.

L'avalanche, partie de Londres, allait pouvoir rouler sur notre pays, suivant les paroles du pontife néo-messianiste, sans rencontrer le moindre obstacle. Nous verrons comment la France faillit en périr.

SALLUSTE

(A suivre.)

LES ORIGINES SECRÈTES DU BOLCHEVISME

HENRI HEINE ET KARL MARX

III

Avant même de prendre pied en France, l'*Internationale* naissante y avait remporté deux succès signalés, grâce à la savante manœuvre de Karl Marx, sans doute, mais grâce aussi à l'extrême naïveté de Napoléon III et de son conseiller social, M. Arlès Dufour. Tout d'abord, par la volonté expresse du souverain, elle était dispensée des formalités légales imposées à toutes les autres associations, et, par conséquent, de la surveillance étroite qui pesait sur les groupements ouvriers : il y avait là un privilège de fait que les fondateurs de l'Association surent immédiatement exploiter et qui leur valut un recrutement formidable. D'autre part, l'introduction du droit de grève dans la législation française mettait aux mains des disciples de Karl Marx précisément l'arme qu'il leur fallait pour déchaîner la lutte de classes. L'Empereur eût voulu mettre le feu à la Société, au lieu de la défendre, qu'il eût procédé exactement comme il venait de le faire : un étrange destin condamnait cette âme généreuse à faire naître des périls qui devaient finalement l'accabler.

Ainsi formidablement privilégiés à l'égard du reste du pays, les correspondants de Karl Marx se mirent à l'œuvre. Ils pouvaient compter tout au plus sur deux ou trois cen-

1. Voir la *Revue de Paris* des 1^{er} et 15 juin.

taines d'adeptes subalternes, répartis dans une quinzaine de professions manuelles. Ils s'en servirent pour créer, à Paris et en province, des secrétariats professionnels, qu'une publicité savante désigna à l'attention et qui recueillirent promptement, par dizaines de milliers, des adhésions ouvrières. Pour rendre les inscriptions plus faciles, on ne demandait aux nouveaux venus qu'une taxe d'entrée de 0 fr. 50, donnant droit à la carte de membre, et une cotisation annuelle de 1 fr. 20. Bientôt, pour lever les hésitations de la masse, cette cotisation fut réduite à 0 fr. 10. Moyennant ce versement insignifiant, les ouvriers avaient l'accès des cercles locaux de l'*Internationale*, où les meneurs marxistes se chargeaient de faire leur éducation. « Il fallait, avait dit Karl Marx, qu'on pût s'affilier à l'*Internationale* comme on boit un verre de vin »...

La consigne fut si bien observée qu'en 1869, d'après des documents tombés aux mains de la police impériale, l'organisation comptait en France 433 785 adhérents, dont plus de 70 000 à Paris. On aura une idée de ce que représentait ce chiffre, dans un pays moins peuplé qu'il n'est aujourd'hui, quand on saura que la parti socialiste ne compte guère, actuellement, plus de 100 000 membres, et que le parti communiste n'en a jamais compté plus de 76 000. Les privilèges accordés par Napoléon III expliquaient seuls un aussi formidable développement.

Dès 1866, l'*Internationale* fut assez forte pour tirer un parti terrible du rétablissement du droit de grève, si lestement escamoté au gouvernement impérial. Officiellement pacifique, pour conserver le plus longtemps possible la faveur du Maître, elle poussa sournoisement aux conflits sociaux : des grèves violentes éclatèrent un peu partout et furent l'occasion d'incidents sanglants, qui ne cessèrent de troubler les dernières années du Second Empire. Au Creusot, à Aubin, à la Ricamarie, l'armée, obligée d'intervenir pour rétablir l'ordre, dut tirer sur les grévistes, dont l'exaltation était d'autant plus grande qu'on avait répandu parmi eux le bruit que l'Empereur approuvait leurs violences contre les patrons. On cria au guet-apens, à l'égorgement prémédité, et l'on en rendit responsable celui-là même qui avait cru s'attacher la

classe ouvrière en autorisant les coalitions professionnelles. Napoléon III perdit en peu de mois la popularité dont il avait joui auprès des travailleurs depuis l'origine de son règne : il commençait à récolter les fruits amers de son imprudence.

Affligé par la tournure que prenaient les événements, il ne voyait d'autre ressource que de s'appuyer davantage sur les citoyens Tolain, Fribourg et Varlin, qui, tout en poussant au désordre, conservaient leurs relations cordiales avec M. Arlès Dufour. Quand les tisseurs de Roubaix, en mars 1867, détruisirent le matériel des usines et en incendièrent les bâtiments, les chefs de l'*Internationale* parisienne furent priés d'intervenir pour les calmer. Ils le firent en termes adroits, qui approuvaient le fond des revendications ouvrières, mais blâmaient l'émeute et l'incendie : « Ouvriers de Roubaix, dirent-ils, quels que soient vos justes griefs, rien ne peut justifier les actes de destruction dont vous vous êtes rendus coupables. Songez que la machine, instrument de travail, doit vous être sacrée; songez que de pareilles violences compromettent votre cause et celle de tous les travailleurs; songez que vous venez de fournir des armes aux adversaires de la liberté et aux calomniateurs du peuple. » L'Empereur se montra satisfait de ce langage. Mais, quelque temps plus tard, il fut cruellement désillusionné quand sa police lui mit sous les yeux des lettres de Varlin, un des trois signataires de l'appel aux tisseurs de Roubaix. Ces lettres avaient pour but de fomenter une grève à Rouen et annonçaient l'envoi des fonds nécessaires pour la soutenir...

Cette première désillusion fut suivie de préoccupations plus graves. Depuis quelques mois, le mécontentement contre l'*Internationale* grandissait à vue d'œil dans l'entourage de l'Empereur. La cause en était le Congrès de Genève, où 60 délégués, venus de différents points de l'Europe, parmi lesquels 17 Français, s'étaient réunis pour formuler enfin ouvertement le programme de l'association. Maintenant que l'*Internationale*, ayant pris pied jusque dans les moindres bourgs, était devenue une puissance, le temps des ménagements était passé. Aussi le Congrès rompit-il brutalement avec les Trade-Unions anglaises, coupables, à son avis, de « ne viser que des buts immédiats, des augmentations de

salaires ou des améliorations de détail ». C'était mécontenter Napoléon III, qui les avait toujours tenues en haute estime. Le Congrès blâma aussi les coopératives ouvrières françaises, si chères à l'Empereur, comme « tendant à constituer un quatrième État, qui aurait au-dessous de lui un cinquième État plus misérable encore ». Ce qu'il fallait, d'après les congressistes, c'était « nationaliser les moyens de transport, remettre le sol aux groupements d'agriculteurs, les mines aux mineurs, les voies ferrées aux ouvriers des chemins de fer... » Le programme social de Karl Marx commençait à apparaître en pleine lumière.

Le manifeste où ces résolutions étaient consignées fut arrêté à la frontière par la police française, qui en référa à Paris. Ici se place une négociation qui paraîtrait invraisemblable si tous les détails n'en étaient historiquement connus. M. Rouher, ministre de l'Intérieur, celui que l'on appelait le Vice-Empereur, se montra fort ennuyé de l'incident. S'adressant aux membres du bureau parisien de l'*Internationale*, il *sollicita une entrevue* au cours de laquelle il essaya vainement d'obtenir des modifications au manifeste. « Du moins, conclut-il, faites en sorte d'y introduire quelques remerciements à l'adresse de l'Empereur, qui a tant fait pour les classes ouvrières ! » La proposition, transmise aux congressistes encore assemblés à Genève, souleva parmi eux une hilarité générale dont retentirent les échos de la brasserie Treiberg. Le manifeste entra tout de même en France, sans modifications et sans remerciements à l'Empereur : il fut le point de départ d'une agitation ouvrière intense.

L'année suivante, le congrès de Lausanne vint aggraver encore la tension en apportant une déclaration de guerre en bonne forme à la propriété individuelle, déclaration d'une âpreté si grande que jamais Saint-Simon, Enfantin et Proudhon n'avaient rien écrit de pareil.

Cette fois, la protection de l'Empereur se détourna des enfants ingrats qui s'étaient joués de sa sollicitude. Il cessa de les protéger contre sa police et sa magistrature. Le Parquet invita l'*Internationale* à régulariser sa situation en se soumettant au droit commun et en déposant la liste de ses membres. Sur le refus du bureau parisien, 17 inculpés furent traduits

en correctionnelle, les 6 et 20 mars 1868, pour délit d'association non autorisée. Parmi eux se trouvait Tolain, qui avait si bien mystifié M. Arlès Dufour, et un certain Camélinat, qui devait être plus tard membre de la Commune, et auquel une verte vieillesse permet encore aujourd'hui, à soixante années de distance, de figurer dans les manifestations parisiennes de la *III^e Internationale*. Le président Delesvaux dirigeait les débats. Il passait pour féroce et n'épargnait guère les ennemis de l'Empire. Mais, précisément, une auréole de favoris en disgrâce nimbait les inculpés. L'avocat impérial lui-même annonça qu'il serait indulgent, et il le fut. La dissolution de l'*Internationale* fut prononcée, mais Tolain et ses camarades se tirèrent de ce mauvais pas avec 100 francs d'amende.

Quelque diligence que fit la justice impériale, le jugement ne devint définitif que le 12 novembre 1868, après l'épuisement des juridictions d'appel. Pendant ces huit mois, l'*Internationale* continua à fonctionner à plein rendement, recrutant à force de nouveaux adhérents, semant la haine et préparant la guerre civile pour la première occasion favorable. Ce qui se passe aujourd'hui pour le parti communiste, qui se joue d'une répression insuffisante, et même en tire une utile réclame, peut donner une idée de ce qui se passa alors. Quand enfin le jugement fut acquis, une deuxième commission administrative, présidée par Fribourg, remplaça celle qui avait été condamnée, et tout fut à recommencer...

Cette fois, irrité, le président Delesvaux eut la main plus lourde : Fribourg, Varlin, Benoît Malon et leurs camarades furent condamnés à trois mois de prison. Et ce fut à nouveau le défilé des juridictions d'appel, qui confirmèrent la condamnation sans paralyser le moins du monde les chefs de l'*Internationale*. Le pouvoir impérial avait laissé passer l'heure utile pour agir contre celle-ci. Il pouvait bien condamner et incarcérer quinze ou vingt administrateurs connus ; mais comment atteindre les 400 000 adhérents de l'association proscrite et mettre la main sur ses innombrables sections ? Grâce à la liberté qui avait été laissée à l'*Internationale* de ne pas déclarer ses membres, les dossiers de la police étaient vides et les préfets impuissants.

En septembre 1869, la police découvrit qu'une troisième commission administrative s'était formée, sous le nom, à peine camouflé, de Chambre Fédérale des Corporations. Un nouveau procès fut engagé. Il durait encore quand éclata, en juillet 1870, la guerre franco-allemande. Quelques semaines plus tard, le Second Empire s'écroulait au vent de nos défaites...

C'était le moment où l'un des chefs désignés de l'insurrection projetée, Cluseret, futur général de la Commune, écrivait à Varlin : « Ce sera bientôt le moment décisif pour l'avènement du peuple. Nous devons être prêts, physiquement et moralement. Ce jour-là, nous, ou le néant ! Je vous l'affirme : Paris sera à nous, ou Paris n'existera plus. »

Tout était prêt, en effet, pour l'anéantissement de Paris, si la hideuse Commune préparée par Karl Marx ne réussissait pas à triompher. Mais le prophète néo-messianiste, dans son observatoire londonien, ne doutait pas du succès de son intrigue. Si elle avait réussi, la lente décadence qui a suivi, pour notre pays, la victoire de l'Allemagne en 1870, se serait transformée en une chute vertigineuse vers cet enfer ténébreux et sanglant que connaît aujourd'hui l'infortunée Russie.

* * *

Examinons l'état des forces révolutionnaires en France en 1870.

L'*Internationale* distance de loin tous les autres groupements de gauche. Grâce à l'erreur colossale commise à son égard par Napoléon III, elle a pénétré partout, et compte 435 000 membres dont 70 000 à Paris. La plupart, il est vrai, ne sont pas organisés révolutionnairement et ne donnent au mouvement qu'une adhésion de principe ; mais, quand il s'agit de pareilles masses, cette adhésion est beaucoup, surtout si le noyau actif est prêt aux entreprises les plus audacieuses. En fait, l'*Internationale* est maîtresse de l'opinion révolutionnaire, forme la masse des mouvements ouvriers, et peut faire aboutir, ou échouer, à son gré, les initiatives des partis avancés qui n'ont pas voulu se fondre dans son sein.

De ces partis, le plus agissant est le parti Blanquiste, dont les chefs, après Blanqui, sont Raoul Rigault, Ferré, Protot et

Tridon. Les Blanquistes sont peu nombreux : 4 000 environ à Paris, moins de 10 000 en province; mais leur discipline est parfaite, leur organisation purement insurrectionnelle, leur esprit très combatif; ils tiendront dans les agitations de la rue une place disproportionnée avec leur importance numérique. Au point de vue doctrinal, ils se rapprochent de l'*Internationale* par leur anticléricalisme violent : « Ton Dieu, ses prêtres, sa morale, tout cela doit être anéanti! » dira Raoul Rigault en arrêtant l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine. Mais ils ont un programme social beaucoup moins précis et beaucoup moins absolu que les adeptes de Karl Marx. Et ils diffèrent entièrement de ceux-ci au point de vue international : les Blanquistes, en effet, sont ardemment patriotes et ne veulent universaliser la Révolution qu'en remettant sur pied les quatorze armées de la Convention. La plupart contemplent avec méfiance le bloc enfariné du Marxisme; beaucoup même, comme Tridon, sont carrément antisémites.

Malgré tout, ils seront entraînés par le torrent de l'*Internationale* et serviront à la réalisation de son plan : mais leur action, souvent divergente, causera à Karl Marx de graves soucis.

Les autres groupements socialistes ou jacobins ont moins d'importance, bien que comptant d'assez nombreux adhérents. Mais ceux-ci sont éparpillés dans une foule de comités embryonnaires et de chapelles rivales dont les chefs sont Léo Meillet, Flourens, Paschal Grousset, Arnoud, J.-B. Clément (qui plus tard écrira le chant de guerre des Marxistes : l'*Internationale*), Rastoul, Félix Pyat, Vermorel, Delescluze. Tous ces enfants perdus se rallieront, le moment venu, au corps de bataille, et obéiront plus ou moins aux consignes venues de Londres.

La situation change avec les Républicains proprement dits, dont l'état-major va de Jules Favre, vétéran de nos guerres civiles, à Gambetta, jeune espoir du parti, en passant par Eugène Pelletan, Jules Simon, Floquet, etc... Recrutés surtout dans les professions libérales et le commerce, et francs-maçons pour la plupart, ils sont essentiellement bourgeois et n'ont pas de troupes révolutionnaires. Mais le besoin d'une clientèle ouvrière les amène à appuyer indistinctement toutes

les agitations de gauche et leur donne, par suite, une certaine influence sur ceux qui y participent. Seuls, ils disposent d'un personnel politique assez instruit pour assurer, sans trouble sérieux, la charge du pouvoir, s'il vient à échapper aux mains de l'Empire. Aussi Karl Marx ne cessera-t-il de redouter de les voir croquer les marrons qu'il s'efforce de tirer du feu; et cette crainte n'a rien de chimérique, puisque c'est le parti républicain qui profitera finalement, pour plus d'un demi-siècle, du travail accompli par l'*Internationale*...

Pour le moment, le pontife néo-messianiste se rassure en se disant qu'il a des intelligences dans la place. Jules Favre, entouré de suggestions communistes, fera, en effet, au moment opportun, tous les gestes désirés par Karl Marx; quant à Isaac Crémieux, grand-maître du Rite Écossais et président de l'*Alliance Israélite Universelle*, qui sera un des hommes les plus représentatifs du parti républicain, il a avec Karl Marx des affinités de race et des relations communes qui permettront d'agir sur lui. L'auteur du *Kapital* a donc tout lieu de se considérer comme devant être le maître de l'heure...

Comment, malgré tant de vigilance et de précautions, l'aventure préparée de si longue date par Karl Marx commença-t-elle pour lui par une amère déception? C'est ce qui mérite d'être expliqué.

Le prophète néo-messianiste n'avait pas eu grand mal à prévoir l'écroulement de nos forces militaires : peu de gens avertis ignoraient leur insuffisance pour le cas d'une guerre avec l'Allemagne. Mais les événements marchèrent beaucoup plus vite qu'il ne s'y attendait : au bout de cinq semaines de campagne, l'armée de l'Empire n'existait plus. Karl Marx fut surpris et débordé par le coup de théâtre en vue duquel il avait pourtant tout préparé. Du coup, la réaction politique provoquée par la défaite se produisit beaucoup plus tôt qu'il ne l'avait prévu. Or, il fallait à Karl Marx, qui dirigeait tout de Londres, trois ou quatre jours pour connaître les événements, prendre une décision et faire passer ses ordres à ses agents français. Les Blanquistes et les Républicains, dont les chefs étaient à Paris, n'avaient besoin, eux, que de trois ou quatre heures, d'une nuit au plus, pour agir en connaissance de cause. Ce fut ce détail initial qui paralysa les forces immenses de l'*Inter-*

nationale et permit aux Républicains et aux Blanquistes de faire seuls le 4 septembre.

Cette journée, qui vit le baptême de la III^e République, ne fut pas une révolution sanglante, à la manière de 1830 et de 1848, mais une confuse échauffourée que la poigne d'un véritable homme d'État eût pu, à tout moment, dominer.

A la nouvelle de nos premiers désastres, le ministère Émile Ollivier, responsable à la fois du défaut de préparation de notre armée, par ses coupables concessions aux partis de gauche, et de la téméraire entrée en guerre contre un ennemi qui n'avait rien laissé au hasard, essaya d'échapper aux conséquences de ses fautes. Il envisagea l'arrestation en masse des chefs républicains et révolutionnaires susceptibles d'exploiter la situation. L'impératrice Eugénie a raconté plus tard à M. Paléologue comment elle s'opposa, comme régente, à cette mesure qui aurait probablement sauvé l'Empire et limité le désastre de la France. A la mise hors d'état de nuire des conspirateurs, elle préféra la convocation du Corps Législatif, ce qui équivalait à une abdication.

Le ministère Émile Ollivier tombé, un nouveau cabinet, celui du général Cousin Montauban, comte de Palikao, avait été chargé d'assurer la défense nationale et s'était courageusement mis à la besogne. Mais quand le 3 septembre 1870 arriva la nouvelle que la dernière armée de France était détruite à Sedan, et l'Empereur prisonnier, le général premier ministre perdit la tête. Au lieu d'accepter la dictature, qui lui était offerte par la majorité impérialiste et qui pouvait encore tout sauver, il se rallia à la proposition de M. Thiers qui demandait l'élection d'un conseil de gouvernement et de défense nationale, dont Cousin Montauban n'eût été que le président. C'était ouvrir la crise d'autorité à l'heure où l'autorité était plus nécessaire que jamais. Jules Favre, au nom des républicains, lui répondit en demandant la déchéance de la dynastie. Aucune décision ne fut prise ce jour-là.

Dans la nuit, les partis avancés résolurent de brusquer les événements. Seule l'*Internationale*, sans instructions de Londres, resta inerte. Au point du jour, dans Paris consterné, se répandirent des bandes. Elles étaient peu nombreuses : 8 à 10 000 manifestants en tout. Le gouverneur

militaire de Paris, qui disposait de plus de 25 000 soldats de ligne, gardes municipaux ou sergents de ville, n'avait qu'un geste à faire pour rétablir l'ordre. Mais ce gouverneur était le général Trochu, énigmatique figure, qui, dans ce moment suprême, ne songeait qu'à éviter de se compromettre, et, si possible, à assurer par quelque reniement son succès personnel. Après avoir été, au matin du 4 septembre, s'assurer contre un retour de fortune en jurant à l'Impératrice de la défendre, *sur sa foi de Breton, de catholique et de soldat*, il rentra chez lui et laissa faire l'émeute.

Celle-ci eut deux objectifs différents, l'Hôtel de ville et le Corps Législatif.

A l'hôtel de ville, ce furent les Blanquistes qui agirent et installèrent, sans coup férir, un gouvernement provisoire; après quoi, ils appelèrent à l'insurrection les quartiers ouvriers qui répondirent assez mollement.

Au Corps Législatif, la discussion de la veille avait repris, au milieu d'une morne confusion, lorsque deux ou trois milliers de manifestants, conduits par les chefs du parti républicain, entourèrent le palais, dont aucun cordon de troupes ne défendait l'accès. Les députés républicains, Jules Favre, Ernest Picard et Garnier-Pagès en tête, aidèrent quelques centaines de ces manifestants à pénétrer dans l'enceinte législative. Ils entrèrent en poussant des cris de mort... Le président Schneider, qui n'avait pas l'âme d'un martyr, abandonna son fauteuil, suivi dans sa retraite par la majorité des députés; et Gambetta, se hissant à la présidence, proclama la déchéance de l'empire et l'avènement de la III^e République aux acclamations de 300 émeutiers. Un gouvernement provisoire, composé des principaux chefs du parti républicain, dont la liste avait été préparée la nuit précédente, fut nommé dans le bruit. Dans cet instant prit naissance le régime sous lequel nous vivons depuis bientôt cinquante-huit années...

Tout cela, cependant, était extrêmement fragile tant qu'on n'était pas fixé sur l'attitude du gouverneur militaire de Paris : quelques compagnies énergiquement conduites pouvaient dégager le palais législatif et rendre à l'Assemblée la liberté de ses délibérations. Précisément, inquiet de ce qui se passait, le général Trochu s'était mis en marche, escorté

d'un nombreux état-major. Gambetta, Jules Favre et leur cortège le rencontrent dans la rue. Pris d'une subite inspiration, Jules Favre va au défenseur de l'impératrice et lui annonce qu'il est nommé chef du gouvernement provisoire. Trochu s'incline, flatté : Breton, catholique et soldat, il jure de défendre le nouveau régime. Deux heures après, quelques troupes envoyées par lui reprenaient, sans brûler une cartouche, l'hôtel de ville aux Blanquistes. Le destin de la France était fixé.

La colère de Marx fut grande à Londres, quand il apprit coup sur coup la captivité de l'Empereur et l'avènement du parti maçonnico-républicain. C'étaient ceux qu'il appelait *les avocats* qui venaient, par cet escamotage précipité, de s'assurer le pouvoir, et qui allaient disposer, pour s'y maintenir, de toutes les ressources de l'administration française. L'*Internationale*, handicapée par la distance qui la séparait de son chef, n'avait pu ni agir, ni même manifester son existence. En cette circonstance, l'habituelle ténacité de Karl Marx l'empêcha seule de se décourager. Il recommença à tisser sa trame.

Mais tout d'abord, il entra en opposition déclarée avec Gambetta. Ce tribun doué d'une puissance de verbe difficile à imaginer, se croyant un second Carnot, et ne soupçonnant même pas que le premier avait été militaire de carrière et travailleur acharné, était convaincu qu'il sauverait la France à coups de discours pleins de flamme. C'est son influence qui dicta la formule fameuse : *Nous ne céderons pas un pouce de notre territoire, pas une pierre de nos forteresses!* à l'heure où Bismarck était prêt à accorder la paix moyennant le territoire de Strasbourg et 2 milliards de rançon. Ensuite il fut tout à la levée en masse et à l'évocation des souvenirs de 1792... Cela n'était pas sans préoccuper Karl Marx, qui connaissait l'impressionnabilité des Français; il redoutait de les voir s'enflammer de patriotisme, fût-il révolutionnaire. Pour qu'il pût s'emparer de la France, en faire l'esclave de l'*Internationale* et l'instrument de ses desseins, il fallait tout d'abord qu'elle fût vaincue et broyée par l'ennemi jusqu'au découragement.

Cette préoccupation apparaît dans toute la correspondance

qu'il échange, vers cette époque, avec ses confidents habituels.

Les Français ont besoin d'être rossés, expose-t-il dans une lettre à Engels.

La guerre est, du côté allemand, une guerre défensive; du côté français, c'est une édition amendée du coup d'état du 2 décembre, dit-il le 23 juillet 1870, dans un manifeste de l'*Internationale* lancé aux prolétaires de tous les pays.

Après le 4 septembre, il se préoccupe surtout de faire échouer la levée en masse réclamée par Gambetta.

Il ne faut pas, dit un second manifeste de « l'*Internationale* », en date du 9 septembre, *il ne faut pas que les ouvriers français se laissent entraîner par les souvenirs de 1792. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir.*

C'est aussi l'avis d'Engels, qui lui répond le 12 septembre :

Il faut empêcher le déclenchement des ouvriers avant la paix. Bismarck sera bientôt en état de la conclure, soit par la prise de Paris, soit parce que la situation européenne l'obligera à mettre fin à la guerre : de quelque façon que la chose se termine, il faut qu'elle soit réglée avant que les ouvriers puissent rien faire.

La crainte de Karl Marx de voir le prolétariat français adopter une attitude patriotique, qui l'eût entraîné bien loin de l'*Internationale*, était si grande qu'il songea à venir à Paris, comme en 1848, pour être plus près des événements. Mais l'armée allemande accourait à marches forcées, le siège était imminent : le pontife néo-messianiste craignit d'être bloqué et réduit à l'impuissance. Aussi se borna-t-il à envoyer à Paris un des Français attachés à son secrétariat de Londres, Serrailier, avec la mission de prêcher aux membres français de l'*Internationale* l'abstention jusqu'à la conclusion d'une paix, forcément désastreuse, qui rendrait possible une insurrection ouvrière. Des missions semblables, sur différents points de la France, furent confiées à d'autres membres du conseil général de l'*Internationale* : Richard, Bastelica et Charvet. Aux membres marseillais qui s'étaient prononcés pour la levée en masse, Karl Marx envoya Dupont avec mission « de leur répondre au nom du conseil général et de leur laver la tête ».

D'une manière générale, le mot d'ordre donné fut obéi

par les masses ouvrières, malgré les efforts patriotiques de Blanqui, et les appels de Bakounine, francophile déclaré, celui-là, qui leur disait : « En faisant du patriotisme, vous sauverez la liberté universelle »... Le prolétariat, enrégimenté dans l'*Internationale*, se réserva et attendit son heure : celle de la défaite et de la guerre civile.

* * *

Déjà les lieutenants de Karl Marx préparaient tout en vue d'une insurrection, dont l'instrument devait être la Garde nationale réorganisée.

Dès le 15 juillet, Jules Favre, qui n'avait cessé de rendre à la politique révolutionnaire les services les plus déclarés, avait demandé l'armement des gardes nationaux. Après le 4 septembre, Gambetta l'ordonna. A Paris, 283 bataillons de Garde Nationale furent formés et recrutés principalement dans la classe ouvrière. Les ouvriers parisiens, chez lesquels le chômage sévissait depuis la déclaration de guerre, optaient en effet pour la Garde Nationale, qui ne changeait rien à leurs habitudes et leur assurait une solde de 1 fr. 50 par jour (qui valaient environ 15 fr. actuels).

En trois semaines, Paris se trouva doté d'une armée prolétarienne, à peu près semblable à celle qu'on obtiendrait aujourd'hui, en distribuant des uniformes et des armes à ces chômeurs que le parti communiste s'efforce de grouper et de lancer à l'assaut de la Société. Les adhérents inscrits à l'*Internationale* formaient plus du quart de l'effectif, et, comme l'on avait donné aux gardes nationaux le droit d'élire leurs chefs, la plupart des commandements étaient échus à des adeptes de Karl Marx, ou tout au moins à des révolutionnaires.

Triste troupe que celle qui fut constituée ainsi ! Le siège de Paris était à peine commencé, et la Garde Nationale n'avait pas encore brûlé une amorce, que chacun de ses bataillons avait un club, où les discours les plus incendiaires étaient applaudis chaque soir : les gardes nationaux y étaient aussi exacts qu'ils se montraient rétifs quand on les envoyait aux avant-postes. Une seule fois on réussit à les engager sérieusement contre les Prussiens ; ce fut à Buzenval, où 100 000

d'entre eux, triés sur le volet par le général Clément Thomas, furent amenés en soutien de l'armée de Ducrot. Les bataillons des quartiers du centre firent assez bonne figure et eurent plusieurs milliers de tués ou blessés; mais ceux des faubourgs prirent la fuite aux premières pertes subies et rentrèrent dans Paris en débandade, en criant : *Nous sommes trahis!* On n'osa plus les mener au feu, et l'on aura un idée de leur inutilité militaire quand on saura que les pertes totales de la Garde Nationale, pendant le siège de Paris, furent *d'un* homme sur 165, tandis que les troupes de ligne et les marins perdaient 20 p. 100 de leur effectif. On a prétendu que l'insurrection des gardes nationaux, à la fin du siège, *a été une explosion de leur patriotisme exaspéré*. Il faut avouer que ce patriotisme avait mis du temps à se manifester...

L'insurrection du 18 mars 1871 fut, en réalité, patiemment et savamment préparée par les amis de Karl Marx. Dès la mise sur pied de la Garde Nationale, à laquelle ils fournissaient un nombre considérable de gradés, ceux-ci avaient formé un *Comité de Vigilance* dans les bureaux parisiens de l'*Internationale* : les officiers de bataillons s'y réunissaient chaque jour, sous la présidence de Varlin. Il y eut là, en fait, un conseil de la Commune avant la lettre. On y décida (pour obéir aux instructions, venues de Londres, de ne rien tenter avant la fin de la guerre) que l'on n'appuierait pas les deux tentatives faites par les Blanquistes, le 31 octobre 1870 et le 22 janvier 1871, pour établir un gouvernement révolutionnaire. Mais on se tint prêt pour la fin de la lutte qui approchait.

Le 28 janvier, Jules Favre obtenait de Bismarck, à Versailles, un armistice de trois semaines pour convoquer une Assemblée Nationale qualifiée pour ratifier les conditions de paix. Une des conditions imposées par le vainqueur fut le désarmement de la garnison de Paris, exception faite pour 12 000 soldats de ligne, nécessaires au maintien de l'ordre, et pour 23 000 gardes municipaux, pompiers et douaniers. En vertu de cette stipulation, 110 000 soldats réguliers furent désarmés et congédiés *via* Orléans et Chartres. Mais Jules Favre, qui se révéla, ce jour-là encore, le mauvais génie de la France, supplia le chancelier de fer de laisser leurs armes aux 190 000 gardes nationaux. Bismarck, parfaitement

informé de ce qui se préparait, y consentit avec empressement. Du coup, Paris se trouva virtuellement aux mains des communistes et le *Comité de Vigilance*, présidé par Varlin, devint l'autorité la mieux obéie de la capitale.

Ignorant tout de cette situation, l'Assemblée Nationale, réunie à Bordeaux, prit coup sur coup deux décisions qui ne pouvaient que renforcer la position des futurs insurgés. La première refusait de prolonger le *moratorium*, et le supprimait même immédiatement pour certaines catégories de débiteurs : c'était acculer à la ruine bon nombre de petits commerçants, dont la guerre avait suspendu les affaires, et menacer d'expulser de leur logis beaucoup d'ouvriers paisibles, que le mécontentement jeta dans les bras des révolutionnaires. La seconde décision supprimait la solde des gardes nationaux, sauf pour ceux reconnus indigents. On espérait ainsi en diminuer le nombre : on ne réussit à renvoyer à l'atelier que les ouvriers sérieux. Les membres de l'*Internationale* restèrent tous dans les bataillons, avec ou sans solde, de même que les chômeurs, à qui il fallut bien maintenir l'allocation de 1 fr. 50. En somme, on épurait la garde nationale dans un sens révolutionnaire ; on lui laissait ses armes et on menaçait sa solde : c'était faire le jeu des meneurs marxistes. On s'en aperçut dès le 26 février, jour où quelques centaines de gardes nationaux décorèrent de drapeaux rouges la colonne de Juillet ; après quoi ils saisirent, torturèrent et jetèrent dans la Seine le sergent de ville Vicenzini.

Le 1^{er} mars eut lieu un acte plus significatif encore, si possible. Sous prétexte que les Prussiens devaient entrer, ce jour-là, dans les Champs-Élysées, et qu'ils pourraient violer la capitulation et s'emparer de nos parcs d'artillerie, le *Comité de Vigilance* fit envahir ces derniers par des gardes nationaux, qui s'emparèrent de 277 canons et les hissèrent sur la butte Montmartre. Paris se trouva, dès ce moment, sous la menace de l'artillerie communiste. Le gouvernement provisoire, absorbé par les préoccupations du moment, laissa faire : tous les regards étaient fixés sur Bordeaux, où l'Assemblée Nationale venait de ratifier les conditions d'une paix désastreuse, qui nous coûtait deux provinces avec 1 600 000 habitants, et cinq milliards de rançon, s'ajoutant à onze milliards de dommages et dépenses de guerre.

C'est le 6 mars que le sort fut jeté. Ce jour-là, dans les bureaux parisiens de l'*Internationale*, eut lieu une réunion extraordinaire du *Comité de Vigilance*. La plupart des officiers de gardes nationaux gagnés au mouvement y assistaient. Sur la proposition de Varlin, il fut décidé que le Comité, de groupement officieux qu'il avait été pendant le siège, se transformerait en organisme officiel et assumerait provisoirement tous les pouvoirs au nom de la Garde Nationale. Cette décision serait expliquée au public par une proclamation exprimant la nécessité d'empêcher l'Assemblée Nationale de Bordeaux, dont les tendances monarchistes étaient connues, de renverser la République. Les moyens envisagés comprenaient formellement l'insurrection.

Le 9 mars, la proclamation parut. Elle annonçait la fondation d'une *Fédération Républicaine des Gardes Nationales*, dont le Comité Central était formé du chef de chaque légion, assisté de trois délégués. C'est de là que vint le nom de « Fédérés » donné aux insurgés communistes. La composition du Comité Central était purement révolutionnaire et assurait une forte prédominance aux membres de l'*Internationale*.

Le 11 mars, un manifeste du Comité Central, adressé aux gardes nationaux, les invitait à *rester unis pour le salut de la République, à s'opposer à toute tentative de désarmement, à s'opposer à l'enlèvement des canons, à opposer la force à la force...* Le général Clément Thomas, se rendant compte que ses ordres n'étaient plus obéis, donna sa démission de commandant en chef de la Garde Nationale. En restant à son poste, du moins eût-il pu compter sur l'obéissance de quelques bataillons bourgeois, vingt mille hommes environ, qui restèrent sans direction... Mais il était dit qu'en toute cette affaire les généraux montreraient peu d'esprit politique.

A Bordeaux, cependant, les nouvelles de Paris commençaient à causer la plus vive inquiétude. L'Assemblée Nationale, n'osant s'aventurer dans une capitale en ébullition, adoptait prudemment Versailles pour lieu de ses séances. Et M. Thiers, élu chef du Pouvoir exécutif, accourait à Paris pour essayer d'y rétablir l'ordre. Il y arrivait le 15 mars, et le 17, ses informations prises, convoquait un conseil de guerre au ministère des Affaires Étrangères, où il était descendu.

L'avis de ce conseil fut unanime : il fallait faire acte d'énergie, désarmer la Garde Nationale, et, pour commencer, lui reprendre les canons qu'elle avait hissés à Montmartre. On disposait pour cela d'environ 30 000 hommes, troupes de ligne ou gardes municipaux. En agissant par surprise, les canons seraient repris avant que le Comité Central des Fédérés eut le temps d'appeler aux armes ; l'effet moral ferait le reste. Des ordres furent immédiatement donnés pour que l'action eût lieu le lendemain matin au point du jour.

Malheureusement M. Thiers goûtait peu cette énergie et ne croyait qu'aux négociations. Le Conseil fini, il fit appeler M. Georges Clemenceau, maire du XVIII^e arrondissement, et le chargea de solliciter du Comité Central des Fédérés la remise bénévole des canons, en menaçant au besoin d'une action militaire. C'était donner l'alarme aux amis de Karl Marx : quand les régiments désignés pour enlever les canons arrivèrent sur la butte, au point du jour, les gardes nationaux, alertés, les entourèrent de toutes parts, gênant leurs mouvements et s'efforçant de les débaucher. L'effet de surprise était manqué. Pour comble de malheur, 50 attelages seulement avaient été commandés et il y avait 277 canons... On dut camper en attendant le retour des chevaux, qui ne purent être ramenés, la populace les ayant arrêtés en route. En quelques heures Montmartre avait pris une physionomie d'émeute.

Les troupes harassées par une nuit de veille n'avaient pas de ravitaillement, car on avait pensé que l'opération ne durerait qu'un moment. Les gardes nationaux et la foule, continuant leurs tentatives de débauchage, leur offrirent des vivres, que quelques compagnies finirent par accepter. Le général Lecomte, prévenu qu'une partie du 88^e de ligne fraternisait, accourut et voulut s'y opposer. C'est alors que se produisit l'irréparable : le sergent Verdaguer, depuis longtemps gagné à l'*Internationale*, entraîna sa section aux cris de : « Crosse en l'air ! » Livré aux gardes nationaux, le général Lecomte fut entraîné dans un enclos de la rue des Rosiers, avec le général Clément Thomas, ancien commandant de la Garde Nationale, reconnu en civil dans la foule. Là, après un simulacre de jugement, on les fusilla tous deux. Le pre-

mier sang de la lutte fratricide qui allait ensanglanter Paris avait coulé.

Quand M. Thiers apprit le drame qui venait de se dérouler à Montmartre, son affolement fut extrême. Sourd aux protestations du général Vinoy, gouverneur militaire de Paris, qui voulait rétablir l'ordre par un coup de vigueur, il donna l'ordre d'évacuer la capitale et de faire refluer sur Versailles les troupes fidèles et tous les fonctionnaires civils. Il poussa la démence jusqu'à faire évacuer les forts du sud et même le Mont Valérien (les forts du nord étant aux mains des Allemands). La nuit venue, le Comité central des Fédérés, qui s'attendait à une lutte opiniâtre, se trouva sans coup férir maître de Paris... Le désarroi fut si complet, l'évacuation si précipitée, qu'on oublia trois régiments, six batteries et toutes les canonnières de la Seine, qui, le lendemain, se trouvant « en l'air », rallièrent isolément.

A Versailles, cependant, autour de M. Thiers, l'indignation était générale. Les généraux Vinoy et Ducrot suppliaient qu'on réoccupât Paris avant que les Fédérés en eussent organisé la défense. M. Rouland, directeur de la Banque de France, resté à son poste, réclamait deux régiments sûrs et quelques batteries énergiquement conduites, affirmant que cela suffirait si l'on agissait de suite. Vingt mille gardes nationaux des quartiers bourgeois, qui avaient refusé d'adhérer à la Fédération, s'étaient rassemblés à Passy et avaient envoyé une délégation à Versailles, prévenant qu'on allait les désarmer et demandant de l'aide pendant qu'ils pouvaient résister encore. M. Thiers resta figé dans son inaction... Ce fut le général Vinoy qui prit sur lui de faire réoccuper le Mont Valérien, dans la nuit du 19 au 20 mars. Il était temps ! La ligne y était réinstallée depuis une demi-heure quand un bataillon de gardes nationaux s'y présenta et dut repartir bredouille.

Douze jours avaient passé et M. Thiers hésitait encore. Le 30 mars, le général Ducrot, l'amiral Jauréguiberry et M. d'Audiffret, membres de la commission de surveillance nommée par l'Assemblée Nationale, donnaient une démission retentissante pour protester contre l'inaction du chef du Pouvoir exécutif. Le baron de Hübner, attaché à l'ambassade d'Autriche, écrivait à son père : *Thiers est une vieille femme ; à*

l'heure qu'il est, il rêve encore de conciliation et compromet la situation politique, et, ce qui est plus grave, la situation militaire.

Que se passait-il donc autour de lui, qui pût le déterminer à résister au vœu unanime de l'Armée, de l'Assemblée et de l'opinion publique? Une chose très simple : le citoyen Tolain, l'homme qui avait si magistralement mystifié l'Empereur lors des débuts de l'*Internationale*, négociait avec M. Thiers... Devenu, pendant le siège, adjoint au maire du XI^e arrondissement, il était arrivé à Versailles porteur de propositions d'accommodement de la part du Comité Central des Fédérés. Et M. Thiers, persuadé par ses assurances, continuait à nourrir l'espoir que le conflit s'apaiserait pacifiquement moyennant des concessions réciproques. Ne voulant pas découvrir Tolain, en qui il avait mis toute sa confiance, il se couvrait de l'avis de conseillers financiers, qui estimaient que la *violence gâterait tout*.

Quand enfin M. Thiers se rendit compte qu'on le trompait, et rendit la main aux partisans de la répression, la Commune avait eu le temps de s'organiser. Des élections faites le 26 mars, sous la pression des baïonnettes, lui avaient donné figure de gouvernement régulier. Un conseil général, où siégeaient Varlin, Avrial, Pindy, Vallès, Lefrançois, Frankel, Benoît Malon, Gérardin, Vaillant, Beslay et d'autres membres de l'*Internationale*, parlait au nom du peuple de Paris. Les forts du sud, si sottement abandonnés, avaient été mis en état de résistance. Tous les hommes valides ayant au moins quarante ans étaient incorporés de force dans la garde nationale. Un système de défenses extérieures, divisé en trois secteurs, était complètement organisé sous la direction d'aventuriers de quelque valeur : Dombrowski, Wrobleski et La Cécilia, auxquels se superposait le commandement en chef d'Eudes, puis de Cluseret, ancien général de la guerre de Sécession. En arrière, en prévision de la guerre des rues, s'élevait un réseau de 600 barricades parfaitement distribuées... Là où, le 18 mars, quelques décharges eussent suffi, il fallut huit semaines d'une lutte acharnée, une armée de 120 000 hommes et des flots de sang.

Lorsque la Commune sentit qu'enfin la balance penchait

et que la victoire de Versailles était certaine, la fureur des membres de l'*Internationale* ne connut plus de bornes. Ils jouèrent un rôle décisif dans toutes les atrocités de la semaine sanglante : le meurtre des otages, l'incendie des Tuileries, de la Cour des Comptes, du Conseil d'État, de l'Hôtel de Ville, de vingt autres palais, dont plusieurs n'ont pas été reconstruits, les violences sans nombre contre les personnes et les biens. Si le programme farouche tracé dès 1869 par Cluseret (*ce jour-là, nous ou le néant! je vous l'affirme, Paris sera à nous, ou Paris n'existera plus!*) ne fut pas complètement exécuté, c'est que le temps manqua aux assassins et aux incendiaires. De nos jours, nous avons vu les communistes, vaincus à Munich, puis à Budapest, reprendre la tradition de leurs aînés de 1871 et ne succomber qu'au milieu d'une auréole de flammes et de sang. Avis à ceux qui croient qu'une nouvelle Commune serait un incident sans importance.

* * *

La Commune était vaincue à Paris. En province, elle fut plusieurs jour maîtresse de Marseille, au point qu'il fallut bombarder la ville. Son chef, l'avocat Gustave Crémieux, fut passé par les armes. A Lyon, à Saint-Étienne, à Toulouse, dans vingt autres villes, les adeptes de l'*Internationale* ne réussirent qu'à troubler profondément la population : les progrès réguliers de l'armée de Versailles leur enlevèrent bientôt tout espoir de voir triompher leur cause.

Les communistes parisiens avaient à peine succombé, le 30 mai, que Karl Marx faisait leur apologie dans une hideuse brochure, *La Guerre civile en France*, destinée à tromper l'opinion ouvrière mondiale. On y trouvait les affirmations les plus audacieuses et notamment celle-ci qu'au lendemain de l'évacuation de Paris par l'armée de l'Ordre « les rues de Paris étaient sûres et cela sans aucune espèce de police. Plus d'assassinats, de vols, ni d'agressions; on croyait vraiment que la police avait entraîné avec elle à Versailles toute sa clientèle conservatrice... » Pauvres prolétaires de tous les pays, éternellement dupés par les plus grossiers mensonges! Ils crurent sans doute à ce tableau enchanteur,

comme les lecteurs de l'*Humanité* croient, aujourd'hui, que la Russie soviétique est un paradis.

Il était plus difficile d'égarer l'opinion française, qui avait les pièces du procès sous les yeux. Elle était déjà assez surexcitée par la *clémence des conseils de guerre*, à qui les partisans d'une répression impitoyable reprochaient de n'avoir fait exécuter que 26 coupables alors que 270 inculpés avaient été condamnés à mort. Mais la France tout entière applaudit à la loi du 14 mars 1872, par laquelle l'Assemblée Nationale régla le sort de la *I^{re} Internationale* et de toutes les associations similaires qui tenteraient de suivre ses traces. Voici ce texte législatif, qui a figuré pendant trente ans dans le Code français :

LOI DU 14 MARS 1872

qui établit des peines contre les affiliés de l'Association Internationale des Travailleurs.

ARTICLE PREMIER. — *Toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit et notamment sous celle d'Association Internationale des Travailleurs, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété, de la famille, de la patrie, de la religion ou du libre exercice des cultes, constituera, par le seul fait de son existence ou de ses ramifications sur le territoire français un attentat contre la paix publique.*

ART. 2. — *Tout Français qui, après la promulgation de cette loi, s'affiliera ou fera acte d'affilié à l'Association Internationale des Travailleurs, ou à toute autre association professant les mêmes doctrines et ayant le même but, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1 000 francs. Il pourra, en outre, être privé de tous ses droits civiques, civils et de famille énumérés en l'art. 42 du Code pénal, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.*

L'étranger qui s'affiliera en France ou fera acte d'affilié sera puni des peines édictées par la présente loi.

ART. 3. — *La peine de l'emprisonnement pourra être élevée à cinq ans, et celle de l'amende à 2 000 francs, à l'égard de tous*

Français ou étrangers qui auront accepté une fonction dans une de ces associations, ou qui auront sciemment concouru à son développement, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles; soit enfin en propageant ses doctrines, ses statuts ou ses circulaires. Ils pourront, en outre, être renvoyés par les tribunaux correctionnels, à partir de l'expiration de la peine, sous la surveillance de la haute police pour cinq ans au moins et dix ans au plus. Tout Français à qui aura été fait l'application du paragraphe précédent, restera, pendant le même temps, soumis aux mesures de police applicables aux étrangers conformément aux articles 7 et 8 de la loi du 3 décembre 1849.

ART. 4. — *Seront punis d'un à six mois de prison et d'une amende de 50 à 500 francs, ceux qui auront prêté ou loué sciemment un local pour une ou plusieurs réunions d'une partie ou d'une section quelconque des associations sus-mentionnées, le tout sans préjudice des peines plus graves applicables, en conformité du Code pénal, aux crimes et délits de toute nature dont auront pu se rendre coupables, soit comme complices, soit comme auteurs principaux, les prévenus dont il est fait mention dans la présente loi.*

ART. 5. — *L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué, quant aux peines de la prison et de l'amende prononcées par les articles qui précèdent.*

ART. 6. — *Les dispositions du Code pénal et celles des lois antérieures auxquelles il n'a pas été dérogé par la présente loi continueront de recevoir leur exécution.*

ART. 7. — *La présente loi sera publiée et affichée dans toutes les communes.*

Cette loi était ferme, mais nullement draconienne : qu'on la compare aux lois des Soviets, qui punissent uniformément de mort tout acte de propagande *bourgeoise*... Telle quelle était, elle suffit à paralyser l'action communiste et donna à notre pays trente années de paix sociale. C'est grâce à cette paix que la France put panser les blessures faites par la guerre et l'insurrection, développer sa prospérité matérielle (pour le plus grand bien de la classe ouvrière, dont les intérêts sont solidaires de ceux de la collectivité française)

et s'enrichir assez pour devenir, avant la grande guerre, la créancière du monde entier.

On s'étonne de ne plus trouver cette loi salvatrice dans notre Code, à l'heure où son existence serait plus que jamais légitimée par les audaces et les violences qu'exercent sur notre territoire les communistes à la solde de Moscou. Il n'est pas mauvais de rappeler à quelle occasion elle disparut.

Lors de la grande crise dreyfusiste, les partis de gauche, attelés à l'œuvre de la révision, eurent besoin du concours des révolutionnaires et firent un pacte avec eux. Le jour du *Triomphe de la République*, les plus hautes autorités de l'État parurent encadrées de drapeaux rouges et noirs, et noyées dans un flot de manifestants qui hurlaient la *Carmagnole*. Le ministère Waldeck-Rousseau paya cette alliance d'une trahison envers la Société. Le 1^{er} juillet 1901, dans le même texte législatif qui mettait hors la loi les associations religieuses, il insérait négligemment, à l'article 21, huit mots en vertu desquels la loi du 14 mars 1872 était abrogée... La plupart de ceux qui votèrent cet article ne s'aperçurent même pas que cette loi était celle qui avait, pendant trente ans, imposé à l'*Internationale* une barrière victorieuse.

Dès lors la *II^e Internationale* put succéder à la *I^{re}*, et c'en fut fait de la paix sociale dans notre pays.

Disons bien haut que la seule sanction logique de l'agitation communiste, qui trouble si profondément notre patrie, doit être le rétablissement de la loi de 1872, abrogée sans débat, grâce à un escamotage honteux. Moyennant quelques modifications de détail, destinées à en moderniser l'esprit, cette loi devrait retrouver sa place dans notre Code. Et quiconque n'est pas partisan de sa remise en vigueur ne peut se dire vraiment *anticommuniste*.

SALLUSTE

(A suivre.)

LES ORIGINES SECRÈTES DU BOLCHEVISME

HENRI HEINE ET KARL MARX¹

IV

Au début de juin 1871, la Commune de Paris était vaincue, plusieurs de ses chefs et des milliers de ses défenseurs avaient péri dans la lutte, des milliers d'autres insurgés étaient sur le chemin de la déportation; Londres, Bruxelles, Genève regorgeaient de réfugiés. Entourées, après tant de crimes, de l'exécration générale, les sections de l'*Internationale* étaient obligées, en France, de se cacher avec soin; à l'étranger, de mettre une sourdine à leur propagande. Visiblement, tous les espoirs de succès des communistes étaient anéantis pour longtemps.

Cet état de choses eut une répercussion immédiate sur l'autorité dont Karl Marx avait joui jusque là dans son parti. Vainqueur, il eût été obéi plus servilement que jamais, avec cette nuance d'idolâtrie que devait connaître Lénine, un demi-siècle plus tard, après le paradoxal succès de son insurrection d'octobre 1917. Vaincu, une opposition formidable se déchaîna, au contraire, contre lui. Ceux-là même qui avaient été, en France, ses collaborateurs les plus immédiats attribuèrent l'échec final du mouvement à l'absence du chef (ce qui était peut-être vrai), et aussi à son despotisme, qui

1. Voir la *Revue de Paris* des 1^{er}, 15 juin et 1^{er} juillet.

n'admettait ni conseils ni délais. On lui reprocha d'avoir transformé l'*Internationale* en une espèce de monarchie absolue et d'avoir compromis le Communisme dans l'opinion par sa sympathie affichée pour Bismarck.

Ce n'était pas dans les rangs de l'organisation secrète que Marx présidait depuis un quart de siècle qu'on entendait ces récriminations. Ceux qui la composaient, recrutés avec précaution, nourris de la doctrine du maître et pliés à une stricte discipline, étaient prêts à supporter sans faiblir bien d'autres échecs que celui de la Commune. Mais les membres de l'*Internationale* proprement dite, vaste troupeau ramassé en peu de mois dans les ateliers et les réunions populaires, n'avaient pas la cohésion des premiers collaborateurs de Marx. Aussi prompts à la panique qu'à l'enthousiasme, ils avaient été, par surcroît, groupés sur un programme vague, plein de déclarations démocratiques, et ils se fussent insurgés, s'ils l'eussent connu, contre le gouvernement secret de l'*Internationale*. Ne connaissant que les statuts officiels, votés en 1864 au Saint-Martin's Hall, ils se plaignaient amèrement qu'on ne les appliquât pas et exigeaient qu'on ne s'en écartât plus à l'avenir.

A Londres, où les réfugiés étaient nombreux, la présence de Karl Marx et le respect dont continuaient à l'entourer les membres de son état-major empêchèrent l'opposition de faire des progrès trop rapides. En Belgique, elle prit de bonne heure un caractère plus déclaré. Mais c'est en Suisse qu'elle revêtit la forme d'une offensive organisée contre l'autorité du pontife néo-messianiste. Ceci eut lieu sous l'impulsion d'un vieil antagoniste de ce dernier, Michel Bakounine.

Tout séparait ces deux hommes, qui n'avaient de commun que l'amour de la Révolution : la race (Bakounine était un gentilhomme russe de bonne souche), le caractère (Bakounine était aussi bouillant, aussi impressionnable que Marx était froid et calculateur), les méthodes (Bakounine ne croyait qu'à l'éloquence, qui soulève les foules, et méprisait les manœuvres tortueuses de celui qu'il appelait *le juif allemand*).

Né à Torschok, dans le gouvernement de Twer, en 1814, Michel Bakounine avait le même âge que Karl Marx. Élevé à l'école militaire des Cadets, à Saint-Petersbourg, il était entré

dans l'artillerie de la Garde avec le grade d'enseigne porte-épée. Mais il resta peu de temps dans l'armée. Les doctrines démagogiques, qui commençaient à faire leur chemin en Russie, étaient diffusées dans le corps des officiers par des sociétés secrètes militaires, analogues à celles qui avaient provoqué en 1825 le mouvement des Décabristes. Bakounine adhéra d'abord à l'une d'entre elles. Puis, désespérant de voir un coup de main triompher sous le règne vigilant et autoritaire de Nicolas I^{er}, il obtint son congé et se retira dans les terres paternelles, où il se nourrit de la littérature révolutionnaire, dont les ventes carbonaristes inondaient l'Europe à cette époque. Ces lectures, jointes à son tempérament ardent, achevèrent sa formation insurrectionnelle, une des plus caractérisées qui aient jamais existé, même pendant ce xix^e siècle qui a tant vu d'artisans de barricades.

A vingt-sept ans, Bakounine résolut de se rapprocher des centres carbonaristes où l'on s'efforçait de traduire en actes les doctrines mises à la mode par Mazzini et la *Jeune Europe*. Il partit pour Berlin, sous couleur d'aller y étudier la philosophie allemande. Mais, au printemps de 1842, il s'établissait à Dresde, un des principaux centres de la *Jeune Allemagne*, et s'affiliait à cette organisation. De cette époque datent ses rapports avec Arnold Rüge¹, qui lui ouvrit les colonnes des *Annales franco-allemandes*, auxquelles Bakounine collabora sous le pseudonyme de « Jules Elysard ».

Suspect à la police saxonne, Bakounine dut, au début de 1843, s'enfuir à Paris, où il devint le plus actif agent du carbonarisme parmi les émigrés russes et polonais. Très avancé au point de vue social, mais plutôt poète de la barricade que théoricien à la manière de Karl Marx, il rêvait d'une société socialiste ou communiste dont il n'arriva jamais à définir nettement le plan. Mais le premier bruit d'armes l'attirait et lui inspirait les plus folles audaces : c'est ainsi que, des désordres ayant été fomentés en Suisse par des groupements socialistes, il se hâta d'accourir à Zurich et prit une part active au mouvement.

1. Voir, au sujet de Rüge, le début de cette étude, dans la *Revue de Paris* du 1^{er} juin 1928.

Cependant les polices allemande, française et suisse avaient signalé à Saint-Pétersbourg l'activité de l'ancien enseigne de la Garde. Le gouvernement russe lui retira la permission de voyager à l'étranger qui lui avait été accordée en 1841, et lui enjoignit d'avoir à rentrer immédiatement en Russie. Bakounine n'avait garde de le faire; aussi ses biens furent-ils confisqués. Ce coup l'atteignit d'autant plus durement qu'il n'avait pas pris soin, en quittant la Russie, de réaliser une partie de sa fortune. Dans une circonstance analogue, l'agitateur demi-juif Herzen, dont nous avons parlé au début de cette étude, s'était montré plus avisé. Pour vivre, Bakounine dut revenir à Paris et accepter une collaboration à la *Réforme*, journal d'extrême-gauche fondé par Flocon, un des chefs du Carbonarisme français.

C'est vers cette époque qu'il connut Karl Marx, qui faisait partie comme lui de la rédaction des *Annales franco-allemandes*. Leur contact fut exempt de cordialité : comme beaucoup de révolutionnaires russes, Bakounine, profondément slave, professait pour les israélites un discret mépris. Ce mépris se changea en hostilité quand Marx et ses amis néo-messianistes eurent réussi à évincer Arnold Rüge de la direction du Carbonarisme allemand. Entre l'ancien officier russe et le philosophe judéo-allemand s'engagea un duel qui ne devait finir qu'avec la vie de Bakounine. Pressentant qu'il avait là un adversaire de valeur, Marx n'hésita pas, au début de 1848, à le faire menacer d'assassinat s'il persistait à contrarier sa politique. Bakounine se contenta de hausser les épaules devant cette menace. L'assassinat devait être tenté, cependant, mais sous une autre forme : celle de la calomnie, comme on le verra plus loin.

En 1847, au moment de la fameuse campagne des Banquets organisée contre le gouvernement de Louis-Philippe, Bakounine avait prononcé un toast incendiaire, où il évoquait la Révolution polonaise de 1831 : le gouvernement russe en profita pour obtenir son expulsion de France, en même temps que 10 000 roubles de récompense étaient promis à qui faciliterait son arrestation. Quelques semaines plus tard, la Révolution de février 1848 permettait à Bakounine de rentrer à Paris et son ancien rédacteur en chef, Flocon, obtenait pour

lui du gouvernement provisoire les fonds nécessaires pour entreprendre une véritable croisade révolutionnaire dans le centre de l'Europe.

A la fin de mars 1848, on le trouve, en effet, à Prague, assistant au Congrès slaviste, et prenant une part active aux troubles sanglants qui en résultèrent. Quand le mouvement fut étouffé, il s'enfuit des derniers et parvint à gagner Berlin, où la situation n'était guère moins révolutionnaire : il y prit part à tous les mouvements populaires, et, la partie perdue, fut encore obligé de disparaître.

A Dresde, où il s'était réfugié, on l'expulse comme indésirable; il erre plusieurs mois à travers l'Allemagne, puis revient secrètement à Dresde et s'y cache jusqu'à l'insurrection de mai 1849, dans laquelle il joue un rôle dirigeant et se signale par son incontestable courage. Encore obligé de fuir pour échapper à la répression, il part avec Heubner et Roekel; mais on le reconnaît à Chemnitz et on l'arrête dans la nuit du 9 au 10 mai. Là commence pour lui une longue et pénible captivité, pendant laquelle la mort fut à trois reprises suspendue sur sa tête.

Emprisonné d'abord à Dresde, puis à Koenigstein, Bakounine fut condamné à mort, en mai 1850, par les juges saxons. Mais l'année écoulée depuis les troubles avait calmé les esprits et la peine capitale fut commuée par le souverain en détention perpétuelle. Aussi bien pensait-on que cette grâce ne lui épargnerait pas la potence : le gouvernement autrichien réclamait, en effet, l'extradition de Bakounine, pour qu'il fût jugé comme auteur des troubles de Prague, en 1848. Extradé, le révolutionnaire russe comparut, en mai 1851, devant un conseil de guerre autrichien, à Prague, et fut de nouveau condamné à mort.

Il dut la vie aux réclamations du gouvernement russe. Ce dernier était curieux, en effet, d'instruire le procès d'un agitateur de cette envergure, et il obtint qu'il lui fût livré. Transféré à Saint-Petersbourg, Bakounine fut jugé dans la forteresse de Schlüsselbourg et condamné à mort pour la troisième fois, en septembre 1851.

La peine de mort étant officiellement abolie en Russie, au temps de l'absolutisme, les exécutions capitales y étaient très

rare. Le Tsar commua donc la peine de Bakounine en celle des travaux forcés à perpétuité. Mais on l'envoya dans un bagne sibérien, où il passa une dizaine d'années, et où il serait mort si Alexandre Herzen n'avait entrepris, de Londres, d'organiser son évasion. Celle-ci réussit et Bakounine arriva en Angleterre au début de 1862.

C'était l'époque où Marx travaillait à jeter les bases de l'*Internationale*, à l'occasion de la visite des délégations ouvrières à l'Exposition Universelle de Londres dont nous avons parlé au début de cette étude. Deux ans plus tard, sous le prétexte de protester contre la tyrannie russe en Pologne, avait eu lieu le meeting de Saint-Martin's Hall, et l'*Internationale des Travailleurs* était officiellement fondée. Il n'était guère possible d'interdire à Bakounine d'y adhérer, puisque l'association, en apparence, était ouverte à toutes les bonnes volontés et que Marx affectait de n'y jouer qu'un rôle secondaire. Son adhésion fut donc enregistrée; mais Marx entreprit de se défaire de lui, en même temps que du major Wolff, par qui Mazzini s'était fait représenter à la première réunion de l'*Internationale*.

Le procédé dont se servit le pontife du néo-messianisme fut la mise en circulation d'un bruit qu'on ne peut manquer de trouver odieux, même quand il s'adressait à l'un des plus dangereux révolutionnaires du XIX^e siècle : « Bakounine », faisait chuchoter Karl Marx par ses affiliés, « Bakounine était un agent de la police tsariste, chargé de renseigner celle-ci sur le mouvement révolutionnaire international ». Il invoquait deux preuves à l'appui de ce dire : l'évasion de Sibérie de Bakounine, et un dossier mystérieux, contenant les preuves de la trahison, qui se trouvait, affirmait Marx, en la possession de George Sand.

L'agitateur russe finit par découvrir l'origine des bruits mis en circulation contre lui dans les milieux révolutionnaires, et il eut avec Karl Marx une explication pénible pour ce dernier. Le dossier mystérieux se révéla vide des preuves annoncées; quand à un rôle possible d'agent secret, les dangers courus, trois condamnations à mort et treize années de détention ou de bagne parlaient assez haut pour qu'on ne pût prendre l'accusation au sérieux. Karl Marx eut très nettement

le dessous dans cette tentative d'assassinat moral, plus sérieuse que la menace d'assassinat physique qu'il avait formulée en 1848.

*
* *

L'hostilité que Bakounine professait pour Marx ne diminua pas, on le conçoit, après cette aventure. Il ne laissa pas, toutefois de faire partie de l'*Internationale*. Mais il y entra sans renoncer à ses méthodes personnelles, qui ne s'accordaient guère avec celle de Marx, et il ne cessa d'avoir, au sein du parti communiste, une action indépendante, en opposition avec les ordres venus de Londres. Nous avons vu, dans la troisième partie de cette étude, qu'au moment de la guerre de 1870, Bakounine s'était prononcé pour la résistance à outrance à l'invasion allemande, tandis que Marx s'avérait germanophile.

Réfugié à Genève, après l'échec de la Commune à Lyon, où il résidait, Bakounine ne pouvait manquer de s'associer au mouvement de mécontentement provoqué contre Marx par la débâcle de l'insurrection. Il donna à cet état d'esprit une forme concrète en formant avec d'autres mécontents, parmi lesquels Joukovski, Benoît Malon et Jules Guesde, une section protestataire de l'*Internationale*. Un manifeste, rédigé par Bakounine, fut adressé à toutes les branches nationales de l'Association, faisant remonter à Karl Marx la responsabilité de l'échec de la Commune de Paris et demandant la fin du pouvoir exorbitant d'un seul homme. Le moyen proposé était l'application loyale et sincère des Statuts de 1864, l'*Internationale* ne devant plus être qu'une simple fédération de groupes autonomes, qui fixerait librement sa doctrine, au lieu de la recevoir toute faite des mains d'un prophète infallible.

Ce manifeste, tombant au milieu du désespoir des proscrits et du malaise général des branches nationales, eut un immense retentissement. La section protestataire de Genève devint, en peu de semaines, le centre d'une correspondance active, et Karl Marx sentit échapper de ses mains l'Association qu'il avait, jusque-là, régie en maître absolu. L'état d'es-

prit manifesté devint tel que le Congrès annuel, s'il avait été normalement convoqué, n'eût pas manqué de prononcer la déchéance du chef néo-messianiste. Aussi celui-ci se hâta-t-il d'annoncer qu'il n'y aurait pas de Congrès en 1871, et qu'on le remplacerait par une simple conférence, tenue à Londres, du 13 au 23 septembre.

Rien de grave pour l'autorité de Karl Marx ne pouvait sortir de cette assemblée étriquée : 23 présents. Elle comprenait, en effet, 13 membres du Conseil général, entièrement dévoués à Marx, et seulement 10 délégués des branches nationales. Un représentant de la section protestataire de Genève, Robin, fit le voyage de Londres, mais ne fut pas admis.

Loin d'affaiblir la situation de Karl Marx, la Conférence de Londres approuva sa conduite et décida, à la majorité, d'augmenter encore les pouvoirs du Conseil général, c'est-à-dire de Marx lui-même. Il aurait désormais la faculté d'admettre dans l'*Internationale*, ou d'en exclure, qui bon lui semblerait; il pourrait assembler ou proroger le Congrès à son gré...

Contre cette résolution, adoptée par une majorité acquise d'avance, Bastelica, délégué du Midi de la France, et Anselmo Lorenzo, délégué espagnol, élevèrent une énergique protestation.

Bakounine releva aussitôt le gant jeté par Marx. Deux mois ne s'étaient pas écoulés, qu'il réunissait à Sonvillier (Suisse) une conférence protestataire, à laquelle participèrent la plupart des sections de la Suisse romande. Il y prit la parole, en compagnie de Jules Guesde et de James Guillaume, et fit acclamer les Statuts de 1864, l'autonomie des sections et la liberté de discussion des doctrines. On fonda, avant de se séparer, la Fédération jurassienne de l'*Internationale*, et l'on décida de faire appel à toutes les branches nationales pour leur demander d'adhérer à un programme de réforme intérieure de l'Association.

De nombreuses adhésions furent immédiatement recueillies. D'abord celle de la branche russe, envoyée par Kropotkine. Puis celles des branches d'Espagne, de Belgique et de Hollande, qui adhèrent en totalité. En majorité, les sections de France et d'Italie adoptèrent à leur tour le point de vue

de Bakounine. Seuls les pays de langue anglaise ou allemande restaient fidèles à l'état-major néo-messianiste...

La fureur de Karl Marx fut extrême quand il vit son vieil adversaire dresser ainsi autel contre autel et saper les bases mêmes de la discipline de l'*Internationale*. Pour châtier ceux qui se ralliaient à Bakounine, il n'hésita pas à employer des procédés qui creusèrent plus profondément encore le fossé qui le séparait des mécontents. C'est ainsi que son gendre Paul Lafargue, ayant vainement essayé de fonder une nouvelle branche espagnole, à la place de celle qui avait fait défection, publia la liste de tous les chefs espagnols de l'*Internationale*, ce qui livrait ceux-ci à la police de leur pays. En France, un délégué de Karl Marx, le sieur Dentraygues, n'ayant pu ramener à l'orthodoxie les sections du Midi, les dénonça à la police de M. Thiers, incident qui fut rapporté et commenté avec la violence que l'on peut supposer dans plusieurs écrits de Jules Guesde, publiés en Suisse.

Du coup, le conflit qui existait au sein de l'*Internationale*, depuis l'échec de la Commune de Paris, prit une forme passionnée qui fit prévoir un schisme définitif.

Cependant, toutes les sections dissidentes réclamaient un Congrès de l'Association. Il n'y en avait pas eu depuis celui de Bâle en 1869, et les mécontents se concertaient sur l'opportunité d'en convoquer un eux-mêmes, quand Karl Marx décida que les délégués des sections se réuniraient à la Haye du 22 au 29 septembre 1872. Il annonça qu'il assisterait en personne au Congrès. C'était un fait sans précédent, car le fondateur de l'*Internationale* n'avait jamais pris part à ces assises périodiques : médiocre orateur, il craignait d'affaiblir son prestige en défendant verbalement son programme, et laissait ce soin à des disciples sûrs et mieux doués. En outre, depuis quelques années, l'asthme le tourmentait. Mais il lui parut que, cette fois, il ne pouvait se dérober à l'obligation d'être présent.

Du moins, n'épargna-t-il rien pour s'assurer une majorité docile. Les vingt et un membres du Conseil général, qui avaient le droit de vote, se transportèrent au complet à la Haye. Une lettre de Marx à Kügelmann, son correspondant de Hanovre, l'invita à amener le plus de délégués allemands

possible (c'était le seul élément inébranlablement fidèle au chef néo-messianiste). Une autre lettre à Sorge, de New-York, lui dit d'apporter des pouvoirs *en blanc*, au nom des sections américaines, les titulaires devant être trouvés au dernier moment dans l'entourage immédiat du chef. Pour le reste des mandats, le Conseil général se livra à un truquage éhonté : on en aura une idée par ce fait que les 398 sections espagnoles, fortes de 80 000 membres, qui avaient en bloc renié Marx, se virent attribuer *une voix*, tandis que l'unique section, forte de *neuf* membres en tout, que Paul Lafargue, gendre de Marx, avait constituée en Espagne, se vit attribuer *une voix* également. Jamais plus de libertés ne furent prises avec le principe du Suffrage universel.

Par l'emploi de ces procédés, le théoricien du Communisme, qui n'avait même plus derrière lui, en 1872, la dixième partie de l'*Internationale*, disposait néanmoins, par avance, des trois quarts des voix dans le Congrès... Les Italiens, indignés, refusèrent d'y participer. Les fédérations espagnole et jurassienne décidèrent d'assister au Congrès et d'y défendre leur thèse, mais de ne pas prendre part aux votes, ceux-ci étant acquis d'avance et dénués de toute signification.

Les partisans de Karl Marx : Engels, Paul Lafargue, Charles Longuet, Kügelmann, Sorge s'embarrassaient, d'ailleurs, fort peu du suffrage universel. Quand James Guillaume, au nom de la Fédération jurassienne, accusa le pontife révolutionnaire de brimer la majorité du Parti, Sorge répondit brutalement : *Peu importe la majorité ; ce qu'il faut au Parti, c'est une tête, une forte tête, avec beaucoup de cervelle dedans*. Et la plupart des Congressistes, se tournant vers Marx, lui firent une longue ovation... (S'il naît jamais, et c'est chose fort hypothétique, quelque bien du Communisme, ce sera cette réconciliation des masses populaires avec le principe d'autorité, que les philosophes du XVIII^e siècle avaient, croyait-on, sapé pour toujours).

Pas un moment la décision du Congrès ne fut douteuse. Une majorité des trois quarts approuva la doctrine et les actes de Karl Marx, renforça encore les pouvoirs du Conseil général, qui devint omnipotent, et prononça l'exclusion de Bakounine et de James Guillaume, qualifiés d'agents de divi-

sion. Pour mettre l'*Internationale* à l'abri de leurs entreprises futures, un dernier vote transféra à New-York le siège du Conseil général, tout en décidant que la caisse et les archives resteraient à Londres entre les mains de Marx. C'était reconnaître officiellement l'absolutisme de ce dernier sur ce qui restait du parti.

* * *

Si le prestige du chef était sauvegardé par ces mesures radicales, ni lui, ni son entourage ne s'illusionnaient sur la gravité de la situation. Dans une lettre à Sorge, le 14 décembre 1872, Engels reconnaissait franchement *que la partie était perdue en France, en Belgique, en Espagne et en Italie.*

En effet, à l'issue du Congrès de la Haye, les délégués de la minorité s'étaient réunis, avaient signé une protestation relevant les irrégularités commises et avaient décidé d'en appeler à un Congrès régulier. Celui-ci se réunit à Genève, en septembre 1873, et groupa les délégués de sept fédérations : France, Angleterre, Belgique, Hollande, Jura, Espagne, Italie. Seuls, les pays de langue allemande et l'Amérique avaient laissé sans réponse l'appel des amis de Bakounine. Le Congrès prit pour base d'organisation les Statuts de 1864, jamais appliqués par Karl Marx; il décida la suppression du Conseil général et son remplacement par un Bureau fédéral, simple organe de liaison, sans autorité doctrinale ni pouvoirs disciplinaires. Les fédérations furent déclarées pleinement autonomes, chacune étant chargée à son tour de la convocation du Congrès annuel : à la Fédération belge fut confié le soin du Congrès de 1874. En somme, l'*Internationale* continuait à exister, mais sans son fondateur, et soustraite à la direction des groupes occultes qui s'étaient servi d'elle pour l'exécution des desseins néo-messianistes. C'était le triomphe de Bakounine et des mouvements de foule sur Karl Marx et l'esprit de conspiration.

Les partisans de Marx avaient, cependant, tenté un suprême effort en réunissant, à Genève également, en face du Congrès dissident, un Congrès orthodoxe. Jusqu'au dernier moment, ils avaient espéré que certaines fédérations se détacheraient

de l'*Internationale* fédéraliste pour rallier l'*Internationale* unitaire. Mais les délégués de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse allemande et les porteurs des mandats des États-Unis, avaient seuls répondu à l'appel du Conseil général. Encore avait-il fallu truquer, comme à la Haye, pour avoir une majorité dans cette minorité, ainsi que le prouve la correspondance de Becker (représentant de Karl Marx) avec Sorge : *Si la fabrication de délégués n'avait pas réussi, expliquerait-il, nous aurions naturellement rendu impossible la tenue du Congrès, par une retraite facile à motiver* (lettre du 2 septembre 1873). Mais les délégués fabriqués se montrèrent dociles : ils prononcèrent l'exclusion de l'*Internationale* des fédérations qui siégeaient en face, chez Bakounine, maintinrent à New-York le siège du Conseil général, et choisirent également New-York pour lieu du prochain Congrès, fixé à 1875. Le Marxisme, à qui la majeure partie de l'Europe échappait, se réfugiait dans la lointaine et incontrôlable Amérique pour conserver quelque prestige.

Une telle transplantation ne trompa personne, et Karl Marx lui-même comprit que le moment était venu de licencier les troupes qu'il avait levées au meeting de Saint-Martin's Hall. Ne lui resterait-il pas toujours l'organisation secrète du Communisme, telle qu'elle existait entre ses mains depuis 1844, et, derrière celle-ci, les conspirateurs néo-messianistes, obstinés dans leur rêve de destruction de la Société issue du Christianisme?... Aussi, dès le lendemain du double Congrès de Genève, écrivait-il à Sorge, le 23 septembre 1873 : *D'après ma manière de considérer la situation européenne, il est absolument nécessaire de laisser provisoirement passer au second plan l'organisation apparente de l'« Internationale »... Les événements agiront d'eux-mêmes pour sa résurrection sous une forme améliorée. En attendant, il ne faut pas laisser glisser de nos mains les relations avec les individus les plus remarquables dans les différents pays.*

Et Engels, un an plus tard, écrivant à Sorge (lettre du 12 septembre 1874), lui disait :

L'« Internationale » est absolument terminée et finie. Et cela est bon... Le seul pays où l'on pouvait encore faire quelque chose en son nom était l'Amérique. Maintenant le prestige est épuisé

là-bas aussi, et tout l'effort pour lui insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de forces. L'« Internationale » a dominé dix années d'Histoire européenne, d'un certain côté, du côté où est l'avenir, et elle peut fièrement regarder en arrière sur son travail. Mais elle s'est survécue sous sa forme ancienne... Je crois que la prochaine « Internationale » sera, après que les écrits de Marx auront agi quelques années, franchement communiste et plantera nos principes.

De tels aveux suffiraient, à défaut de toutes les preuves que nous avons rassemblées dans cette étude, pour établir le caractère éminemment *conspiratif* du mouvement Marxiste, et pour prouver que, dès son origine, il ne fut qu'une immense mystification du prolétariat. Ce dernier, admis à collaborer à la « forme apparente » de l'*Internationale*, resta toujours, en effet, ignorant de la « forme ancienne » qui était la société secrète néo-messianiste.

* * *

Les lettres de Marx et d'Engels sonnaient le glas de l'organisation *apparente* de l'*Internationale*. Le 15 juillet 1876, la Conférence de Philadelphie enregistra son décès : à l'unanimité des trente membres présents (15 membres du Conseil général, 14 délégués américains et 1 délégué allemand) elle constata que *depuis longtemps le siège central ne recevait plus de cotisations, ce qui montrait que l'Internationale avait pratiquement cessé d'exister.*

Cette dissolution fut interprétée, dans le monde entier, comme l'aveu de la défaite de Marx. En fait, ce dernier avait parfaitement manœuvré, et il tira du licenciement de son armée *visible* un avantage immédiat : ses adversaires, unis contre lui, divisés sur tout le reste, perdirent du coup le seul terrain d'entente qui existât entre eux. Leur *Internationale* fédéraliste entra en décomposition au moment précis où l'*Internationale* unitaire de Marx cessait d'exister. Les Congrès qu'elle tint, Bruxelles (1874), Berne (1875), Gand (1877), et Londres (1878), ne firent que souligner les tendances divergentes et les querelles personnelles des dissidents. Chacun s'improvisait chef d'école, avec des doctrines hâtivement

pillées dans les écrits d'un devancier, et, peu à peu, par la force même des choses, les thèses marxistes réapparaissaient, sans nom d'auteur, et retrouvaient leur ancien succès. Sur le terrain de la propagande, les fédérations, privées de la formidable direction du pontife révolutionnaire, piétinaient dans une immense impuissance. Seul, peut-être, Bakounine eût été capable de rallier ces forces éparses et de leur donner une impulsion unique et un programme d'action. Mais, immobilisé dès 1873 par la maladie, il était mort à Berne, le 1^{er} juillet 1876, et avec lui avait disparu le seul rival capable de faire pâlir l'étoile de Karl Marx.

Dès 1877, ce dernier, qui n'avait eu garde, comme il l'écrivait à Sorge, *de laisser tomber de ses mains les relations avec les individus les plus remarquables dans les différents pays*, jugea le moment venu de manœuvrer la poussière des Fédérations autonomes, en gagnant les chefs, divisés entre eux jusqu'à l'anarchie. Il employa pour cela ses émissaires habituels, qui surent faire jouer les ressorts les plus divers de l'âme humaine. Dans une lettre à Sorge, du 5 novembre 1880, Marx signale le triomphe complet de cette tactique et précise les résultats obtenus :

Tu l'as sans doute remarqué, écrit-il, grâce avant tout à Jules Guesde, qui est passé dans notre camp, et aux travaux de mon gendre Paul Lafargue, l'Égalité est le premier véritable journal « ouvrier » français, au sens large du mot. Benoît Malon également a dû (nous étions pourtant ennemis) faire dans la Revue Socialiste profession de socialisme moderne scientifique, c'est-à-dire « allemand¹ ». Peu après Jules Guesde vint à Londres pour y rédiger avec moi, Engels et Lafargue, un programme électoral pour les ouvriers aux prochaines élections générales. A l'exception de quelques bagatelles que, malgré ma protestation, Guesde a trouvé nécessaire de jeter aux ouvriers français, telle que la fixation d'un minimum légal de salaires, cette pièce très courte se compose, en dehors de quelques mots d'introduction où est défini le but communiste, de revendications qui sont réellement et spontanément sorties du mouvement ouvrier. Cela a été un

1. Ce mot, chez Karl Marx, voile toujours le mot véritable, qui est : « socialisme néo-messianiste ».

coup de force de tirer les ouvriers français de leur nuage de phraséologie pour les ramener sur le terrain de la réalité...

L'Émancipation, qui paraît depuis quelques jours à Lyon, sera l'organe du Parti Ouvrier, qui s'est constitué sur la base du socialisme allemand.

Nous avons eu et nous avons aussi nos champions dans le camps des adversaires eux-mêmes, c'est-à-dire dans le camp radical. Theisz est chargé de la question ouvrière dans l'Intransigeant, organe de Rochefort. Comme la plupart des socialistes français « pensants », il est arrivé proudhonien à Londres, après la défaite de la Commune; là, il a été absolument transformé par ses relations personnelles avec moi.

D'autre part, mon gendre Charles Longuet a abandonné sa place de professeur à King's College, est rentré à Paris... où il est devenu un des plus influents rédacteurs de la Justice, de Clemenceau, chef de l'extrême-gauche. Il a si bien travaillé que Clemenceau, qui encore au mois d'avril dernier se prononçait contre le socialisme, et pour une conception républicaine à la mode américaine, vient, dans son dernier discours prononcé à Marseille contre Gambetta, de passer à nous, aussi bien quant aux tendances générales, que par rapport aux points essentiels. Qu'il tienne ou non ce qu'il promet, en tout cas il a introduit notre élément dans la parti radical, dont les journaux admirent maintenant, d'une façon comique, dans la bouche de Clemenceau, ce qu'ils ignoraient ou raillaient comme mot d'ordre du Parti Ouvrier.

Je n'ai pas besoin de te dire (car tu connais le chauvinisme français) que les ficelles secrètes au moyen desquelles ces leaders, de Guesde et Malon jusqu'à Clemenceau, ont été mis en mouvement, doivent rester entre nous. Il n'en faut pas parler. Quand on veut agir chez messieurs les Français, il faut le faire anonymement pour ne pas choquer le sentiment national.

Malgré ces recommandations de discrétion, Karl Marx ne pouvait pourtant s'empêcher de raconter, avec une joie narquoise, le détail des achats de conscience qu'il annonçait à son représentant aux États-Unis : ils n'étaient un mystère pour aucun de ses intimes.

Pour Benoît Malon, la chose avait été très simple. L'homme

était pauvre; il avait cruellement souffert en exil; il vivait de sa plume, mal, car les journaux socialistes étaient rares, alors, et ne payaient guère. D'autre part, s'il avait partagé le ressentiment des vaincus de la Commune contre Karl Marx, il ne niait point sa supériorité intellectuelle. Quelques subsides, adroitement remis, fléchirent son courroux : il consentit à rentrer au bercail marxiste et y ramena bon nombre de brebis avec lui.

Le cas de Jules Guesde était plus complexe. Il avait été, aux jours du schisme de l'*Internationale*, l'ennemi le plus violent de Karl Marx, auquel il reprochait d'avoir livré à la police les fédérations d'Espagne et du midi de la France. Après la mort de Bakounine, il semblait désigné pour lui succéder comme leader du socialisme révolutionnaire. Mais l'anarchie régnait dans l'*Internationale* fédéraliste, chacun y parlait haut et Guesde n'obtint pas le rang et l'influence auxquels il estimait avoir droit. Il en fut ulcéré. Sans rancune visible quand il s'agissait d'un résultat à obtenir, Marx lui dépêcha alors un de ses collaborateurs, Hirsch, qui entreprit le siège du mécontent et lui dit la haute estime où le fondateur de l'*Internationale* n'avait cessé de le tenir malgré leur différend. Il lui montra Marx, malade, vieilli, aspirant à choisir Guesde pour son successeur. Il fit tant que, comme nous l'avons vu dans la lettre de Marx à Sorge, Guesde vint à Londres... Il y trouva, chez Marx, ce Dentraygues, qui avait livré à la police de Thiers les sections du Midi. L'ambition parlait : Guesde serra la main de Dentraygues et devint le disciple docile de l'auteur du *Kapital*...

* * *

Quand il eut fait de Jules Guesde son instrument docile, Karl Marx donna l'ordre à tout ce qui restait de Marxistes en France de se rallier autour de lui : et ce fut au Havre, en 1880, la création de la *II^e Internationale*, sous le nom de *Parti Ouvrier français*. Quelques dizaines de sections existaient à peine, assez inégalement réparties sur le territoire, et une longue besogne de préparation eut été nécessaire. Mais le prophète néo-messianiste sentait ses forces décliner

et il voulait, avant de mourir, voir partir la deuxième vague d'assaut. Il pécha, cette fois, par impatience.

Le premier choc fut peu encourageant.

Jules Guesde, inaugurant une tactique souvent imitée par la suite, avait offert à toutes les organisations socialistes existant en France de constituer un *front unique* prolétarien. Ce fut l'échec. Un Congrès national s'assembla bien, à Reims, le 30 octobre 1881 ; mais les souvenirs de 1870 étaient encore vivants en France, et le rôle germanophile de Marx présent à tous les esprits. Une majorité écrasante rejeta le programme communiste, défendu par Guesde, et adopta pour organe *Le Prolétaire*, de Paul Brousse, adversaire déterminé de Marx et de la Révolution sanglante. On acclama le programme de Brousse ainsi formulé : *Il faut fractionner le but jusqu'à le rendre possible !* Et il ne resta aux Marxistes d'autre ressource que de flétrir leurs adversaires du nom de *possibilistes*, à peu près comme, aujourd'hui, ils les traitent de *réformistes*.

Au mois d'octobre 1882, au Congrès de Saint-Etienne, la tension s'aggrava entre les deux tendances : les Marxistes, ayant voulu maintenir leur point de vue, furent exclus par 80 voix contre 24 et obligés d'aller tenir à Roanne un Congrès séparé. La *II^e Internationale* débutait mal.

Cet échec affecta profondément Karl Marx et précipita sa fin. Depuis quelques années, les crises d'asthme dont il souffrait étaient devenues plus nombreuses et plus violentes : il les aggravait encore en fumant sans cesse un atroce tabac noir, pour lequel il avait une affection particulière — seule passion matérielle qu'on ait jamais connue à ce dévoyé de l'esprit. Un travail cérébral écrasant et une vie sédentaire achevaient de l'épuiser. Il mourut le 14 mars 1883, ne pensant qu'à son œuvre, et instituant Frédéric Engels pour son continuateur.

Aux dernières heures de sa vie, Marx parut retrouver la confiance et la sérénité qui l'avaient quelque peu abandonné depuis le funeste résultat de sa lutte contre Bakounine. Il s'éteignit en prophète, avec la majesté d'un *Nabi* d'Israël, évoquant, au cours de ses derniers entretiens, le souvenir du *ghetto* natal, de cette Allemagne qui fournissait maintenant au Marxisme ses bataillons les plus fidèles.

Et ce n'était pas l'Allemagne seulement qui venait au néo-messianisme : la Commune avait tenu Paris une première fois ; elle l'avait couvert de sang et à demi-brûlé ; elle le tiendrait bien une fois encore ! Marx regardait aussi vers la Russie. Entrant dans l'éternité comme un César romain dans son apothéose, Karl Marx mourant entrevit sans doute les sacrifices sanglants que lui offriraient un jour ses adeptes russes, revenus aux âges barbares de l'Humanité.

« Sacrifices sanglants » doit être pris, ici, non seulement au figuré, mais dans un sens littéral. La *Pravda* de juin 1924 ne nous rapporte-t-elle pas qu'un communiste russe, du nom de Poutiatine, a amené devant une statue de Karl Marx, choisie pour lieu du sacrifice, sa propre fille âgée de neuf ans. Là, après avoir évoqué la mémoire du pontife du Communisme, il a coupé la gorge à son enfant. Interrogé sur les mobiles de son acte, il a répondu qu'il avait conscience d'avoir bien agi, parce que la petite persistait, malgré son ordre, à fréquenter les églises, et même à prier, le soir, devant une petite icône de la Sainte Vierge, qu'il avait trouvée cachée sous son oreiller.

* * *

Ainsi passa Karl Marx, comme passent la peste et l'incendie, et il n'y eut rien de changé dans le néo-messianisme : après Henri Heine, il y avait eu Marx ; après Marx, il y eut Engels. Les doctrines de mort sont aussi tenaces que les maladies infectieuses.

Comme si la fortune avait voulu ensoleiller les débuts du principat d'Engels, elle lui fournit l'occasion d'un éclatant succès : la France était alors en proie à une violente campagne antireligieuse, déchaînée par les partis de gauche, enfin solidement installés au pouvoir. On chassait les congrégations, on confisquait leurs biens, et, comme il fallait, pour leur appliquer la législation nouvelle, une magistrature docile, on suspendait l'inamovibilité des magistrats et l'on écartait ceux dont la conscience parlait trop haut. Tout cela n'allait pas sans résistances, parfois violentes. Pour imposer silence aux catholiques, un des hommes les plus caractéristiques

du nouveau régime. M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur, proposa aux révolutionnaires une alliance tacite : les bandes rouges descendraient dans la rue, manifesteraient, commettraient des violences anticléricales; et, en échange de leur appui, le gouvernement de la République leur accorderait une loi exemptant du droit commun les Syndicats ouvriers. C'était l'éponge passée sur le grand drame de la Commune et l'annonce d'une nouvelle campagne d'agitation ouvrière.

D'éloquents déclamations et une grande affectation d'amour pour le peuple masquaient la véritable portée de cette initiative. En réalité, la loi du 21 mars 1884, résultat des tractations de M. Waldeck-Rousseau avec les révolutionnaires, marquait une redoutable déviation de l'idéal corporatif. Elle donnait aux Syndicats ouvriers tous les droits, leur facilitait toutes les agitations, rendait inévitables la fondation des Bourses du Travail et d'une C. G. T.; mais elle leur interdisait de posséder autre chose qu'un local pour leurs réunions et une bibliothèque... Il fallait que le prolétariat restât pauvre pour qu'il fût docile aux excitations de ses meneurs. Nous avons vu Napoléon III commettre, par philanthropie mal comprise, une grosse erreur, et le pays en porter la peine; la loi Waldeck-Rousseau, elle, fut un crime politique et social parfaitement conscient.

Et ce crime porta ses fruits. Les années suivantes furent marquées par un formidable accroissement de l'agitation ouvrière dans tout le pays, par des grèves sanglantes, des conflits avec l'Armée. Du coup, on vit fléchir la résistance qu'avaient rencontrée Karl Marx et Guesde lors de la tentative de fondation de la *II^e Internationale*, en 1880. Pour des esprits aigris, surexcités, lorsque le Français devient l'ennemi, l'Allemand n'est pas loin d'être un allié.

On le vit bien le 14 juillet 1889. Ce jour-là, choisi parce qu'il était le centenaire de la prise de la Bastille, le Parti Ouvrier Français ouvrit les bras aux Marxistes d'Allemagne et d'Autriche dans un Congrès tenu à Paris, salle Pétrelle. Le temps et la loi Waldeck-Rousseau avaient fait leur œuvre sur les ouvriers français : les disciples allemands de Marx, les Liebknecht, Bebel, Bernstein, Wolmar, Adler père, furent

reçus par des acclamations... En vain, un ancien membre de la Commune, Protot, qui n'avait pas oublié 1870, adressa-t-il au Prolétariat français le solennel avertissement suivant : *Le Marxisme est l'agent salarié de l'Allemagne : fuyez son drapeau et ses partisans. Son vrai drapeau, c'est l'aigle noir de Prusse qui, trois fois en soixante-quinze ans, déchira le cœur de la France. Ses partisans, les délégués au Congrès Marxiste de Paris, sont quatre-vingt-dix ennemis de notre pays, parmi lesquels soixante officiers et sous-officiers de la Landwehr impériale. N'entrez pas dans leurs rangs ! Au nom de la Patrie française, au nom de la République sociale, n'égarez pas vos voix sur un auxiliaire de la Chancellerie allemande.*

Vains avertissements, que personne n'écoutait plus ! La II^e Internationale était née ; elle comptait déjà huit députés marxistes dans la Chambre française ; elle allait préciser sa doctrine et constater chaque année ses progrès dans les Congrès de Halle (1890), de Bruxelles (1891), de Marseille (1892), de Zurich (1893). Plus intransigente que ne le fut jamais la I^{re} Internationale, elle excommunait quiconque n'acceptait pas le *Kapital* pour Évangile et la Dictature du Prolétariat comme moyen de gouvernement.

Quand Engels mourut à son tour, en 1895, le néo-messianisme disposait dans le monde d'une puissance formidable, capable de troubler tous les États, et peut-être d'en conquérir un : c'est ce qui a fini par arriver en Russie, où l'œuvre sanglante de Lénine a réalisé, un tiers de siècle après la mort de Karl Marx, les rêves les plus terribles du prophète communiste.

JUDAÏSME ET SOCIALISME

HENRI HEINE, KARL MARX ET LE JUDAÏSME

Notre collaborateur, M. le rabbin Liber, à la suite de la publication des articles de Salluste sur Henri Heine et Karl Marx nous a adressé l'étude qu'on va lire. La Revue de Paris qui n'a que le souci de faire la lumière sur les points controversés de l'histoire accueille bien volontiers la communication de M. Liber, à laquelle Salluste répondra lui-même dans le prochain numéro (N. D. L. R.).

En une série d'articles dont la *Revue de Paris* a commencé la publication dans son numéro du 1^{er} juin 1928, Salluste a prétendu établir, sous couleur d'éclairer « les origines secrètes du bolchevisme » : 1^o que Karl Marx, le chef de la première Internationale, a tiré « les inspirations et l'aide matérielle qui lui permirent de formuler le programme de communisme et de le propager dans le monde » d'une « force occulte¹ » ; 2^o que l'association secrète en question était l'*Union des Juifs pour la civilisation et la science* ; 3^o que l'intermédiaire entre cette Union et Karl Marx ne fut autre que le poète Henri Heine, correspondant à Paris de ladite Union.

Si invraisemblables qu'elles soient à première vue, il importe de soumettre à un examen critique ces assertions sensationnelles.

1. A moins d'indications contraires, les citations entre guillemets sont tirées de l'article de Salluste.

I

LA SOCIÉTÉ POUR LA CIVILISATION ET LA SCIENCE
DES JUIFS

La Société visée par Salluste a effectivement existé et elle est bien connue des historiens du judaïsme. Ses statuts et ses travaux ont été publiés; bref, elle n'a rien d'occulte¹. Seulement Salluste (ou son informateur) en a altéré le caractère et jusqu'au titre. Elle s'appelait non point « Union des Juifs pour la Civilisation et la Science », mais « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs », en allemand *Verein für Kultur und Wissenschaft der Juden*. D'un mot mis en sa place apprenez la valeur : l'association mise si inopinément en cause n'était pas une « société des Juifs pour la civilisation et la science », mais une « société pour la civilisation et la science des Juifs », c'est-à-dire qu'elle avait pour but non pas de propager parmi les chrétiens je ne sais quelle civilisation ou science juive, mais de propager parmi les Juifs la science et la civilisation, en somme la culture moderne. Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance de la distinction. C'est si peu la même chose que c'est plutôt le contraire.

Mais il ne sera pas inutile, puisqu'aussi bien la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » intéresse l'histoire du judaïsme moderne — du judaïsme réintégré dans la société d'où il était exclu depuis des siècles — d'expliquer la genèse et le but de cette association, fondée à Berlin, le 7 novembre 1819.

Les Juifs de Prusse traversaient alors une crise politique et morale. La Révolution et même Napoléon avaient fait luire en Allemagne l'espoir de la libération. Sous l'influence française, plusieurs États allemands avaient reconnu plus ou moins libéralement les droits des Juifs. Même la Prusse, se rajeu-

1. Sur cette société et sur Léopold Zunz, voir Ad. Strodtmann, *H. Heine's Leben und Werke*, t. I (3^e édition, 1884), p. 275-335; la notice de D. Kaufmann sur Zunz dans l'*Allgemeine Deutsche Biographie*, t. XLIV, p. 490 et suiv., ainsi que les historiens du judaïsme moderne, Graetz, M. Philippson et S. Dubnow.

nissant au lendemain d'Iéna, avait à moitié émancipé ses habitants juifs et ceux-ci avaient combattu avec une ardeur patriotique à Waterloo. Mais la réaction européenne qui suivit la chute de Napoléon commença par s'en prendre aux Juifs; la politique réaliste de la Sainte-Alliance et l'engouement romantique pour le moyen âge germanique conspiraient pour écarter les Juifs de l'État et de la société; des troubles antijuifs éclatèrent même en août 1819 dans plusieurs villes. Les Juifs cultivés, ceux qui avaient déjà goûté aux fruits de la civilisation, étaient désorientés; beaucoup se faisaient baptiser pour échapper à leur fausse position : le certificat de baptême leur servait de « billet d'entrée pour la culture européenne », suivant le mot de Heine, qui devait lui-même être entraîné par le courant. Quant aux classes populaires, puisque l'État chrétien s'en désintéressait, elles risquaient d'être rejetées dans l'ignorance et la superstition d'où Mendelssohn et ses disciples avaient commencé à les tirer.

C'est alors qu'un petit groupe de Juifs berlinois résolut de sauver la situation en ralliant autour du judaïsme les forces qui allaient se perdant, de réveiller parmi l'élite les sentiments de fidélité et de dignité, et de lui assigner comme mission la tâche de répandre parmi les coreligionnaires moins favorisés la civilisation moderne et les connaissances utiles. Il s'agissait, en somme, comme l'expliquent les statuts, de réformer le judaïsme pour mettre « en harmonie les Juifs avec le temps et les États dans lesquels ils vivent ». Rien, absolument rien ne permet d'affirmer que la société poursuivait un but occulte, opposé à celui-ci, et qu'elle « visait surtout à faire pénétrer dans la civilisation issue du christianisme des idées spécifiquement juives qui en provoqueraient peu à peu la dissolution ». Bien loin de vouloir introduire dans la chrétienté les idées soi-disant subversives du judaïsme, les fondateurs de la société rêvaient de régénérer le judaïsme au contact de la civilisation issue du christianisme (ou plutôt associée à lui).

Tout ce que nous savons de ces fondateurs — et ce ne sont pas des inconnus — exclut l'hypothèse d'une activité révo-

lutionnaire ou non, secrète. Le président, Édouard Gans (1727-1839), était un juriste tout fêré de Hegel; sa science du judaïsme était plutôt médiocre et il connaissait mieux le droit romain que le droit talmudique.

Par contre, Léopold Zunz (1794-1886) est un des plus grands savants juifs; il est le fondateur de la science du judaïsme. Érudit impeccable, critique perspicace, écrivain substantiel et nerveux, il avait un esprit fier et susceptible, un caractère hautain et ombrageux, qui l'écartaient des agitations politiques. Hébraïsant et prédicateur, s'il « fut amené à renoncer par deux fois aux fonctions de rabbin à Berlin (1822), puis à Prague (1835) », ce ne fut pas à cause de je ne sais quelles idées particulières, comme l'insinue Salluste, mais uniquement parce qu'il était trop fier pour accepter certaines compromissions. Il s'en est expliqué dans une lettre intime écrite à Prague et publiée après sa mort¹: « Mes opinions et mes principes s'accordent mal avec l'état politique et religieux des gens d'ici. Il vaut mieux que je m'en aille. Je ne saurais me soumettre à MM. les rabbins et administrateurs de la communauté. Je puis employer mon temps plus utilement qu'à jouer la comédie ».

Si Zunz ne se mêla pas à la politique active, nous connaissons ses idées par quelques discours et conférences qu'il fit dans des sociétés populaires ou dans des réunions électorales entre 1848 et 1865 (aucune trace d'activité politique avant cette date et cela se comprend : c'est la Révolution de 1848 qui a « donné de l'air » aux Juifs allemands)².

Pour lui, l'avenir est à la liberté et à l'amour. La loi doit reposer sur la volonté nationale; l'ordre, sur l'obéissance volontaire. Les droits de l'homme sont indépendants de toute secte et de toute classe; aucune classe ne saurait avoir plus de droits qu'une autre. L'État doit être démocratique : la liberté n'est possible que dans l'égalité de tous les citoyens; il n'existe pas de riches et de pauvres : il n'y a que des hommes. L'État doit être fondé sur le droit; le progrès, la liberté et la vérité doivent être le corps et l'esprit de la Constitution. L'Église et l'armée ne doivent pas être des corps privilégiés (nous sommes en Prusse) si l'on tient à la liberté et à la Constitution;

1. *Briefwechsel zwischen Heimann Michael und Leopold Zunz*, éd. A. Berliner (Francfort, 1907), p. 39.

2. Voir *Gesammelte Schriften*, t. I (Berlin, 1875), p. 301 et suiv.

tout individu doit être considéré à la fois comme un homme, comme un travailleur et comme un citoyen; le commerçant est aussi un producteur — le commerce est un instrument de progrès. — Si le progrès n'était pas contrecarré par les situations acquises, l'intérêt et la passion, les révolutions se feraient sans heurt, mais puisque la lutte est une loi de l'évolution, la Révolution de 89 devra s'étendre au monde entier pour assurer la liberté de penser et de parler, la liberté de la presse et la liberté d'association, ainsi que la liberté religieuse. Quand l'État fondé sur le droit sera ainsi instauré dans toute l'Europe, « la Révolution » sera close; le droit et l'autorité régneront à la fois; la démocratie sera victorieuse.

Ces idées, que nous avons résumées par des citations littérales, ne sont assurément pas très originales : ce sont celles d'une « vieille barbe de 48 ». Mais elles sont à l'antipode de celles de Karl Marx et l'idée même d'une lutte de classes, dénouée par une révolution sociale, est étrangère à Zunz au moment même où les communistes propagent l'idée d'une Association internationale des Travailleurs. Et voilà « l'inspirateur de Karl Marx »¹.

Mais si Zunz n'a pas passé son temps à inspirer « néo-messianistes » et socialistes, qu'a-t-il donc fait au cours de sa longue existence? Je l'ai déjà dit : il a créé la science moderne du judaïsme. Il a vécu pour elle; elle a été, suivant ses propres expressions, sa consolation et son soutien. Avec une application de bénédictin, avec la longue patience du génie scientifique, il a exploré l'immense littérature juive, imprimée et manuscrite, pour en tirer ses travaux fondamentaux sur l'histoire de la prédication chez les Juifs (1832), sur les rabbins français, allemands et provençaux du moyen âge (1845), sur la poésie synagogale (1855), les rites de la Synagogue (1859) et les poètes liturgiques (1865). En marge de ces livres, plus de cinquante mémoires et notices ont été

1. Zunz a été en relations avec des hommes politiques allemands, comme Varnhagen et Guillaume de Humboldt, mais jamais avec des socialistes. Salluste avance qu'il « prit contact » avec le révolutionnaire russe Alexandre Herzen, lequel serait fils « d'une mère juive allemande ». Deux erreurs. La mère juive de Herzen est une invention des antisémites russes : cette mère s'appelait Henriette-Wilhelmine-Luise Haag; elle était chrétienne et wurtembergeoise. (Voir Lemké, *Œuvres complètes de A.-J. Herzen*, t. I [Saint-Petersbourg, 1909], p. 4). D'autre part, j'ai fait faire, à Berlin, des recherches dans le journal où Zunz consignait avec la plus grande minutie toutes les visites qu'il recevait : aucune mention de Herzen dans les années 1846-47.

réunis en trois volumes (1875-1876). Mais déjà sa joie de travailler étant tombée, à la suite de la mort de sa femme, comme un chêne frappé de la foudre, il resta encore dix ans debout, mais sans porter de fruits. Une telle vie, une telle activité sont insoupçonnables.

Le troisième créateur de la société berlinoise, Moïse Moser (1796-1838), était comptable et fondé de pouvoirs dans une banque; il s'intéressait à la philosophie et aux mathématiques. C'était une nature noble et réservée, qu'effarouchait l'agitation de la vie publique. Il comprit et estima pourtant Heine, qui avait un tout autre caractère et qui l'a appelé « l'édition de luxe correcte d'un homme véritable, l'homme de la liberté et de la vertu, l'épilogue vivant de Nathan le Sage ».

Ce fut Moser qui introduisit, en août 1822, Heine dans la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs ». La société ayant organisé des cours, le jeune poète fut chargé d'enseigner l'histoire, la littérature, l'allemand et le français. Un de ses élèves a noté bien plus tard l'impression de ces leçons¹. Heine enthousiasmait ses jeunes auditeurs en célébrant les exploits des Germains d'autrefois; il avait les larmes aux yeux en leur racontant les luttes d'Arminius contre les Romains. Il parlait rarement de politique et de religion; il déplorait qu'on ne trouvât de la tolérance envers les Juifs que chez quelques chrétiens vraiment généreux; pourtant le judaïsme repose sur ce principe : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même. » — Voilà l'enseignement donné à la société qui, d'après Salluste, a inspiré le communisme.

En dehors de cours pour la jeunesse et les adultes, la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » commença en 1822 à publier un organe, dont le rédacteur était Zunz. C'était la « Revue de la Science du judaïsme » (*Zeitschrift für die Wissenschaft des Judentums*). Il a paru de cet organe deux volumes (les fonds manquèrent pour continuer); voici la table des matières² :

1. Voir G. Karpeles, *Heinrich Heine* (Leipzig, 1899), p. 61 et suiv.

2. Cette Revue est à la Bibliothèque Nationale. Cote : 8° H. 19 665.

Sur la notion d'une science du judaïsme :

Législation romaine sur les Juifs;

Lettres sur la lecture de l'Écriture sainte, avec une traduction des chapitres VI et VII de Michée;

Leçons sur l'histoire des Juifs dans le nord de l'Europe et dans les pays slaves;

Sur les noms de lieux espagnols qui figurent dans la littérature juive;

Sur la croyance des Juifs à un futur Messie;

Salomon ben Isaac, surnommé Raschi (rabbin français du XI^e siècle);

Compte rendu d'un ouvrage sur les droits civiques des Juifs;

Principes d'une future statistique des Juifs.

Le seul article qui puisse nous intéresser ici — et qui est d'ailleurs fort peu intéressant — est celui qui est consacré au messianisme. Il a pour auteur Lazarus Bendavid, un disciple de Mendelssohn. L'auteur s'efforce de montrer, pour répondre à l'orientaliste français Silvestre de Sacy, que la croyance à un Messie futur ne doit pas être considérée comme un élément essentiel de la religion juive et, conclut-il, « qu'on n'en veuille pas au Juif s'il trouve son Messie en ce que de bons princes l'ont mis sur le même pied que les autres citoyens et lui ont donné l'espoir d'obtenir tous les droits des citoyens en en remplissant tous les devoirs ». Ce « néo-messianisme » est plat et vraiment peu subversif.

L'organisation des cours et la publication de la Revue n'étaient pas les seuls objectifs de la société; elle se proposait encore de fonder des écoles normales, des académies, de favoriser l'exercice des métiers, des arts et de l'agriculture chez les Juifs, etc... Mais les ressources faisaient défaut à la Société. Celle-ci avait péniblement recruté à ses débuts 80 membres et la plupart des riches s'en tenaient à l'écart.

En 1823, Zunz publiait un appel de fonds à la fois découragé et fier¹. L'appel ne fut pas entendu. En 1824, la dissolution de la Société fut prononcée. Ses membres se dispersèrent. Gans, peu après, se convertit et fut alors jugé digne d'occuper une chaire de droit à l'Université de Berlin. La liquidation de la Société n'enrichit pas Zunz : en 1832, le fondateur de la science juive était sans ressources et il solli-

1. Réimprimé dans ses *Gesammelte Schriften*, t. II (Berlin, 1876). p. 221.

citait avec insistance un emploi de 25 marks par semaine¹. Quand à la Société, elle n'a plus jamais donné signe de vie... jusqu'à l'article de Salluste.

II

HENRI HEINE ET LE JUDAÏSME

Mais la trouvaille la plus admirable est celle de l'agent de liaison et de... paiements entre la société juive défunte en 1824 et l'organisation socialiste fondée en 1864; ce singulier fidéicommissaire serait Henri Heine.

Pauvre Heine! Le caractère, chez lui, n'était pas à la hauteur du talent et la vertu n'était pas son fort. Mais cette disgrâce posthume pouvait lui être épargnée : elle ne repose sur aucun fait authentique, elle est contraire à tout ce que l'on sait de l'homme, du juif, du penseur².

Poète, Henri Heine n'était pas désintéressé. Il est admis aujourd'hui que, pour vivre, il reçut des subsides du gouvernement de Louis-Philippe et même de la Cour autrichienne. S'il avait reçu, pour les transmettre, des fonds d'une société juive, il lui en serait resté quelque chose. Je ne sache point que les « courriers de Moscou » soient de pauvres hères. Or, Heine n'a jamais vécu dans l'abondance. C'est dire que le Pactole qui coulait de Berlin à Paris entre 1824 et 1864 ne passa pas chez lui.

Le mobile de l'intérêt étant écarté, peut-on expliquer par les idées de Heine sa prétendue collusion avec Karl Marx et la première Internationale? Quelles idées? Sa

1. Voir *Briefwechsel*, p. 3, et Kaufmann, article cité. L'agonie et la mort de la Société sont décrites avec amertume par Zunz dans une lettre à son ami Wohlwill (elle a été publiée par Strodtmann, I, 316-7).

2. Sur Henri Heine et le judaïsme, voir l'ouvrage d'Ad. Strodtmann déjà cité 2 vol. (3^e édit., Hambourg, 1884); Gaetz, *Geschichte der Juden*, t. XI, p. 381 et suiv., et les travaux de G. Karpeles, notamment : *Heinrich Heine, Aus seimen Leben und aus seiner Zeit* (Leipzig, 1899). On trouvera les textes de Heine relatifs au judaïsme dans le recueil de Hugo Bieber, *Heinrich Heine : Confessio Judaica* (Berlin 1925). — De Karpeles s'est servi, en le nommant, L. Laloy, *Ecrits juifs de Henri Heine* (Paris, 1926); de Laloy s'est servi, sans le nommer, Salluste.

position vis-à-vis du judaïsme ou son attitude vis-à-vis du christianisme?

Pour Salluste, « le cas de ce fils d'Israël... est tout à fait caractéristique au point de vue néo-messianiste » et la preuve, n'est-ce pas, c'est que, même après sa conversion au protestantisme, il se retrouvait avec ses frères le soir « chez le rabbin Rintelsohn pour apprendre l'hébreu et le Talmud. » Imagination pure. Le « rabbin Rintelsohn » n'était pas un rabbin, mais un simple maître d'hébreu, qui donna des leçons aux enfants Heine; mais le jeune « Harry » était si occupé au lycée qu'il devait rester bien peu de temps pour les choses juives. Son cousin Hermann Schiff a peut-être exagéré en affirmant qu'il n'était même pas capable de dire les prières qu'on apprend aux enfants juifs; mais il est certain qu'il ne connaissait pas le Talmud ni, autant que je puis voir, aucun autre ouvrage de la littérature rabbinique en original (et les traductions en étaient fort rares à cette époque).

Il était déjà assez déjudaïsé et fort germanisé quand il fut attiré par Moser à la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs ». Il en fit partie pendant quelques mois, entrecoupés de voyages et d'autres travaux. En fut-il néanmoins « un des plus enthousiastes adeptes »? On ne le croirait guère à lire les épigrammes dont il a criblé les principaux membres de la Société. S'il est inexact de le représenter comme le « correspondant » et l'« ami » de Zunz, il est certain que ce fut dans le cercle de ce grand savant qu'il se frotta d'histoire et de littérature juive, non point pour alimenter une doctrine politique qu'il n'a jamais professée, mais pour corser sa poésie de thèmes lyriques et satiriques. La seule œuvre juive de quelque envergure qu'il conçut alors fut le *Rabbi de Bacharach* (1824); mais ce roman historique l'ennuya bientôt et il est resté inachevé.

Il en avait assez, du reste, d'être juif et, puisque « le judaïsme n'est pas une religion, mais un malheur », il se fit protestant en juin 1825. On imagine quels sentiments devait inspirer à un homme droit et fier comme Zunz l'apostasie de celui qui, en adhérant à sa Société, avait prêté serment de fidélité au judaïsme. Les Juifs, qui ne font pas de prosélytisme

depuis des siècles, éprouvent — on le leur pardonnera — du mépris à l'égard de ceux qui abandonnent le judaïsme encore persécuté pour embrasser la religion dominante. La postérité juive a pu se montrer indulgente et même quelque peu fière à l'égard de ce fils prodigue, qui n'est jamais retourné au bercail; les contemporains le tenaient à l'écart. Lui-même d'ailleurs continua à tourner le dos au judaïsme. Pendant son séjour à Paris, il ne fréquenta guère, en fait de Juifs, que des irréguliers comme Alexandre Weill. Il continua à vivre, en compagnie d'une catholique épousée à l'église, à l'écart de la communauté juive; il mourut (trente-deux ans après la Société de Berlin) en dehors de la Synagogue, et conformément à ses dernières volontés, ne fut pas inhumé dans le carré israélite du cimetière Montmartre. La « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » était bien mal représentée à Paris.

Si, dans les dernières années de sa vie, Henri Heine, sous le poids de la réflexion et l'aiguillon de la souffrance, manifesta des velléités de « retour à Jéhovah », il a toujours affecté un air de supériorité à l'égard du judaïsme, qui ne permettait pas de mener la grande vie ni de faire une belle carrière, et un souverain mépris envers les Juifs qui réussissent dans les affaires et ne sont pas tous des mécènes. Il n'est pas question de nier ce que son tempérament et son esprit doivent à son origine juive : elle ne l'a pas empêché de vilipender les Juifs et le judaïsme et on a pu écrire toute une brochure sur Henri Heine antisémite¹.

Voici au moins quelques textes édifiants :

Les Juifs sont ici (à Lunebourg, 1823) comme partout, des trafiquants crasseux et dégoûtants (Lettre à Moser).

Je suis convaincu qu'Israël n'a jamais donné d'argent sans qu'on lui ait arraché les dents de force comme au temps des Valois². Il est prouvé qu'on trouve ça et là des exemples où la vanité a su ouvrir les poches des Juifs; mais alors leur libéralité était plus repoussante que leur laderie (*Lettres de Paris*).

1. Voir J. Staarstecher, *Henrich Heine der Antisemit und Nihilist* (Cologne, 1893).

2. Heine fait sans doute allusion à ce roi d'Angleterre qui, pour obliger un riche Juif à dévoiler sa cachette, lui fit arracher les dents une à une.

Alors sortit un peuple d'Égypte, patrie des crocodiles et des prêtres, et, en plus des maladies de peau et des vases volés, il apporta une prétendue religion positive, une prétendue église, une charpente de dogmes auxquels on devait croire et de cérémonies qu'on devait observer — le modèle de la future religion d'État. Alors naquit le « courtage humain », les convertisseurs, l'intolérance et toutes les saintes abominations qui ont coûté à l'humanité tant de sang et de larmes. Et toujours indestructible, ce peuple-momie qui erre sur la terre, enveloppé de ses langues antiques, fragment pétrifié d'histoire, fantôme qui, pour vivre, fait le commerce de billets et de vieux pantalons (*La ville de Lucques*).

Les sorties de ce genre contre tel juif qui a déplu à Heine, sont trop nombreuses pour être relevées. Même en faisant la part de l'ironie, des excès de langage et même d'un certain déséquilibre intellectuel, on est obligé de constater qu'on trouve chez ce « fils d'Israël » tout le vocabulaire anti-sémite.

Il est vrai qu'il a aussi raillé et honni le christianisme. Salluste en a conclu que, ennemi du christianisme, donc de la civilisation, Heine est en cela l'interprète du judaïsme. Mais, d'abord, la civilisation ne se confond pas avec le christianisme. La civilisation moderne est issue d'Athènes, de Rome et de Jérusalem à la fois et peut-être les éléments les plus civilisateurs du christianisme sont-ils ceux qu'il doit au judaïsme, son premier père. Henri Heine le savait bien, lui qui confondait dans ses diatribes le judaïsme avec le christianisme. Fils intellectuel de Goethe et de Voltaire, bien plus que du judaïsme ancien ou moderne, Heine, au fond, est surtout un païen, doublé d'un anticlérical. Sa critique des Églises n'est pas inspirée par la Synagogue (qu'il mettait dans le même sac qu'elles), mais par les idées des philosophes du XVIII^e siècle. Ce n'est pas un juif qui a dit : « Écrasez l'infâme ! » Heine n'est ici ni l'élève du « rabbin » Rintelsohn, qui ne connaissait pas l'histoire, ni le fidèle de Zunz, qui ne combattait aucune religion ; il est l'héritier de Voltaire et de Diderot, de Lessing et de Goethe.

« Poète fourvoyé dans la politique », suivant l'expression de M. Henri Lichtenberger, Henri Heine se lança dans la

lutte des partis; mais s'il fut attiré au socialisme, il ne s'arrêta pas au communisme¹.

Venu en France au lendemain de la Révolution de Juillet, sans doctrine bien arrêtée — Zunz avait oublié de lui donner ce viatique, — il fut séduit par le saint-simonisme, qui jouissait alors d'une certaine vogue, et il comprit que les problèmes économiques et sociaux primaient la question purement politique. Encore est-il que l'idéal plutôt utopique de la religion saint-simonienne captiva le poète romanesque au moins autant que ses réalisations sociales. En tout cas, son socialisme d'alors n'a rien de violent. « Il répudie, écrit M. Lichtenberger, tout appel à la force; il proclame bien haut qu'il ne songe pas à faire de l'agitation politique, ni à révolutionner les masses. Enfin et surtout, il se refuse absolument à s'inféoder à un parti politique quelconque... Il souhaite le triomphe d'une religion et non pas du tout la conquête du pouvoir par telle ou telle fraction de ses compatriotes ». Karl Marx pensera et parlera différemment.

Marx, qui le rejoignit à Paris en 1843, semble avoir exercé alors, avec son tempérament autoritaire et impérieux, une certaine influence sur notre révolutionnaire idéaliste. Heine se laisse entraîner dans la lutte contre les pouvoirs établis, et « pour combattre la réaction piétiste et féodale qui se déchaînait en Prusse, il n'hésite plus à marcher la main dans la main avec les plus redoutables révolutionnaires » (Lichtenberger). Mais, le gouvernement de Guizot s'étant décidé à poursuivre les réfugiés allemands qui faisaient cette propagande, Heine se rendit à la raison et son exaltation belliqueuse se calma (1845).

Le communisme, d'ailleurs, lui faisait déjà peur. « Vers 1842, avant d'avoir connu Marx et Lassalle, à un moment où la propagande socialiste en Allemagne se réduisait encore à fort peu de chose, il dénonçait à ses compatriotes les progrès menaçants du communisme. » M. Lichtenberger, à qui

1. Sur les idées politiques de Heine, voir l'excellent ouvrage de M. Henri Lichtenberger, *Henri Heine penseur* (Paris, 1905). Sur ses rapports avec le socialisme allemand, voir aussi Mehring, *Geschichte der deutschen Sozialdemokratie* (Stuttgart, 1898).

nous empruntons cette nouvelle citation, précise les pronostics de Heine, d'après sa correspondance :

La lutte future ne sera plus politique, mais sociale. On ne se battra plus pour la forme du gouvernement, ni au nom d'un principe — pour la liberté ou pour l'égalité — mais la grande masse des déshérités se soulèvera contre les riches, les heureux de la vie, et réclamera sa part de bonheur terrestre... Les socialistes sont les génies des ténèbres, les monstres redoutables qui dévoreront la société contemporaine... Et l'imagination de Heine entrevoit dans les brumes de l'avenir une suite de combats gigantesques : guerre d'extermination entre l'Allemagne et la France, guerre européenne aboutissant à une révolte générale des prolétaires — duel à mort entre les déshérités de la fortune et l'aristocratie de la possession, — jusqu'au jour « où il n'y aura plus qu'un seul berger et un seul troupeau, un berger libre avec une houlette de fer et un troupeau d'hommes également tondus, également bélants ».

Marx prévoira aussi — et préparera — cette révolution sociale, mais avec d'autres sentiments. Car quelle est, envers le « péril communiste » (en 1842, c'était encore un péril), l'attitude de celui que Salluste appelle sans ironie le « premier chef du communisme » ?

Ce règne du communisme, dénouement de la grande tragédie sociale qui se prépare en Europe, est-il souhaitable ? Heine ne peut se défendre, en face de cette perspective, d'un sentiment de crainte et de répulsion. Il est revenu de son optimisme saint-simonien ; il ne croit plus à l'avènement de cette démocratie de dieux terrestres que devait engendrer le développement de l'industrialisme. Ses vues d'avenir deviennent de plus en plus pessimistes. Le triomphe des prolétaires ne saurait être que de courte durée, « parce qu'en proie à une passion aveugle pour l'égalité, ils détruiraient tout ce qui est beau et sublime sur cette terre, et exerceraient surtout contre l'art et les sciences leurs fureurs sacrilèges » ; il est donc, à n'en pas douter, une menace pour la civilisation européenne.

Enfin, dans les dernières années de sa vie, Heine s'écarte de plus en plus des socialistes de l'école de Marx ; la démocratie lui fait presque horreur. « Un démocrate enragé de mon pays, raconte-t-il, me dit un jour qu'il tiendrait sa main sur le feu pour la purifier, s'il avait le malheur de toucher celle d'un roi ; moi, je répondis que si Sa Majesté le peuple avait serré ma main, je la laverais ». C'est avec effroi, avec angoisse qu'il songe à la montée de la foule ; il coupe les

ailles à son idéal politique, tandis que, par ailleurs, le sentiment religieux se réveille chez lui. Quand il mourut, en 1856, qu'il était donc loin de Marx!

Saint-Simonien à partir de 1831, socialiste et même révolutionnaire, mais non communiste dans les années suivantes, Henri Heine freina dès 1844 pour faire machine en arrière à partir de 1849. Cette évolution, qui n'est due à aucune influence du judaïsme en général et de Zunz en particulier, aboutit, en fin de compte, à l'éloigner du socialisme révolutionnaire et communiste. Ce tribun manqué est devenu chez Salluste un prophète et un apôtre de la première Internationale fondée huit ans après sa mort. Avec son esprit mordant, Heine en aurait fait une parodie.

Et ce prophète n'aurait pas pu garder son sérieux si on lui avait prédit que la date de son passage du Rhin, le 1^{er} mai 1831, deviendrait « la fête du prolétariat mondial ». Est-il nécessaire de rappeler l'origine du 1^{er} mai? En 1886, à Chicago, une partie des ouvriers avaient décidé de se mettre en grève à partir du 1^{er} mai pour revendiquer la journée de huit heures. Les anarchistes s'en étant mêlés, une bagarre éclata, le 3 mai, entre les grévistes et la police. Le lendemain, une bombe tua sept policiers et en blessa soixante. Huit individus furent traduits devant le jury; sept furent condamnés à mort. Cette affaire eut un grand retentissement aux États-Unis, et, en mémoire de ces tragiques événements, les socialistes américains choisirent le 1^{er} mai comme un jour de manifestation en faveur de la journée de huit heures. Trois ans plus tard, le Congrès de l'Internationale, réuni à Paris, décida d'organiser le 1^{er} mai 1890 une manifestation internationale. Heine n'y fut naturellement pour rien. Et Engels (qui n'était pas son ami et qui n'était pas juif) y fut pour si peu que les social-démocrates allemands mirent beaucoup de mauvaise volonté à organiser le 1^{er} mai¹.

1. Je renvoie, pour abréger, au *Handbuch des Socialismus* (Zurich, 1894 et suiv.) articles « Amerika » et « Maifeier ». A ce propos, je remarque que Heine n'a même pas d'article dans cette Encyclopédie socialiste, pourtant complète et consciencieuse. — Quant à Engels, ses « origines israélites » sont imaginaires. Il était si peu « d'une famille anciennement rabbinique de Barmen » (*sic*) que cette ville

III

KARL MARX ET LE JUDAISME

De quelque côté qu'on envisage les idées de Heine et son activité, il est impossible de reconnaître en lui un délégué de la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » et un fourrier de la première Internationale. Il est vrai qu'il a fréquenté en 1844 Karl Marx et qu'il a même collaboré avec lui pendant quelques mois. Mais s'il s'est rencontré alors avec lui, il ne l'a pas suivi; il ne lui ressemble guère et, si quelque chose les unissait, ce n'était certes pas le judaïsme. — le judaïsme des rabbins ou des « néo-messianistes », du « rabbi de Bacharach » ou de Léopold Zunz.

A quoi se réduit, en effet, le judaïsme de Karl Marx? A ce que son père, qui était effectivement d'une famille de rabbins¹, se convertît au protestantisme en 1824 — tiens : l'année de la disparition de la Société pour la Civilisation et la Science des Juifs! — Son fils avait exactement six ans, pas même dix, comme l'affirme Salluste. C'est assez : Marx et le marxisme appartiennent à la Synagogue. Je ne sais pas ce que les chrétiens pensent de cette théorie « raciste » et pourquoi leurs églises cherchent alors des Juifs à convertir. Mais, comme israélite, je réponds : Le judaïsme veut être jugé sur ses fidèles, non sur ses renégats. Tient-on le christianisme et la chrétienté — la foi et la société chrétienne — pour responsables de Voltaire ou de Sébastien Faure (je m'excuse de rapprocher les noms de ces deux ennemis de l'Église)? Ou bien, si l'on ne veut pas être juste, qu'on soit complet au moins. Pourquoi Henri Heine et Karl Marx seulement? Pourquoi pas Disraëli, qui a renforcé le parti conservateur anglais et l'impérialisme britannique? Pourquoi pas Stahl, qui a établi la doctrine du parti « chrétien-

de Westphalie n'avait pas encore de communauté israélite dans la première partie du XIX^e siècle!

1. Sur les ascendants de Karl Marx, on trouvera une étude généalogique de B. Wachstein dans les *Mélanges Simonsen* (Copenhague, 1922).

social », le plus solide rempart des conservateurs contre le socialisme¹?

Mais Salluste sait que le père de Karl Marx avait fait « une importante fortune dans le commerce » (comme tout juif, n'est-ce pas?) et que, « pour obtenir d'être chargé de certaines fournitures à l'État prussien, qui n'étaient pas accordées aux Juifs, il s'était officiellement converti au protestantisme *sans cesser pour cela de pratiquer la religion juive au foyer familial* ». La vérité est que le père de Karl Marx était avocat et, s'il était parvenu, par son travail, à se créer une situation aisée, il n'a jamais su « faire de l'argent ». Il se convertit avec tous les siens, parce qu'il voulait améliorer sa situation sociale en se débarrassant du judaïsme et qu'il appartenait à ces Juifs « éclairés » dont les idées voltaïriennes avaient ruiné les croyances. Il « s'assimila » au point de se considérer comme un bon Prussien et de commander à son fils une ode sur la chute de Napoléon et la victoire de la Prusse. « Karl ne suivit pas le conseil de son père; mais il lui resta de cette époque jusqu'à sa mort un préjugé antisémite; il considérait presque tous les Juifs comme des mendiants ou des mercantis »².

C'est dans cette famille si complètement déjudaisée que « l'enfance du jeune Karl Marx fut bercée par les récits traditionnels de sa race... d'où le jeune israélite devait surtout retenir l'idée d'une immense expropriation, coïncidant avec le triomphe de sa race ». Ces « récits » traditionnels sont, au vrai, de vagues textes sans autorité sur les merveilles de l'époque messianique, textes que des rabbins du Talmud imaginaient pour consoler leurs auditeurs des tristesses du présent et que les Juifs modernes ne connaissent que par les manuels antisémites. Jamais aucun rabbin, aucun juif n'a

1. Frédéric-Jules Stahl (1802-1861), fils d'un juif bavarois, se convertit au luthérianisme, devint professeur de droit à l'Université de Berlin, auteur de la « Philosophie du Droit » et de l'« État chrétien ».

2. Voir Max Beer, *Karl Marx, sa vie, son œuvre*, traduit de l'allemand par Marcel Ollivier (Paris, 1926). Cette étude, malgré le ton apologétique et la forme populaire, est basée sur les meilleures sources. Salluste aurait gagné à la consulter, au lieu de se servir des conférences du professeur D. Riazanov sur *Marx et Engels* (Paris, aux Editions sociales internationales), qui constituent une œuvre de propagande bolchevique. L'ouvrage tout récent d'Otto Rühle, *Karl Marx, Leben und Werk* m'est inaccessible.

songé à confondre ces hyperboles avec la réalité et à les prendre pour des règles. Saint Thomas d'Aquin a pu justifier l'expropriation des Juifs par les seigneurs chrétiens; aucun rabbin du XIII^e siècle n'a autorisé ses fidèles à « exproprier » un chrétien par violence ou par ruse. Personne n'accusera le docteur angélique d'avoir légitimé les atteintes à la propriété; personne, non plus, n'a le droit d'imputer aux rabbins, aux autorités religieuses du judaïsme, des théories subversives qui leur auraient fait horreur¹.

Karl Marx, baptisé à six ans, n'a pas été à l'école des rabbins, mais des régents du « gymnase » de Trèves, puis des professeurs des Universités de Bonn et de Berlin. Ni ici ni là les Juifs n'avaient le droit d'enseigner. Bien que converti et fils de converti, Marx abandonna tout espoir d'une carrière universitaire. Il se lança dans le journalisme et la politique, se mit à étudier l'économie politique et le socialisme. En 1842, se réunissait à Strasbourg un Congrès de savants français et allemands, qui discutèrent les théories socialistes. L'année suivante, Karl Marx arrive à Paris, amené non pas par la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » — l'hypothèse n'est pas recevable — mais poussé par le désir de propager dans un milieu favorable les idées socialistes et communistes qu'il élabore alors.

Cette doctrine n'a rien, mais absolument rien de commun avec je ne sais quel « néo-messianisme » qui aurait transformé « les vieux textes rabbiniques » (il s'agit de quelques versets d'Isaïe et des Psaumes!) en une théorie sur la « supériorité » de la « race élue », destinée à « vaincre le monde et le ployer sous son joug ». J'affirme qu'il n'existe aucun texte authentique de ce genre dans toute la littérature juive du XIX^e siècle. Salluste cite seulement une lettre, assez impressionnante pour les novices, du « néo-messianiste » Baruch Lévy à Karl Marx. Qui est ce Baruch Lévy? D'où est tiré ce texte? Mystère. Jusqu'à preuve du contraire, je tiens cette lettre pour

1. Le texte de Thomas d'Aquin est dans sa consultation à la duchesse de Brabant sur le statut des Juifs (*Opera*, XVI, 292). Les textes rabbiniques sur le respect de la propriété sont réunis par D. Hoffmann, *Der Schulchan-Aruch und die Rabbinen über das Verhältniss der Juden zu Andersgläubigen* (3^e édit., Berlin, 1894).

un faux. Que le lecteur ne se récrie pas. Il existe, dans la littérature antisémite, toute une série de fausses lettres du même ton, fabriquées dans des officines plus ou moins clandestines, sans parler des « Protocoles des Sages de Sion », cette forgerie de policiers tsaristes dont l'origine a été définitivement démasquée¹.

Ce n'était donc pas un message de Zunz que Karl Marx apportait à Paris ! Il devait s'y rencontrer avec Henri Heine, son coreligionnaire... politique, alors lancé, lui aussi, dans le mouvement révolutionnaire. Tous deux collaborèrent aux éphémères « Annales franco-allemandes » (*Deutsch-Französische Jahrbücher*), fondées par Arnold Rüge en 1844 pour faire suite à ses *Deutsche Jahrbücher*, interdits en Prusse l'année précédente. Marx publia deux articles dans cette revue. L'un d'eux est justement consacré à la question juive ; il mérite de nous arrêter².

Le théologien allemand Bruno Bauer avait soutenu que les Juifs ne pouvaient pas obtenir les droits de citoyens dans un État chrétien. Marx lui répond en transportant la question du domaine religieux dans le domaine économique.

Considérons, dit-il, le vrai juif laïque, non pas le juif du sabbat, comme fait Bauer, mais le juif de tous les jours. Ne cherchons pas le secret du juif dans sa religion, mais le secret de la religion dans le vrai juif. Quel est le fondement laïque du judaïsme ? Le besoin pratique, l'intérêt. Quel est le culte laïque du judaïsme ? Le trafic. Quel est son dieu laïque ? L'argent. Eh bien, s'émanciper du trafic et de l'argent, disons : du judaïsme pratique et réel, ce serait là l'auto-émancipation de notre temps. Une organisation de la société qui supprimerait les prémisses du trafic et donc la possibilité du trafic aurait rendu le juif impossible.

... Par le juif et sans lui, l'argent est devenu la puissance du monde et l'esprit pratique du juif, l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés en ce sens que les Chrétiens sont devenus des Juifs... Le Dieu des Juifs est devenu le dieu du monde ; la lettre de change est le vrai Dieu du juif...

La nationalité chimérique du juif est la nationalité du commer-

1. Voir Lucien Wolf, *The Jewish Bogey* (Londres, 1920), la revue *Paix et Droit*, septembre 1921, et la revue *La Terre wallonne*, 15 novembre 1921 (article de R. P. Pierre Charles, de la Société de Jésus).

2. Il a été reproduit dans la publication *Aus dem literarischen Nachlass von Karl Marx* (Stuttgart, 1902), I, 405 et suiv.

çant, de l'homme d'argent... Émanciper socialement le juif, c'est émanciper la société du judaïsme.

N'insistons pas sur la dialectique du morceau, ni même sur le ton supérieur et méprisant que Marx prend vis-à-vis de sa « race élue ». On conviendra que cette élimination du judaïsme n'a rien de commun avec le messianisme ou le « néo-messianisme ». Ce n'est pas sans raison qu'on a parlé de l'antisémitisme foncier de Karl Marx¹. Si c'est Zunz (encore vivant) et sa société (déjà morte) qui ont « adressé » Marx à Heine et fourni des subsides au fondateur de l'Internationale, on avouera qu'ils n'en ont pas eu pour leur argent.

Marx ne s'est occupé du judaïsme que cette seule fois, provoqué en quelque sorte par Bauer et par le désir d'appliquer au « cas » juif ses théories sur le rôle du capital-argent dans l'évolution de la société économique. Il ne comprenait rien à l'esprit du judaïsme. Bernard Lazare ne le connaissait pas encore, cet esprit, quand, dans son livre sur *L'antisémitisme* (1894), il fit honneur aux talmudistes et aux rabbins dont descendait Marx la logique et la lucidité (?) de l'auteur du *Capital*. Ce grand ouvrage — qu'il ne faut pas sous-estimer — ne doit rien au Talmud ni sous le rapport de la forme — la dialectique du Talmud est toute différente — ni sous le rapport de la doctrine. Qu'on songe seulement au rôle du commerce chez les Juifs et au caractère de la propriété dans le judaïsme. Le paragraphe sur l'évolution de la religion juive (au 1^{er} volume) témoigne d'une ignorance qui serait excusable de la part d'un sociologue d'alors si elle n'était relevée par de la présomption. Toute l'histoire du judaïsme est d'ailleurs une protestation, sinon une réfutation du matérialisme historique et de la prédominance des « facteurs économiques » sur les facteurs spirituels. Enfin, le fameux *Manifeste communiste* de Marx et Engels est aussi étranger que possible au judaïsme, « néo-messianique » ou non; M. Charles Andler a démontré

1. S. M. Dubnow, *Die neueste Geschichte des Jüdischen Volkes* (Berlin, 1920), II, 508, renvoie à deux ouvrages en russe, qui me sont inaccessibles : Masaryk, *Les bases philosophiques et sociologiques du marxisme* (Moscou, 1900), et Bulgakow *Marx comme type religieux* (Saint-Pétersbourg, 1907).

combien ses auteurs sont pénétrés, quoi qu'ils en aient, des idées du socialisme français.

S'il ne doit pas au judaïsme ses doctrines, Karl Marx lui aurait-il pris son personnel? On trouve des juifs dans son entourage, non pas des « néo-messianistes », mais des juifs « émancipés » comme lui-même, c'est-à-dire déjudaïsés. Encore ne faut-il pas exagérer. Salluste dresse un état de cet « état-major israélite » :

Lassalle et Singer, en Allemagne;
Neumayer, Victor Adler et Libermann, en Autriche;
Fribourg, Léon Franckel et Haltmayer, en France;
James Cohen, au Danemark;
Dobrojanu Ghéréa, en Roumanie;
Kahn et Léon, aux États-Unis.

L'énumération paraît imposante. Elle le serait moins si elle était complétée par la liste des chefs socialistes d'origine chrétienne¹. Elle le serait plus si... elle était tout à fait exacte. Ainsi Neumayer en Autriche et Haltmayer en France sont des inconnus (le premier nom a été porté par un maire *antisémite* de Vienne). — James Cohen a figuré au Congrès de la I^{re} Internationale à Londres (1871) comme délégué du Danemark; mais le parti socialiste danois a été fondé et organisé par les chrétiens Frederik Drejer, Harald Brix, Paul Geleff et Louis Pio. — Ghéréa (de son vrai nom Katz) est un écrivain socialiste en même temps que le plus grand critique littéraire de la Roumanie, un doctrinaire qui n'a pas pris une part active à la politique; anti-bolchevique depuis 1917, il est mort quelques années après. Il n'a pu connaître Karl Marx, car il était encore tout jeune à la mort de celui-ci. Le véritable organisateur du socialisme et du syndicalisme en Roumanie fut le chrétien Ioan Nadejde. — Tous ceux qui connaissent tant soit peu l'histoire du parti socialiste en France savent que Fribourg et Franckel (ce dernier venu de Hongrie) n'y ont joué qu'un rôle effacé². — Kahn et Léon, aux États-

1. Par exemple, nous avons la liste nominative des membres du 4^e Congrès de l'Internationale (Bâle, 1869) : sur 75 délégués nous trouvons 1 juif, l'Allemand Hess (auquel il faut *peut-être* ajouter l'Autrichien Neumayer).

2. Dans un autre passage de son article, Salluste parle des relations de Cré-

Unis, sont des noms passe-partout. Le parti socialiste américain a été créé et organisé par des Allemands et des Irlandais; le marxisme y fut propagé par Sorge; les quatre délégués de l'Amérique au Congrès de l'Internationale de la Haye (1872) étaient tous chrétiens¹. Restent l'Allemagne et l'Autriche. Les principaux marxistes y furent des chrétiens; faut-il rappeler Engels, Bebel, Liebknecht? La place prise par quelques juifs s'explique suffisamment par l'antisémitisme des partis conservateurs dans ces pays. Un État qui opprime les juifs pousse les plus ardents dans les partis extrêmes.

Il n'est pas niable qu'un nombre assez élevé de juifs — aucun chiffre, aucune proportion n'est possible — ont été attirés par le socialisme et le communisme dans les pays où les classes dominantes sont antisémites comme dans ceux où un « prolétariat » s'est formé au sein des masses juives. Mais le judaïsme, loin d'avoir favorisé le mouvement, l'a combattu et en partie enrayé. En tout cas, il n'y a aucune trace d'apports juifs — ni intellectuels, ni financiers — dans la fondation de l'Internationale et, même s'il n'était pas établi que Karl Marx connut la pauvreté sinon la misère et que la I^{re} Internationale n'eut jamais des ressources abondantes, il est hors de doute qu'aucune organisation juive, ni la Société de Berlin (éteinte en 1824, répétons-le), ni aucune autre n'a inspiré ou subventionné l'Association internationale des Travailleurs et son chef Karl Marx.

CONCLUSION

Il n'y a aucune relation entre la « Société pour la Civilisation et la Science des Juifs » de Berlin (1819-1824) et le socialisme ou le communisme. La secte « néo-messianique » n'a

mieux avec Marx. Avocat républicain, Crémieux a défendu en 1844 les collaborateurs poursuivis du *Vorwaerts* socialiste; mais cet homme d'État si profondément libéral et bourgeois n'a jamais eu de rapports avec Karl Marx, ni avec aucun autre communiste.

1. On trouvera toutes les justifications dans le recueil de documents et de souvenirs du socialiste suisse (anti-marxiste) James Guillaume, *L'Internationale*, t. I et II (Paris, 1905).

jamais existé. Le savant juif L. Zunz n'a rien d'un « néo-messianiste », pas plus que d'un socialiste ou d'un communiste. Il a connu Heine en 1823, mais l'a ensuite perdu de vue. Heine a été en rapports avec Karl Marx, mais a eu peur du communisme. Heine et Marx (le second surtout) n'aimaient pas les Juifs et le judaïsme; ils ne lui doivent pas leurs idées politiques et sociales. Telles sont les conclusions qui ressortent d'un examen sérieux des faits et des documents.

Aux résultats acquis par l'histoire, Salluste oppose l'action des forces occultes. Mon Dieu, l'histoire est, comme disait Renan, une « pauvre petite science conjecturale »; mais elle s'efforce de trouver la vérité par la méthode la plus scrupuleuse, et ses conclusions ne peuvent être renversées que par d'autres faits, d'autres documents, étudiés dans le même esprit scientifique. Des savants ont pu établir que l'histoire officielle était erronée, qu'il fallait faire la part, dans les révolutions de l'histoire, aux forces cachées ou restées dans l'ombre. Mais ces forces occultes, ils en ont révélé l'existence et l'action par des documents, qu'ils ont tirés à la lumière et dont ils ont prouvé et l'authenticité et la véracité. On peut ainsi *et ainsi seulement* récrire l'histoire.

M. LIBER

AUTOUR D'UNE POLÉMIQUE

MARXISME ET JUDAÏSME

L'étude que Salluste vient de consacrer, dans la *Revue de Paris*¹, aux « Origines secrètes du Bolchévisme », a provoqué les mêmes polémiques passionnées qui marquèrent, l'an dernier, ses révélations sur « Lénine agent de l'Okhrana ». Approbations et réfutations se sont croisées en un tumulte qui n'est pas apaisé. Salluste ne conçoit aucune vanité de la sensation produite : il est tout naturel que, dévoilant les dessous de la question vitale des temps présents, la conspiration Marxiste contre la Civilisation issue du Christianisme, il ait éveillé l'attention d'un large public. Son but, dans le présent article, n'est donc pas d'énumérer les citations et commentaires principaux qui ont été faits de son travail, mais de préciser les conclusions de celui-ci et de le défendre contre certaines critiques injustifiées.

Nous passerons rapidement sur les échos favorables de la presse française et étrangère. Parmi ceux-ci, il est pourtant impossible de ne pas signaler une excellente analyse publiée par le *Temps*, qui a réussi à faire tenir en moins d'une colonne l'essentiel de notre thèse. De même, une étude, parfaite de ton, de notre confrère Félicien Pascal, dans l'*Ami du Peuple*, et une page de solide critique historique d'un écrivain belge, M. Charles d'Ydewalle. Enfin, deux articles de M. Léon Daudet,

1. Numéros des 1^{er}, 15 juin, 1^{er} et 15 juillet 1928.

l'un vibrant et incisif, dans l'*Action Française*, l'autre puissamment charpenté, dans la *Nation Belge*.

L'entrée en scène du vigoureux polémiste a déterminé celle, dans le camp opposé, de M. Émile Vandervelde, ministre d'État belge et chef le plus apparent de la *II^e Internationale*, depuis la mort de Jaurès. Pour tranchant que soit le ton de sa réplique, parue dans le *Peuple*, de Bruxelles, elle ne saurait nous gêner beaucoup, car elle ne vise pas l'essentiel de notre thèse, ainsi qu'en témoignent les deux passages principaux que voici :

Il est absurde, évidemment, de ne voir qu'un Juif et qu'un Prussien dans Karl Marx, le plus internationaliste des hommes, qui écrivait, en 1848, que « la Prusse était au-dessus du niveau de l'Histoire », et qui, baptisé à six ans, publiait, à trente, un réquisitoire à la Drumont contre le capitalisme juif, représenté comme la forme la plus nocive du capitalisme mondial.

Il est absurde de ne voir que le Marxisme dans un mouvement international comme le Socialisme, où, tout de même, Saint-Simon, Fourier, Robert Owen, et le socialisme anglo-saxon (à qui Marx doit beaucoup, mais qui ne doit pas grand chose à Marx) ne comptent pas pour rien...

... Mais, par contre, il est vrai de dire que les Juifs, ces persécutés, ont joué et jouent un grand rôle dans le mouvement ouvrier; que, de tous les socialistes du *xix^e siècle*, Marx est celui qui a le plus puissamment exprimé les aspirations de tous les travailleurs, juifs et non juifs, anglais, français, allemands, italiens ou russes; que, de tous les socialismes, il n'en est aucun qui ait, autant que le Marxisme, marqué les programmes d'action ouvrière de son empreinte.

Et c'est tout! M. Émile Vandervelde, bien qualifié cependant pour le faire, s'il le jugeait convenable, ne conteste pas le récit que nous avons fait des origines et des dessous de la *I^{re} Internationale*, dont il est un des héritiers directs : ni la période d'incubation dans la pénombre des sociétés secrètes judéo-allemandes; ni le truquage de la fondation apparente, en 1864, au Saint Martin's Hall; ni la comédie jouée pour surprendre la bonne foi et s'assurer la protection de l'Empereur Napoléon III; ni la préparation des horreurs de la Commune par Karl Marx; ni la trahison qui livra ensuite les membres indociles de la *I^{re} Internationale* à la magistrature de M. Thiers et à la police espagnole; ni la persistance, derrière la *II^e Internationale*, organisée comme la première

par Marx, d'un organisme secret néo-messianiste, dont la preuve existe dans les lettres que nous avons citées. M. Vandervelde semble même confirmer ce dernier point en reconnaissant « que les Juifs, ces persécutés, ont joué et jouent un grand rôle dans le mouvement ouvrier ».

Nous ne pouvons que prendre acte de ces concessions, tacites ou expresses, d'un des successeurs incontestés de Karl Marx à la tête du mouvement ouvrier, de celui peut-être qui était le plus qualifié pour s'inscrire en faux, au nom du Socialisme international, contre notre historique, si celui-ci n'avait reposé sur des bases irréfutables.

Quant à l'affirmation que nous n'avons « vu que le Marxisme dans le Socialisme », comment l'admettre, alors que nous avons consacré cinq pages de la *Revue de Paris*¹ à étudier le milieu social dans lequel le Marxisme allait pousser ses racines, et spécialement l'œuvre de Buchez, disciple de Saint-Simon?

Nous n'avons pas davantage « vu qu'un Juif et qu'un Prussien dans Karl Marx », nous bornant à signaler² les intrigues antifrancaises de celui-ci pendant la guerre de 1870, intrigues qui avaient pour but d'utiliser notre défaite au mieux des intérêts de la Révolution.

Reste la question du « réquisitoire à la Drumont » que Karl Marx aurait « publié contre le Capitalisme juif, représenté comme la forme la plus nocive du Capitalisme mondial ». Pour un peu, M. Vandervelde, qui jouit de quelque autorité, pour des raisons diverses, dans les milieux israélites, accuserait son maître Karl Marx du crime d'antisémitisme... Ce serait bien injustement, comme nous nous proposons de le montrer dans la suite de cet article; la réponse de M. le rabbin Liber, que nos lecteurs ont trouvé dans le dernier numéro de la *Revue de Paris*, nous obligera, en effet, à parler des cinquante pages d'une haute signification néo-messianiste, que Karl Marx a consacrées à « la question juive. »

* * *

Avec M. Prague, directeur des *Archives Israélites*, organe français du Judaïsme libéral, le ton change brusquement.

1. Numéro du 15 juin 1928, p. 191 à 196.

2. Numéro du 1^{er} juillet, p. 163 à 165.

Et, tout d'abord, notre contradicteur prétend savoir à quelle source nous avons puisé notre documentation sur les comités révolutionnaires secrets dans lesquels Henri Heine et Karl Marx conspirèrent toute leur vie. Citons :

L'auteur nous paraît s'être laissé inspirer par les fameux *Protocoles des Sages de Sion*, œuvre de haute fantaisie, fabriquée pour propager l'idée chère aux écrivains antisémites, et d'après laquelle un mystérieux *Kahal*, qui n'a existé que dans leur imagination, tiendrait des Congrès annuels où se tramerait la conjuration d'Israël contre le monde chrétien.

Et voilà les lecteurs des *Archives Israélites* bien renseignés sur notre documentation !

Il n'est pas besoin de dire, pour ceux qui ont lu nos articles, que nous n'avons pas une seule fois fait allusion au texte par lequel M. Prague prétend que nous nous sommes « laissé inspirer ». A aucune époque, d'ailleurs, nous ne sommes intervenu dans les polémiques soulevées autour des *Protocoles*. Et, s'il nous arrivait quelque jour de le faire, ce ne serait qu'en employant des méthodes de critique documentaire exclusives de tout parti pris.

Après avoir assigné à nos révélations une source à laquelle nous n'avons jamais puisé, M. Prague consent à parler de l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* et continue à travestir ainsi notre thèse :

Oui, la *Société pour la Civilisation et la Science juive* n'aurait poursuivi d'autre but que de détacher les Chrétiens de l'Eglise, en semant parmi eux le doute sur ses origines et son caractère divin. C'est à pouffer de rire !

M. Prague serait fort aimable de nous indiquer en quel endroit de notre étude nous avons dit que l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* n'avait d'autre but que de faire douter les Chrétiens du caractère divin de leur Eglise ? Nous n'avons même pas abordé cette question ! Tandis que nous avons consacré des chapitres entiers à l'évolution d'une partie des Israélites modernes vers un nouveau messianisme foncièrement agnostique, parce que purement politique et social, néo-messianisme qui est et ne peut être que l'ennemi forcené de la Civilisation issue du Christianisme. Nous avons montré ce néo-messianisme préparant et inspirant les horreurs

de la Commune de Paris et de la Révolution bolchévique. De tout cela, qui est la substance de notre travail, M. Prague ne dit pas un mot, tandis qu'il nous prête des opinions qu'on chercherait vainement dans notre texte. Est-ce là un procédé loyal de discussion?

En terminant, M. Prague consent toutefois à parler du Socialisme (pas du Bolchévisme). C'est pour faire l'éloge de Moïse, qui « organisa le régime socialiste, par l'institution, « par exemple, de l'année Sabbatique, du Jubilé, de la remise « des dettes, tous moyens d'étouffer dans l'œuf la création d'une « société capitaliste ». Si Salluste veut « démontrer la paternité « juive du système socialiste », il doit donc s'en prendre « à « Moïse lui-même, qui serait le grand coupable, avec son « flambeau irradiant dont la flamme généreuse devait éclairer « Israël et lui procurer les bienfaits de la paix sociale. »

M. Prague oublie simplement de signaler que Moïse, en réglementant le droit de propriété privée, en fit la base de la société hébraïque et le mit sous la sauvegarde de Dieu lui-même. Les néo-Messianistes, au contraire, ont déclaré la guerre au droit de propriété et ne rêvent pas précisément la paix sociale...

Plaignons les lecteurs des *Archives Israélites* qui croiront de bonne foi, après avoir lu M. Prague : 1° Que notre documentation est puisée dans les « Protocoles des Sages de Sion » ; 2° Que notre seul grief contre l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* est d'avoir mis en doute le caractère divin de l'Église chrétienne ; 3° Que nous avons attaqué Moïse et le code social du Pentateuque.

Il ne manque à cet exposé de nos crimes imaginaires qu'une bonne petite accusation « d'excitation aux pogroms », et notre compte serait bon.

* * *

Il nous tarde de répondre à M. le rabbin Liber, dont les lecteurs de la *Revue de Paris*, grâce à la haute impartialité de son Directeur, ont trouvé ici même la réfutation de la thèse que nous avons soutenue.

Réfutation, à vrai dire, bien incomplète, car M. le rabbin

Liber, pas plus que M. Émile Vandervelde, ne s'attaque au corps de notre ouvrage. L'existence conspiratrice de Karl Marx, à une époque où tous ses biographes le représentaient comme exclusivement préoccupé de recherches sociales, les manœuvres tortueuses auxquelles ses séides eurent recours pour s'assurer la protection de Napoléon III, la préparation et l'apologie des crimes de la Commune, les intrigues secrètes qui permirent l'organisation de la *I^{re}* puis de la *II^e Internationale*, tout cela, qui constitue les trois quarts de notre étude, ne provoque de la part de M. le rabbin Liber aucune protestation. Dont acte.

En fait, c'est surtout à notre premier article, celui où nous étudions le rôle de Henri Heine dans les origines du Communisme, que M. le rabbin Liber s'en prend, et peut-être n'eût-il pas songé à défendre même le poète d'*Atta Troll* si nous n'avions été amené incidemment à mettre en cause l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*, dont l'influence a été considérable sur le Judaïsme contemporain, et son chef Léopold Zunz, qui fit, près d'un siècle durant, figure de prophète d'Israël.

Nous ne cacherons pas à notre éminent contradicteur que son entrée en lice nous paraît regrettable. M. le rabbin Liber occupe, en effet, dans l'Église israélite, un poste officiel : il dirige le culte, il explique la Torah et le Talmud. Dès lors, ce n'est que courtoisie envers lui de supposer qu'il croit à la doctrine qu'il expose. Or, cette doctrine annonce la venue d'un Messie, fils de David et envoyé de Jéhova, qui rétablira la puissance temporelle juive. C'est, à proprement parler, le Messianisme, qui est vieux comme Israël, et contre lequel notre étude sur *Henri Heine et Karl Marx* n'a dirigé nulle attaque.

Tout au contraire, nous avons exposé les méfaits d'une secte hérétique, que nous avons qualifiée de néo-messianiste pour la mieux distinguer de l'orthodoxie juive, secte qui renonce à la croyance au Messie traditionnel et personnel, et qui prétend que l'ère messianique sera venue quand la race juive (et non la religion des Juifs) sera partout dominante au point de vue politique et social. Nous avons montré les néo-messianistes à l'origine des principaux troubles

sociaux du xix^e et du xx^e siècles. Ce faisant, nous étions convaincus de rencontrer l'approbation, non seulement des Chrétiens, mais encore des Juifs orthodoxes, des Juifs croyants. Le vieux Braunstein, pilier de synagogue, n'a-t-il pas frappé du *Hérem* (excommunication majeure) son propre fils, le néo-messianiste Trotzky, non seulement comme communiste, mais comme hérétique et athée? Notre surprise est grande de voir un représentant de l'Église israélite orthodoxe, par une attitude contraire, voler au secours des fondateurs de la doctrine dont se réclame Trotzky... M. le rabbin Liber serait-il néo-messianiste, au moins sans le savoir?

Partant d'une antinomie aussi flagrante, il était fatal que la réfutation de M. le rabbin Liber fût pénible, confuse et embarrassée de contradictions. Les vingt pages qui la composent sont pleines de chicanes de détail — que nous nous gardons, d'ailleurs, de dédaigner, car nous les relevons une à une ci-après; mais l'ensemble a quelque chose d'inorganique, d'invertébré, qui atteste la difficulté où s'est trouvé notre réfuteur, d'aborder corps à corps notre thèse et de l'étreindre. M. le rabbin Liber a si bien senti lui-même ce qui manquait à son exposé pour entraîner la conviction qu'il l'a resserré, à la fin, en une conclusion — bien précieuse pour nous, car elle nous permet de dégager du texte de notre adversaire des propositions précises, sur lesquelles va porter notre effort.

Voyons quelles sont ces propositions. Nous citerons, en numérotant pour plus de clarté.

1. Il n'y a aucune relation entre la *Société pour la Civilisation et la Science des Juifs* de Berlin (1819-1824) et le Socialisme ou le Communisme.

2. La secte « néo-messianique » n'a jamais existé.

3. Le savant juif L. Zunz n'a rien d'un néo-messianiste, pas plus que d'un socialiste ou d'un communiste. Il a connu Heine en 1823, mais l'a ensuite perdu de vue.

4. Heine a été en rapports avec Karl Marx, mais a eu peur du Communisme.

5. Heine et Marx (le second surtout) n'aimaient pas les Juifs et le Judaïsme; ils ne lui doivent pas leurs idées politiques et sociales.

Le souci de projeter sur le débat une clarté parfaite nous oblige à nous occuper d'abord de la proposition n° 2, qui a

évidemment la priorité sur la proposition n° 1, puisque l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* (nous tenons à notre traduction, et nous dirons pourquoi) n'a évidemment été qu'un chapitre de l'histoire de la secte néo-messianiste, laquelle est vieille déjà de plus d'un siècle et demi, ainsi qu'on va le voir.

* * *

Quand M. le rabbin Liber affirme péremptoirement que « la secte néo-messianique n'a jamais existé », il veut dire évidemment que cette dénomination est nouvelle pour lui et qu'il ne l'a point trouvée dans le catalogue des sectes du Judaïsme. La raison en est celle que nous exposons plus haut : c'est nous qui avons forgé le mot « néo-messianisme » pour désigner une secte juive qui offre la double caractéristique : 1° de renoncer à la croyance en la venue d'un Messie personnel et envoyé de Dieu ; 2° d'incarner dans la collectivité juive tout entière les promesses de victoire et de domination temporelle sur tous les peuples faites au seul fils de David par les livres hébraïques.

En créant une dénomination nouvelle pour désigner une secte nouvelle, nous avons agi exactement comme le botaniste, dont le premier soin, quand il a déterminé le genre et l'espèce d'une plante récemment découverte, est de lui donner un nom exprimant aussi clairement que possible ses caractéristiques principales. Si demain une secte se formait, dans le sein du christianisme, qui reniât la croyance à la rédemption par Jésus-Christ pour lui substituer l'idée d'une rédemption par les mérites de tous ses adeptes collectivement, force nous serait de qualifier cette secte non pas de « chrétienne », mais de « néo-chrétienne », puisqu'il s'agirait d'un christianisme nouveau tout à fait différent de l'ancien.

Ce point réglé, M. le rabbin Liber est certainement trop savant en sciences judaïques pour ne pas se rappeler immédiatement le terme hébreu qui donne, non la traduction, mais l'équivalence objective de notre mot « néo-messianiste ». Il s'agit du mouvement *Hascala*, qui remonte à la deuxième partie du XVIII^e siècle et dont le fondateur fût le juif alle-

mand Mosès Mendelssohn. Ce personnage est, sans nul doute, bien connu de M. le rabbin Liber, comme de tous les Israélites lettrés. Il l'est forcément beaucoup moins de nos lecteurs, auxquels nous allons le présenter sommairement.

Mosès ben Mendel, qui germanisa son nom en Mosès Mendelssohn, était né à Dessau, dans les états du duc d'Anhalt, en 1728 ou 1729. Il était fils d'un de ces pauvres maîtres d'hébreu, que M. le rabbin Liber paraît tenir en piètre estime¹. Tout enfant, le jeune Mosès montra une telle passion pour l'étude du Talmud qu'il en contracta une maladie nerveuse qui devait durer toute sa vie. Joignons à cela une taille petite et courbée, une énorme bosse et une physionomie pleine d'intelligence, mais grimaçante, et l'on aura une idée exacte de l'aspect physique du fondateur de ce mouvement *Hascala* qui s'identifie avec le « néo-messianisme ». L'aspect intellectuel du personnage était bien plus intéressant encore.

A Berlin, où il vient s'établir en 1742, le jeune Mosès Mendelssohn devient d'abord copiste du rabbin Frankel; mais il utilise tous ses instants de liberté pour augmenter son savoir. Il apprend les mathématiques avec un maître d'école galicien, Israël Mosès; le latin avec un jeune médecin juif de Prague, Risch; la philosophie de Locke avec le rabbin Frankel lui-même; enfin, à dix-neuf ans, le médecin Samuel Gumpertz le familiarise avec les langues modernes et la philosophie de Leibnitz. Plus tard, le hasard d'une partie d'échecs lui fera faire connaissance avec Lessing, qui lui apprendra le grec. Mais déjà, sous toute cette science classique, les tendances politiques et sociales du jeune juif commencent à s'affirmer, et il les indiquera par le premier ouvrage sorti de sa plume : une traduction allemande du *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les Hommes*, de Jean-Jacques Rousseau, déclaration de guerre en forme à l'idée de propriété privée et véritable manuel de guerre sociale, dont Villemain a pu dire : « Ce discours sombre et véhément plein de raisonnements spécieux et d'exagérations passionnées... renfermait des axiomes qui, répétés de bouche en bouche, devaient retentir un jour dans nos

1. Voir *Revue de Paris* du 1^{er} août, p. 615 et 617, à propos du maître de Henri Heine, Rintelsohn.

assemblées nationales pour inspirer, ou justifier à leurs propres yeux, les plus hardis niveleurs. »

Un jeune lettré juif, frotté de science et de philosophie chrétiennes, mais qui va d'instinct, dans le mouvement intellectuel de l'Occident, aux idées les plus subversives, à celles qui prêchent la dévastation de la Cité, voilà ce qu'était le jeune Mosès Mendelssohn, qui devait fonder le mouvement *Hascala*. Pour avoir le loisir de réaliser son rêve, il ne lui manquait que l'indépendance matérielle. Un de ces coreligionnaires, le grand manufacturier Bernhard, qui l'avait d'abord pris pour précepteur de ses enfants, la lui fournit en le faisant son associé.

Sa fortune, qui devait être considérable, fut encore accrue par son mariage avec la fille du riche juif Hugenheim, qui rêvait de se rencontrer avec le jeune et déjà célèbre savant. Quand elle le vit, enfin, elle ne put cacher l'impression pénible que lui causa sa monstruosité; mais Mendelssohn ne sourcilla pas. « Pensez-vous, lui dit-elle, que les mariages soient écrits au ciel? — Sans aucun doute, répliqua-t-il. Vous savez que, d'après la tradition du Talmud, quand on envoie une âme du haut du Ciel, on proclame en même temps le nom de celle qui doit lui être unie sur la terre. Il en fut ainsi à ma naissance; mais on me fit connaître en même temps que ma femme serait défigurée par une bosse formidable. Grand Dieu! m'écriai-je alors, laisse à ma femme sa taille et sa beauté et donne-moi la bosse qui lui ôterait ses charmes. » La jeune fille vérifia d'un coup d'œil, dans la psyché voisine, la sveltesse gracieuse de son buste et regarda Mendelssohn avec reconnaissance. Le mariage était conclu... Voilà bien de la souplesse et bien de la mystique chez un disciple de Jean-Jacques Rousseau¹.

La vie de Mendelssohn est si remplie qu'il ne saurait être question d'en faire un résumé dans cet article. Contentons-nous d'en dégager le triple caractère :

1^o Mosès Mendelssohn est intensément juif. Mais il l'est par sentiment de solidarité ethnique avec sa race et nullement par attachement à la religion mosaïque. Sans doute, il

1. Les descendants de Mosès Mendelssohn et de la belle Hugenheim dirigent aujourd'hui, à Berlin, la grande maison de banque Mendelssohn frères.

repoussera les offres de Lavater, quand celui-ci, le trouvant fort détaché des croyances traditionnelles du Judaïsme, lui conseillera de se faire chrétien; mais c'est parce qu'une abjuration, qui le ferait accepter dans le monde qui l'entoure, ne résoudrait que son cas personnel, et nullement celui de ses frères de sang, pour lesquels il rêve l'égalité civile et politique d'abord, quelque chose de mieux ensuite. Pour agir sur ces derniers, pour les convaincre d'adopter sa méthode de pénétration de la société chrétienne, encore faut-il que lui-même garde la communication avec les Juifs orthodoxes, c'est-à-dire professe au moins en apparence la religion juive. Voilà pourquoi Mendelssohn, quoique agnostique¹, va à la synagogue; voilà pourquoi il publiera *Les lois rituelles des Juifs* (1778), une traduction de la Bible en allemand avec des commentaires à l'usage des Juifs, et enfin sa *Jérusalem, ou la Puissance religieuse et le Judaïsme* (1783). Mais tout cela n'est qu'un moyen de garder son autorité sur ses frères. Son but, c'est la nouvelle Terre promise qu'il leur montre : le merveilleux édifice de la Société chrétienne, lentement bâti au cours de dix-huit siècles, et qu'il s'agit maintenant de conquérir sur de nouveaux Chananéens.

Et voilà pour les rapports de Mendelssohn avec le Judaïsme traditionnel.

2° Pour réaliser son objectif politique et social, Mendelssohn se fait chef d'école : il fonde le mouvement *Hascala*, qui a pour but d'amener les Juifs à étudier les sciences occidentales et à adopter les formes extérieures de la vie des Chrétiens, afin de pouvoir plus facilement se mêler à ces derniers et être acceptés par eux. Mais ce n'est nullement d'une adhésion à la Civilisation issue du Christianisme qu'il s'agit là : les Juifs réformés, les *Maskilim* (M. le rabbin Liber comprendra), doivent garder intact le souvenir de leur origine ethnique, leur culture hébraïque, qui assure leur unité à travers le

1. On était mal venu, dans l'Allemagne du XVIII^e siècle, à se proclamer athée; aussi Mendelssohn affectait-il de professer un déisme vague. Mais il confesse son positivisme foncier dans ses *Matinées*, où il pose les axiomes suivants, qui ne laissent aucune place à la Révélation ou à la philosophie mystique :

1° *Ce qui est vrai doit pouvoir être conçu comme tel par une intelligence positive.*

2° *Ce dont l'existence ne peut être constatée par aucune intelligence positive n'existe pas réellement; c'est une illusion ou une erreur.*

monde, et l'espoir d'une ascension collective au moyen d'une Révolution qui leur fera place en bouleversant le vieux monde chrétien. M. Baruch Hagani (*Le Sionisme politique et son fondateur Théodore Herzl*, p. 20) convient du fait lorsqu'il dit « qu'un travail d'adaptation, *préluant à la Révolution*, s'était fait. Mendelssohn avait proclamé l'accord entre la haute antiquité juive et *la pensée moderne*, et les Juifs réformés avaient résolument retranché du Judaïsme tout ce qui leur semblait incompatible avec les nécessités de la vie ambiante. »

Avec l'aide de riches Israélites tels que Friedlander et Daniel Itzik, Mosès Mendelssohn fonda des écoles où de jeunes Juifs, choisis pour leur intelligence, reçurent un enseignement qui les préparait au rôle politique qu'ils allaient avoir à jouer parmi les chrétiens. Comme le dit la *Jewish Encyclopedia* (article *Hascala*), « le succès extraordinaire qu'obtint Mosès Mendelssohn fit découvrir un monde de possibilités inconnues jusqu'alors où les Juifs instruits pouvaient exercer leur influence ».

3^o Ces possibilités furent avant tout d'ordre politique et révolutionnaire. La Franc-Maçonnerie, de création nouvelle sur le Continent, jouissait d'une vogue extraordinaire en Allemagne comme en France, tant à cause du mystère dont elle affectait de s'entourer qu'en raison des plaisirs dont elle était l'occasion pour le plus grand nombre de ses adhérents. Pénétrer au sein de cette association, en accentuer l'orientation encore peu révolutionnaire, en utiliser la puissance au mieux des intérêts du Judaïsme, tel fut le but que Mendelssohn se proposa. Il l'atteignit grâce à son correspondant le juif Cerfbeer, qui avait ramassé une colossale fortune dans ses fournitures à l'État français et qui jouissait de la confiance de Louis XVI; grâce à son ami Dohn, archiviste du roi de Prusse, qui lança en 1782, au moment du célèbre Convent maçonnique de Wilhelmsbad, le programme d'émancipation politique des Juifs; grâce surtout à Gotthold Ephraïm Lessing son ancien professeur de grec et son collaborateur intime, qui ouvrit aux Juifs réformés l'organisation maçonnique dans laquelle ils ne tardèrent pas à conquérir une place dominante. Le F. : Findel, l'un des historiens classiques de la Franc-Maçonnerie, constate expressément le rôle de Lessing, qui réussit

d'abord à faire entrer les Juifs dans l'*Ordre des Frères Asiatiques*, ou Ordre d'Abraham.

Et ce n'était pas une obédience de peu d'importance que l'*Ordre des Frères Asiatiques*. On y trouvait des membres comme le prince Charles de Hesse (désigné comme affilié, sous le nom de *Ben Our ben Mizram*), ou comme le Duc Ferdinand de Brunswick (appelé *Isch Zadik*). Plus tard, Ferdinand de Brunswick sera président du Convent de la Maçonnerie universelle à Wilhelmsbad, où la Révolution française sera décidée; plus tard encore, il commandera l'armée prussienne à Valmy, cette comédie de bataille, où sa retraite incompréhensible sauva à la fois l'armée de Dumouriez et les massacreurs de Septembre à Paris. Oui, « le travail d'adaptation *préluant à la Révolution* », dont parle M. Baruch Hagani, avait été fait et bien fait...

Faut-il rappeler, en outre, comment s'opéra cette introduction légale des Juifs dans la Société chrétienne, qui était le but, la raison d'être du mouvement *Hascala*? Le docteur professeur H. Graëtz¹, dont M. le rabbin Liber nous recommande la lecture, nous l'explique en parlant du salon de la belle juive Henriette Lemos, femme du docteur Herz, chez qui fréquentaient les filles de Mendelssohn et aussi des dames de la meilleure société prussienne. « Lors de sa mission secrète à Berlin (1786), Mirabeau fut l'un des habitués de ce salon. C'est là que Mirabeau entra en relations avec Dohn, l'auteur d'un livre sur l'émancipation des Juifs. Les intérêts juifs entrèrent dans son cœur dans le salon d'Henriette Herz; écoutant la lecture des œuvres de Mendelssohn, il n'attendait que l'occasion d'exprimer son dévouement au Judaïsme. »

Il l'exprima dès l'année suivante par son livre sur *Moses Mendelssohn et la réforme politique des Juifs* (Londres, 1787) qui ouvrit le branle en faveur de l'octroi des droits de citoyens aux Juifs. Il l'exprima bien davantage encore pendant la lutte de deux années, à l'Assemblée Nationale, où son zèle en faveur de la cause juive n'eut d'égal que celui de Robespierre, du triste abbé Grégoire et du F. : Adrien Dupont,

1. *Histoire des Juifs depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours*. Leipzig, 1863-1876, XI, p. 158.

le même qui est resté célèbre pour avoir établi le plan raisonné de la Terreur.

Mosès Mendelssohn, mort en 1786, au seuil de la Terre Promise, n'était plus là pour assister à cette première victoire du mouvement créé par lui. Mais la pensée de celui qu'on a appelé le troisième Moïse¹ devait présider à l'œuvre de ses successeurs. M. le rabbin Liber ne reconnaît-il pas lui-même que Lazarus ben David, l'un des plus savants théoriciens de l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*, avait été l'élève de Mendelssohn?

* * *

Nous croyons avoir suffisamment démontré que « la secte néo-messianiste a existé », contrairement à la proposition n° 2 de M. le rabbin Liber. Cette secte a même exercé, par le moyen de la Haute-Maçonnerie, une influence considérable sur la Révolution française, qui devait donner les droits de citoyens aux Juifs. Abordons maintenant la proposition n° 1 de notre contradicteur : « Il n'y a aucune relation entre la *Société pour la Civilisation et la Science des Juifs* de Berlin (1819-1824) et le socialisme ou le communisme. »

Notre surprise est grande de voir un homme aussi renseigné sur la question que paraît l'être M. le rabbin Liber formuler cette dénégation hardie... Ce n'est pas seulement, en effet, dans l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* qu'apparaissent Socialisme et Communisme (qui signifient une seule et même chose, à savoir l'abolition de la propriété privée). C'est tout au début du mouvement *Hascala* que nous avons vu Mosès Mendelssohn se faire le traducteur et le propagateur de l'odieux *Discours* de Jean-Jacques Rousseau contre le droit de propriété, *Discours* où tous les socialistes et communistes modernes ont puisé leur inspiration. Si l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* est la continuation de l'œuvre de Mendelssohn, elle a donc incontestablement trouvé Socialisme et Communisme à son berceau.

Or, Léopold Zunz et ses amis de l'*Union* furent les conti-

1. Le second étant Mosès Maïmonide, célèbre rabbin du xii^e siècle.

nuateurs de l'œuvre de Mendelssohn : M. le rabbin Liber le reconnaît expressément.

Il nous donne même complaisamment à cet égard tous les détails désirables. Il nous expose qu'après 1815 la cause des Juifs avait paru à ce point indentifiée avec la Révolution française¹ que la Sainte Alliance avait adopté à leur égard une attitude méfiante : les droits de citoyens leur étaient marchandés ou refusés un peu partout. La Société issue du Christianisme se fermait à ceux qui avaient reçu du traducteur de Rousseau, de l'inspirateur de Lessing et de Mirabeau, mission de l'envahir. C'est alors, pour triompher de cette résistance, que s'organisa, encore à Berlin, une deuxième vague d'assaut : ce fut l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*.

M. le rabbin Liber nous rappelle opportunément que les statuts de l'association, fondée le 7 novembre 1819, lui assignaient pour but « de réformer le Judaïsme pour mettre les Juifs en harmonie avec le temps et les États dans lesquels ils vivent ». Voilà bien la pensée et même le langage de Mendelssohn... Et voilà aussi sa formule d'abandon des croyances traditionnelles du Judaïsme et de ralliement au néo-messianisme politique. M. le rabbin Liber nous cite, en effet, Lazarus ben David, « disciple de Mendelssohn » et collaborateur intime de Léopold Zunz, qui exposait comme suit le programme de la secte, dans la revue de celle-ci : « Qu'on n'en veuille pas au Juif *s'il trouve son Messie* en ce que de bons princes l'ont mis sur le même pied que les autres citoyens et lui ont donné l'espoir d'obtenir tous les droits des citoyens en en remplissant tous les devoirs². »

M. le rabbin Liber ne nie plus, ici, que le mot « néo-messianisme » s'impose, mais il trouve « ce néo-messianisme plat et vraiment peu subversif ». Disons plutôt que la formule était habile et prudente. La censure prussienne, en 1823, n'en aurait, d'ailleurs, pas toléré de plus précise.

Pour savoir à quoi ce néo-messianisme correspondait réellement, il faut se rappeler que, dans le même temps, l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* confiait à Henri

1. Par la faute, évidemment, de Mendelssohn et du mouvement *Hascala*.

2. *Revue de Paris* du 1^{er} août, p. 613.

Heine ses cours d'histoire, à Henri Heine si ardemment, si mystiquement révolutionnaire qu'il faisait le pèlerinage de Münster pour aller honorer les reliques de Jean Bockenraw, dit Jean de Leyde, le chef des Communistes du xvi^e siècle. « J'ai baisé respectueusement », écrit-il, « les reliques du tailleur Jean de Leyde, les chaînes qu'il a portées, les tenailles qui l'ont torturé »... Nous avons déjà cité ce texte, qui prouve, entre beaucoup d'autres, à quel point Henri Heine était foncièrement communiste. M. le rabbin Liber l'a passé sous silence dans sa réfutation. C'est bien regrettable.

En fait, les cours de l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* ne devaient pas être très différents de ceux d'une École Léniniste de nos jours. Dans les Écoles Léninistes aussi on parle d'histoire, de sociologie, de législation nouvelle à établir et d'émancipation des Juifs; et cela finit par la guerre civile...

M. le rabbin Liber, il est vrai, nous montre Henri Heine, dans ses cours, « enthousiasmant ses jeunes auditeurs en célébrant les exploits des Germains d'autrefois et ayant les larmes aux yeux en leur racontant les luttes d'Arminius contre les Romains ». Le tableau est sentimental, mais peu vraisemblable. De deux choses l'une, en effet : ou bien les cours de l'*Union*, comme le prétend M. le rabbin Liber, ne s'adressaient qu'à des Israélites — et alors l'émotion de ceux-ci devait être nulle en écoutant le récit d'une guerre datant de deux mille ans entre deux peuples qui leur étaient complètement étrangers par le sang. Qu'un récit du siège de Jérusalem par Titus les eût émus, à la bonne heure¹! Ou bien, ceux qui s'intéressaient si passionnément « aux luttes d'Arminius contre les Romains » étaient de jeunes Allemands — et alors que devient l'affirmation de M. le rabbin Liber que l'*Union* ne s'adressait nullement aux Chrétiens?

La vérité est que l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* exerça sur le Judaïsme international, au xix^e siècle,

1. Nos manuels scolaires, mis assez sottement dans les mains des jeunes Annamites qui reçoivent notre enseignement, les obligent à réciter : « Nos ancêtres les Gaulois avaient le teint clair, les cheveux blonds et les yeux bleus »... Bon! il le faut pour obtenir le diplôme. Mais voit-on ces fils de l'Asie ayant les yeux pleins de larmes au récit de la prise d'Alésia et du sacrifice de Vercingétorix? Ils ont bien d'autres héros de leur race à pleurer!

la même action galvanisante que Mendelssohn et les premiers *Maskilim* au XVIII^e; elle le lança à l'assaut de cette Société chrétienne, qui hésitait devant l'admission d'une race considérée alors comme inassimilable; elle assigna à son humeur conquérante des buts politiques précis et immédiats; elle fournit enfin des leaders israélites à l'agitation démagogique et socialiste qui devait aboutir à la Révolution de 1848 — cette Révolution de 1848 « qui a donné de l'air aux Juifs allemands », avoue M. le rabbin Liber. Comme la Révolution de 1789-93 en avait donné aux Juifs français...

En fait, l'*Union* fut le phare d'Israël, dont une notable partie a suivi, depuis lors, les voies du néo-messianisme. Il ne faut pas en être surpris s'il est vrai que « dans tous les temps il y a eu un centre d'union entre les Juifs, même entre ceux qui ont été dispersés aux confins du globe terrestre. N'importe où qu'ils se trouvassent, les Juifs entretenaient des relations avec ce centre spirituel. Jamais aucune nation n'a senti d'une manière aussi aiguë que les Juifs l'impulsion émanant d'un tel centre. Chez eux, chaque suggestion se répand avec une vitesse inouïe du centre aux périphéries extrêmes de l'organisme national. »

Notre contradicteur va s'écrier qu'il nous prend sur le fait et que nous tirons cela des *Protocoles des Sages de Sion*... Point du tout! Nous citons un des fils intellectuels de l'*Union des Juifs pour la civilisation et la Science*, le célèbre Mosès Hess, ami de Henri Heine et de Karl Marx, qu'Arnold Rüge, au témoignage de la *Jewish Encyclopedia*, appelait « le rabbin communiste ». M. Seignobos (*Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 688) nous le montre organisant les premiers groupes communistes en Rhénanie. Un quart de siècle plus tard, il sera membre de la I^{re} Internationale et représentant de l'Allemagne aux Congrès de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869). Le texte ci-dessus est tiré de son livre *Rome et Palestine*, qui fut, dit son traducteur, le Dr Waxman, « le hérault et la trompette du Sionisme ». M. le rabbin Liber le trouvera à la page 261 de l'édition américaine.

Après tout ce qui précède, force nous est de constater que notre contradicteur se trompe quand il affirme, dans sa première proposition, « qu'il n'y a aucune relation entre la Société

pour la Civilisation et la Science des Juifs et le Socialisme ou le Communisme ». C'est le contraire qui est vrai.

Voyons si notre contradicteur est plus heureux quand il nous objecte la brève existence de l'*Union*, qui ne lui aurait pas permis d'avoir sur les débuts du Communisme l'influence décisive que nous lui attribuons. Fondée en novembre 1819, l'association aurait été dissoute en 1824, *faute de fonds*, expose M. le rabbin Liber. L'objection paraît de taille... Malheureusement, nous ne sommes d'accord, ni sur la cause de cette disparition, ni sur la date à laquelle il convient de la placer.

Nous ne sommes pas d'accord sur la cause, parce que l'*Union* avait, précisément en 1824, une excellente raison pour annoncer sa dissolution, sans que sa situation financière y fût pour rien : elle était à la veille d'être poursuivie. L'attention de la police prussienne avait fini par être éveillée par sa propagande; on se méfiait de son enseignement destiné à « civiliser les Juifs »; on entrevoyait les dangers de la « réforme du Judaïsme » — ce qui prouve que les policiers prussiens ne manquaient ni de clairvoyance ni d'informations. Bref, en 1824, la Prusse décida de surveiller le mouvement de très près, et, au témoignage de l'encyclopédiste S. Cahen (connu comme traducteur de la Bible), « dans les provinces rhénanes, on interdît même aux Juifs la *réforme de leur culte* ». Fâcheux son de cloche pour le néo-messianisme! Cette première rigueur en faisait prévoir d'autres, que l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* résolut de ne pas attendre. Elle annonça à grand bruit qu'elle entrait en liquidation....

Disparut-elle vraiment? La question ne se pose même pas pour quiconque a étudié l'histoire des sociétés secrètes. Le premier soin d'une association de conspirateurs qui se sent découverte est de proclamer qu'elle n'existe plus. C'est ainsi qu'en France, Barbès et Blanqui, dont la vie ne fut qu'une longue conspiration, gardèrent constamment en mains le même état-major et les mêmes troupes, en se bornant, chaque fois qu'ils étaient démasqués, à déclarer leur association dissoute. Ils la reformaient trois mois plus tard sous un autre nom, et l'on eut ainsi, successivement, la *Société des Droits de l'Homme*, la *Société des Familles*, la *Société des Saisons*, etc...

qui utilisaient le même personnel pour des fins identiques.

Pour que l'on pût croire que l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* s'est réellement dissoute en 1824, il faudrait donc qu'il fût prouvé : 1° que ses dirigeants cessèrent d'être en rapports ensemble; 2° qu'ils modifièrent individuellement l'orientation de leur activité.

Or, si l'on examine les faits, c'est tout le contraire qui apparaît. M. le rabbin Liber rend lui-même hommage à l'unité de vie de Léopold Zunz, qui défendit avec obstination les mêmes idées pendant une existence presque centenaire. Tous ses collaborateurs sans exception montrèrent la même persévérance. En vain nous objecterait-on les conversions au protestantisme d'Édouard Ganz et de Henri Heine : nous avons montré dans notre étude, en citant des lettres d'un cynisme inouï, ce que valait la conversion de ce dernier... (Nous regrettons même que M. le rabbin Liber n'ait pas, en nous lisant, aperçu ces textes, pas plus qu'il n'a remarqué celui relatif au pèlerinage communiste d'Henri Heine. En tout cas, un fait est certain : après la dissolution apparente et forcée de l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*, en 1824, ses dirigeants ne modifièrent rien, individuellement, à leur activité politique.

Et ils ne cessèrent pas davantage d'être en rapports étroits, de collaborer les uns avec les autres. Nous nous demandons même comment M. le rabbin Liber peut être tenté de le nier ! Comment il peut écrire, par exemple (proposition n° 3) que « Zunz connut Henri Heine en 1823, mais l'a ensuite perdu de vue ». Renvoyons notre contradicteur à la *Jewish Encyclopedia*, qui lui rappellera : 1° que « l'amitié entre Zunz et Heine dura toute la vie » de ce dernier; 2° que « Moïse Moser eut l'influence principale de la vie de Heine »... *Amitié qui dure toute une vie, influence principale sur la direction de toute l'activité d'une vie*, c'est ce que M. le rabbin Liber appelle « perdre les gens de vue » ? Et c'est lui qui nous donne le conseil de connaître les questions dont nous parlons...

Nous ne voudrions pas quitter l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*, sans répondre à la petite querelle... d'allemand que M. le rabbin Liber nous a cherchée au sujet du titre de l'association qui lui est chère. Ce titre s'énonce,

dans la langue de Lessing : *Verein für Kultur und Wissenschaft der Juden*. Et notre contradicteur veut absolument que cela signifie : *Société pour la Civilisation et la Science des Juifs*. Il en tire cette conclusion que l'association avait pour but, « non pas de propager parmi les chrétiens *je ne sais quelle civilisation ou science juive*, mais de propager parmi les Juifs la culture moderne ». « C'est si peu la même chose que c'est plutôt le contraire », conclut triomphalement M. le rabbin Liber, qui nous décoche avec malice — mais en l'estropiant, hélas! — les vers de Boileau : *D'un mot mis en sa place apprenez le pouvoir*.

Suivons donc, puisqu'il l'exige, M. le rabbin Liber sur ce terrain linguistique et constatons tout de suite que *Verein*, en allemand, se traduit par *Union*, et nullement par *Société*. C'est le mot *Gesellschaft* qui correspond à *Société*. Notre contradicteur commence donc sa version par une faute...

Nous entrevoyons, d'ailleurs, qu'il ne la commet pas sans nécessité. Le mot *Verein*, signifiant littéralement la réunion de plusieurs unités (*ein*), exige un complément qui désigne ces unités. Or, il ne peut dans la phrase envisagée être question d'autres unités que celles exprimées par les mots *der Juden* (des Juifs). Ce complément se trouve, à vrai dire, rejeté à la fin de la phrase; mais cette construction, quoique vicieuse, n'est pas sans exemple en allemand. Voilà pourquoi, tout bien pesé, nous avons traduit : *Union des Juifs*, etc... M. le rabbin Liber, au contraire, bien résolu à nous imposer son sens d'association réservée aux Juifs et ne s'occupant que d'eux, a voulu considérer *der Juden* comme le complément de *für Kultur und Wissenschaft* (pour la Civilisation et la Science). Mais alors, il s'est heurté au mot *Verein* (Union), qui n'avait plus de complément; et, comme ce mot devenait gênant, il l'a carrément supprimé et remplacé par *Gesellschaft* (Société). C'est ce qu'il appelle, évidemment, « mettre un mot en sa place ».

Notons, d'ailleurs, que M. le rabbin Liber n'est pas d'accord avec le directeur des *Archives Israélites* quant à cette traduction. Il proteste, en effet, contre notre version surtout parce qu'elle donnerait à supposer qu'il s'agissait de propager « je ne sais quelle civilisation ou science juive ». Or, précisément,

M. Prague, traduisant de son côté le titre incriminé, le rend comme suit : *Société pour la civilisation et la science juive*¹. En bonne justice, ce n'est pas à nous, mais à son coreligionnaire des *Archives Israélites*, que M. le rabbin Liber devrait s'en prendre.

Toutes ces chicanes linguistiques ont d'ailleurs fort peu d'intérêt, et nous ne les relevons que par déférence pour notre contradicteur qui paraît y attacher de l'importance. Puisqu'il estime que le nom donné à une association permet de juger exactement son but, renvoyons-le encore à la *Jewish Encyclopedia*. Il y trouvera que Henri Heine, conférencier de l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*, appelait celle-ci la *Jeune Palestine*... Le sens de ce surnom est fort clair, car tous les Comités révolutionnaires qui couvraient alors l'Europe s'appelaient la *Jeune Italie*, la *Jeune Allemagne*, la *Jeune Suisse*, etc... Plus près de nous, nous avons eu le *Jeune Portugal* et les *Jeunes Turcs*. Impossible de dire plus clairement, entre initiés, que la fameuse Union était une organisation révolutionnaire.

Et Henri Heine en savait tout de même plus long, sur l'association dont il fut l'un des dirigeants, que n'en sait de nos jours M. le rabbin Liber.

* * *

Nous nous trouvons avoir répondu par avance à la seconde partie de la troisième proposition de notre contradicteur, ainsi conçue : « Le savant juif L. Zunz n'a rien d'un néo-messianiste, pas plus que d'un socialiste ou d'un communiste. Il a connu Henri Heine en 1823, mais l'a ensuite perdu de vue. » La première partie de cette proposition nous paraît se réfuter d'elle-même. Puisque l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science* a inspiré les premiers adeptes du Communisme, puisqu'elle méritait d'être appelée par Henri Heine la *Jeune Palestine*, il est évident qu'on ne saurait considérer comme un homme d'ordre celui qui en fut le fondateur et le chef. Tous les éloges, d'ailleurs mérités, décernés

1. Voir la citation des *Archives Israélites* en tête de cet article.

à son talent d'écrivain et à sa science, ne peuvent rien changer à ce fait brutal.

M. le rabbin Liber nous présente, il est vrai, un pot pourri de déclarations faites, entre 1848 et 1865, par Léopold Zunz « dans des sociétés populaires ou dans les réunions électorales ». (Tiens! il allait donc porter la parole dans les milieux politiques chrétiens, cet homme qui, d'après notre contradicteur, s'occupait exclusivement de l'instruction de ses coreligionnaires?) Nous supposons ce résumé exact de tout point et nullement tendancieux. Qu'en résulte-t-il? Que Léopold Zunz donnait pour fondement à l'ordre « l'obéissance volontaire »; qu'il réclamait l'égalité absolue de tous les citoyens; qu'il déclarait la guerre aux « corps privilégiés » tels que l'Église et l'Armée; qu'il estimait que, « le progrès étant contrecarré par les situations acquises », les révolutions ne pouvaient se faire « sans heurt » et que la lutte est une loi de l'évolution; qu'il proclamait que la Révolution ne serait close que lorsqu'un État fondé sur le droit démocratique serait instauré dans toute l'Europe; etc.¹...

Eh bien! il n'allait pas mal, le doux savant que M. le rabbin Liber nous dépeint comme uniquement préoccupé de poésie synagogale et d'histoire de sa race... Comme on comprend que la police prussienne ait ouvert l'œil sur son activité et celle de ses collègues!

Mais ces idées « sont à l'antipode de celles de Karl Marx », s'écrie M. le rabbin Liber. Voire Nous nous permettons de le renvoyer au manifeste de la *I^{re} Internationale* (Londres, 1864) rédigé sous le contrôle et avec la collaboration de Karl Marx :

Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes; que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous des droits et des devoirs égaux et à anéantir la domination de toute classe..., les soussignés, etc..., déclarent que l'Association Internationale des Travailleurs, ainsi que toutes les Sociétés ou individus, reconnaîtront pour base de leur conduite envers tous les hommes la Vérité, la Justice, la Morale, sans distinction de couleur, de croyance ou de nationalité. Ils considèrent

1. Voir la *Revue de Paris* du 1^{er} août, p. 610-611.

comme un devoir de réclamer pour tous les droits d'homme et de citoyen. Pas de devoirs sans droits, etc...¹.

Il suffit de confronter ces deux textes pour constater qu'à la même date, approximativement, Léopold Zunz montrait autrement de mordant et d'agressivité que le chef de la *I^{re} Internationale*. Et cependant il y avait déjà un quart de siècle que Karl Marx conspirait la ruine de toute Civilisation.

L'enthousiasme de M. le rabbin Liber pour Léopold Zunz est si grand qu'il lui arrive de nous imputer comme injures à son maître spirituel des propos qui ne sont que la traduction littérale de lettres écrites par celui-ci. Nous citons : « S'il fut amené par deux fois à renoncer aux fonctions de rabbin, à Berlin (1822), puis à Prague (1835), *ce ne fut pas à cause de je ne sais quelles idées particulières, comme l'insinue Salluste* », etc...

Or, quelques lignes plus bas, notre contradicteur cite la version que donna Zunz lui-même de cet incident : « *Mes opinions et mes principes s'accordent mal avec l'état politique et religieux des gens d'ici. Il vaut mieux que je m'en aille. Je ne saurais me soumettre à MM. les rabbins et administrateurs de la communauté. Je puis employer mon temps plus utilement qu'à jouer la comédie.* »

Des « opinions » et des « principes » qui s'accordent mal avec l'état politique et religieux des chefs et des membres d'une communauté, au point qu'on est obligé de la quitter, ne sont donc pas des « idées particulières » ? Aurait-il fallu dire que c'étaient des « idées communes » ?

* * *

Passons à la proposition n° 4 : « Heine a été en rapports avec Karl Marx, mais a eu peur du Communisme ».

Notre étude a accumulé les preuves du rôle révolutionnaire joué par Henri Heine et de l'aide qu'il a donnée à Karl Marx. Elle aurait pu établir un réquisitoire identique si nous nous étions occupés des rapports de Heine avec Ferdinand Lassal, dit Lassalle, le grand agitateur juif allemand. On nous

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 juin 1928, p. 922.

excusera de ne pas revenir sur des faits dix fois démontrés. Contentons-nous de répondre aux objections soulevées par M. le rabbin Liber.

M. le rabbin Liber nous fait dire — et il s'en amuse beaucoup — que Henri Heine a été l'agent de « paiements » entre Karl Marx et les inspireurs occultes de celui-ci. Bien! *A quelle page avons-nous dit cela?* Notre savant contradicteur serait fort aimable de nous l'indiquer... Nous avons dit que Heine « prodigua encouragements et recommandations utiles », qu'il présenta Karl Marx à Arnold Rüge, etc., tous faits dûment prouvés. Nous n'avons jamais qualifié Henri Heine « d'agent de paiements », faits à Karl Marx, ou à qui que ce soit. Alors?

Notons que M. le rabbin Liber estime, le plus naturellement du monde, que si Heine « avait reçu, *pour les transmettre*, des fonds d'une société juive, *il lui en serait resté quelque chose* ». Jolie cote de moralité! Nous ne nous serions pas permis de priser aussi bas l'honnêteté du grand poète juif.

Passons sur la pauvreté de Henri Heine, qui n'a rien à voir avec ses tendances politiques. Elle est, d'ailleurs, nettement controuvée par la critique. Henri Heine avait quelques ressources personnelles; il touchait une pension de 4 800 francs par an de son oncle de Hambourg; il touchait également une pension de 4 800 francs du gouvernement français; enfin, ses droits d'auteur lui rapportaient annuellement une dizaine de mille francs. Au total plus de 20 000 francs par an de ressources connues. Somme considérable sous le régime de Juillet! Un personnage d'Eugène Suë, qui a hôtel, écurie, voitures et domestiques, dit, pour impressionner son public, qu'il dépense 20 000 francs par an — et on le regarde d'un œil d'envie. C'est qu'il faut compter qu'un franc-or de 1840 en valait trois de 1914 et vaudrait par conséquent 15 de nos francs-papier. Est-ce qu'un homme de lettres qui gagnerait, de nos jours, 300 000 francs par an serait vraiment considéré comme indigent? Nous demandons l'avis des percepteurs de M. Poincaré.

Le procédé favori de M. le rabbin Liber apparaît de nouveau lorsqu'il observe que Heine n'a pas pu être « un prophète et un apôtre de la *I^{re} Internationale* », puisque celle-ci fut fondée huit ans après sa mort! Il paraît « qu'avec son esprit

mordant, Heine en aurait fait une parodie¹»? Voyons, voyons! Notre travail a été décrit pour démontrer que l'*Internationale* avait des « origines » antérieures de vingt ans à sa « fondation officielle » : 1844, au lieu de 1864. Nous avons apporté une documentation volumineuse pour prouver que l'étude de ces « origines » fait éclater à chaque pas la collaboration de Heine. Ce dernier, mort en 1856, a donc eu *douze ans* (depuis 1844) pour favoriser l'œuvre préparatoire de Marx. Voilà le fait que nous avons affirmé. M. le rabbin Liber feint de n'avoir pas lu les nombreuses pages que nous avons consacrées aux « origines » de l'*Internationale*, les seules où nous parlons de *Henri Heine*. Il suppose que nous admettons la date de « fondation » de 1864 — contre laquelle tout notre travail a été écrit. Et ensuite, il triomphe : en 1864, Heine était mort depuis huit ans, il n'a donc pu participer à la « fondation »...

Il est vrai que M. le rabbin Liber croît, ailleurs, marquer un point sur nous. Il en est du moins persuadé... N'avons-nous pas dit que la pensée d'Engels, en faisant proposer le 1^{er} mai pour fête du Proletariat mondial, était de commémorer l'arrivée sain et sauf à Paris de Henri Heine, le 1^{er} mai 1831? (Notre contradicteur a lu « le passage du Rhin »). Son *Manuel Socialiste* en mains, M. le rabbin Liber nous transcrit tout au long l'explication classique de la fête révolutionnaire : en 1886, à Chicago, une bagarre se produisit le 3 mai entre des grévistes et la police; le 4 mai, une bombe tua sept policiers et en blessa soixante; à la suite de quoi, à une date qui n'est pas un 1^{er} mai, sept des coupables furent condamnés à mort. Et voilà pourquoi le 1^{er} mai est la grande fête socialiste et communiste... Mais, dit le récit classique, la grève qui donna lieu à ces tragiques incidents avait commencé un 1^{er} mai! Piètre explication! On eût compris que le prolétariat commémorât l'anniversaire de la bombe homicide, où celle de la condamnation à mort des coupables; mais l'anniversaire du premier jour d'une grève, dans un pays qui en a tant vu! D'ailleurs, il est faux que cette grève ait commencé le 1^{er} mai; les journaux du temps font foi que l'état de grève existait avant cette date. Alors?

1. M. le rabbin Liber a évidemment voulu écrire « une satire ».

Alors, c'est précisément parce que cette explication ne tient pas debout que nous en avons cherché une autre. Imagine-t-on la Fête Nationale française fixée au 10 juillet, sous prétexte que la Fête de la Fédération, en 1790, eut lieu le 14 juillet? Tout au contraire, le respect dont Marx et Engels entouraient la mémoire de Henri Heine, leur protecteur à tous deux, le sauveur de Marx en 1848, donne toute vraisemblance à notre interprétation.

Et, s'il fallait remonter plus haut, rappelons qu'Adam Weishaupt, le fondateur de l'Ordre *communiste* des « Illuminés » d'Allemagne, créa celui-ci un 1^{er} mai. Pourquoi? Parce que le 1^{er} mai était une vieille fête païenne, célébrée par des cérémonies et des coutumes dont on retrouve force vestiges au moyen âge. Rappelons le *mai*, que les paysans des campagnes françaises plantaient ce jour-là, encore au xvii^e siècle, et qui a revécu, à l'époque révolutionnaire, dans « l'arbre de la liberté »? Et aussi les « princes de Mai » des xv^e et xvi^e siècle? Ou encore des « reines de Mai », en Angleterre?

C'est la cinquième et dernière proposition qui nous livre la pensée secrète de M. le rabbin Liber, celle qui a inspiré sa réfutation : « Heine et Marx, le second surtout, n'aimaient pas les Juifs et le Judaïsme; ils ne lui doivent pas leurs idées politiques et sociales. Notre savant contradicteur accuse d'avance de « racisme » ceux qui prétendraient qu'une naissance juive est indélébile, tout comme une naissance nègre ou jaune, et indépendamment des croyances ou des abjurations. « Comme Israélite », dit notre contradicteur, « je réponds : le Judaïsme veut être jugé sur ses fidèles, non sur ses renégats. »

Puisque c'est être « raciste » que de rendre le judaïsme responsable des méfaits de Henri Heine et de Karl Marx, gardons-nous bien d'avoir une opinion personnelle sur cette question, et laissons M. le rabbin Liber la discuter avec quelques hommes de sa race à lui. Ce ne sont pas des renégats, loin de là! mais, au contraire, de véritables gloires

d'Israël, dont le nom est prononcé avec respect dans toutes les synagogues du monde. L'un, le docteur professeur H. Graëtz est un géant de l'histoire juive, que M. le rabbin Liber, dans sa réplique, cite avec déférence. L'autre, Bernard Lazare, a été honoré d'une statue par ses frères de sang. Nous nous en excusons bien auprès de M. le rabbin Liber; mais, au point de vue israélite, son autorité est petite en comparaison de celle des deux Juifs célèbres avec lesquels nous le prions d'entrer en discussion. Et, derrière ceux-là, nous lui en présenterons encore quelques autres.

Voyons ce que dit le professeur Graëtz, dans son *Histoire des Juifs depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours* (Leipzig, 1870, vol. XI, p. 368) :

Børne et Heine appartiennent-ils à l'histoire juive? Entièrement! Non seulement le sang juif coulait dans leurs veines, mais aussi l'essence juive dans leurs nerfs. Les éclairs qu'ils firent éclater sur l'Allemagne... étaient chargés de l'électricité juive talmudiste. Sans doute tous les deux se sont *extérieurement* détachés du Judaïsme, mais seulement comme deux champions qui adoptent l'armement et le drapeau de l'ennemi pour le frapper avec plus d'efficacité et l'anéantir plus complètement.

M. le rabbin Liber est-il content de cette définition?

Ou bien préfère-t-il celle de Bernard Lazare, qui, dans son livre *l'Antisémitisme, son Histoire et ses causes* (Paris, Léon Chailley, 1894), consacre une trentaine de pages à « l'esprit révolutionnaire dans le Judaïsme »?

Avec une haute probité morale, le grand israélite que fut Bernard Lazare reconnaît que, même au temps de leur indépendance en Palestine, les Juifs furent « toujours des mécontents... perpétuellement inquiets, en l'attente d'un mieux qu'ils ne trouvaient jamais réalisé; ... de là cette agitation constante des Juifs qui se manifesta non seulement dans le prophétisme, dans le Messianisme et dans le Christianisme, qui en fut le suprême aboutissement, mais encore dans la dispersion et alors d'une façon individuelle. »

Les causes qui firent naître cette agitation... sont des causes internes qui tiennent à l'essence même de l'esprit hébraïque. La vie selon l'Hébreu doit donner à l'être toutes les joies et ce n'est que d'elle qu'il doit les attendre... N'ayant aucun espoir de compensation

future, le Juif ne pouvait se résigner aux malheurs de la vie. Aux fléaux qui l'atteignaient, il ne répondait ni par le fatalisme du musulman, ni par la résignation du chrétien; il répondait par la révolte. Comme il était en possession d'un idéal concret, il voulait le réaliser, et tout ce qui en retardait l'avènement provoquait sa colère.

C'est l'idée de contrat qui domina toute la théologie d'Israël. Quand l'Israélite remplissait ses engagements vis-à-vis de Iahvé, il exigeait la réciprocité. S'il se croyait lésé, s'il jugeait que ses droits n'étaient pas respectés, il n'avait aucune bonne raison de temporiser, car la minute de bonheur qu'il perdait était une minute qu'on lui volait et que jamais on ne pourrait lui rendre...

Au retour de Babylone... les psaumes sont, pour la plupart, des diatribes contre les riches; ils symbolisent la haine des *Ebionim* contre les puissants. Quand les psalmistes parlent aux possesseurs, aux repus, ils disent volontiers avec Amos : *Écoutez-moi, mangeurs de pauvres, grugeurs des faibles du pays...* Le riche est le méchant, c'est un homme de violence et de sang; il est fourbe, perfide, orgueilleux; il fait le mal sans motif; il est méprisable, car il exploite, opprime, persécute et dévore le peuple... Excités par les paroles de leurs poètes, les *Ebionim*... rêvaient au jour qui les vengerait des iniquités et des opprobres, au jour où le méchant serait abattu et le juste exalté : au jour du Messie.

Donc, la conception que les Juifs se firent de la vie et de la mort fournit le premier élément à leur esprit révolutionnaire. Leur conception de la divinité... les conduisit à concevoir l'égalité des hommes, elle les mena même à l'anarchie. Tout gouvernement, quel qu'il soit, est mauvais, puisqu'il tend à se substituer au gouvernement de Dieu; il doit être combattu, puisque Iahvé est le seul chef de la république judaïque, le seul auquel l'Israélite doit obéissance. Quand les prophètes insultaient les rois, ils représentaient le sentiment d'Israël.... Ils étaient poussés à se révolter contre la magistrature humaine; ils ne la pouvaient accepter et, dans les époques de soulèvement, on vit Zadoc et Juda le Galiléen entraîner avec eux les zélateurs en criant : *n'appellez personne votre maître?* Aucun homme ne pouvait s'élever au-dessus des autres; le dur maître céleste appelait l'égalité terrestre et déjà le primitif Mosaïsme portait en lui cette égalité sociale. C'est Dieu lui-même qui commande cette égalité et ce sont les puissants qui sont l'obstacle à sa réalisation¹... Quant aux riches, c'est grâce à leurs iniquités que l'inégalité subsiste.

La haine de l'Israélite contre le fauteur d'injustice se compliquait d'une haine contre le riche, négateur des prescriptions égalitaires. L'Hébreu décréait que toute fortune venait du mal, du péché; il disait que tout bien était mal acquis.

L'amour de la liberté contribua aussi à la formation de l'esprit révolutionnaire des Juifs, et, en parlant de la liberté, je n'entends

1. On croirait entendre Léopold Zunz, cité par M. le rabbin Liber...

pas la liberté politique. La conception de la liberté individuelle exista toujours chez les Israélites, car elle fut un corollaire inévitable de leur dogme sur la divinité. Tout pouvoir appartenait à Dieu et le Juif ne pouvait être dirigé que par Iahvé. Il ne rendait compte de ses actes qu'à Adonaï qui gouverne les cieux et la terre ; aucun de ses semblables n'avait le droit de restreindre son action ni de lui imposer sa volonté ; vis-à-vis des créatures de chair, il était libre, et il devait être libre. Cette conviction rendait l'Hébreu incapable de discipline et de subordination. Les princes judéens ne régnèrent jamais que sur un peuple de révoltés, inapte à subir tout joug et toute contrainte.

Et Bernard Lazare montre comment cet esprit de révolte de sa race en vint à se manifester à l'égard de Dieu lui-même.

L'histoire de la dispute de rabbi Eliézer et des rabbins ses collègues nous donne un exemple assez typique et elle mérite d'être rapportée.

Au cours d'une discussion doctrinale la voix divine se fit entendre, et, intervenant dans le débat, elle donna raison à rabbi Eliézer. Les collègues du favorisé n'acceptèrent pas la décision céleste. Un d'entre eux, rabbi Josué, se leva et déclara : « Ce ne sont pas des voix mystérieuses, c'est la majorité des sages qui doit décider désormais des questions de doctrine. La raison n'est plus cachée dans le ciel, ce n'est plus dans les cieux qu'est la Loi ; elle a été donnée à la terre, et c'est à la raison humaine qu'il appartient de la comprendre et de l'expliquer¹. »

Si les paroles divines étaient ainsi accueillies, quand elles se permettaient de violenter les individus et de vouloir imposer à la raison humaine une volonté étrangère à sa volonté propre, comment étaient acceptées les paroles humaines ! M. Renan a eu raison lorsqu'il a dit des Sémites : « Rien ne tient donc dans ces âmes contre le sentiment indompté du moi », et cela est plus spécialement vrai des Juifs.

Or, l'individualiste, imbu d'idéalisme, est et sera partout et toujours un révolté.

Nous avons dégagé tous les éléments dont fut formé l'esprit révolutionnaire dans le Judaïsme : ce sont l'idée de Justice, celle d'Égalité et celle de Liberté. Si, parmi les nations, celle d'Israël fut la première qui prôna ces idées, d'autres peuples, à divers moments de l'histoire, les soutinrent, et ils ne furent pas, pour cela, des peuples de révoltés comme le peuple juif. Pourquoi ? Parce que, si ces peuples furent convaincus de l'excellence de la Justice, de l'Égalité et de la Liberté, ils ne tinrent pas leur réalisation totale comme possible, au moins dans ce monde, et par conséquent ils ne travaillèrent pas uniquement à leur avènement.

Au contraire, les Juifs crurent non seulement que la Justice, que la Liberté et l'Égalité pouvaient être les souveraines du monde, *mais ils se crurent spécialement missionnés pour travailler à ce règne. Tous*

1. *Talmud*, traité Baba Mezia, 59 a.

les désirs, toutes les espérances que ces trois idées faisaient naître finirent par se cristalliser autour d'une idée centrale : celle des temps messianiques, de la venue du Messie.

... A aucun de ceux qui se présentèrent comme le Messie, Israël n'a voulu croire. Il a repoussé tous ceux qui se dirent envoyés de Dieu : il a refusé d'entendre Jésus, Barkokeba, Theudas, Alroy, Sérénus, Moïse de Crète, Sabbataï Lévi. C'est que jamais Israël ne vit son idéal devenir réel. Nul des prophètes qui vinrent vers lui n'apporta dans les plis de sa robe la divine Justice, ni l'Égalité triomphante, ni l'indestructible Liberté ; les Juifs ne virent pas, à la voix de ces oints, tomber les chaînes, s'écrouler les murs des prisons, se pourrir la verge de l'autorité, se dissiper comme fumée vaine les trésors mal acquis des riches et des spoliateurs.

... Les pratiques étroites dans lesquelles les docteurs enserrèrent les Juifs endormirent leurs instincts de révolte. Le Talmud n'abaissa pourtant pas tous les Juifs ; *parmi ceux qui le rejetèrent, il s'en trouva qui persistèrent dans cette croyance que la Justice, la Liberté et l'Égalité devaient advenir en ce monde ; il y en eut beaucoup qui crurent que le peuple de Iahvé était chargé de travailler à cet avènement. C'est ce qui fait comprendre pourquoi les Juifs furent mêlés à tous les mouvements révolutionnaires, car ils prirent à toutes les révolutions une part active, comme nous le verrons en étudiant leur rôle dans les périodes de trouble et de changement.*

Ainsi le grief des antisémites paraît fondé : le Juif a l'esprit révolutionnaire ; conscient ou non, il est un agent de révolution...

... Ce sont ces rationalistes et ces philosophes (Juifs) qui, du x^e au xv^e siècle, jusqu'à la Renaissance, furent les auxiliaires de ce qu'on pourrait appeler la Révolution générale de l'Humanité. Ils aidèrent, en une certaine mesure, l'homme à se débarrasser des liens religieux.... En ce temps où le Catholicisme et la foi chrétienne étaient le fondement des États, les combattre ou fournir des armes à ceux qui les attaquaient, c'était faire œuvre de révolutionnaire.

Les Juifs ne se bornèrent pas là. Ils appuyèrent le matérialisme arabe qui ébranla si fort la foi chrétienne et répandit l'incrédulité à ce point, qu'on affirma l'existence d'une société secrète ayant juré la destruction du Christianisme... M. Darmesteter a eu raison d'écrire : « Le Juif a été le docteur de l'incrédule, tous les révoltés de l'esprit sont venus à lui, dans l'ombre ou à ciel ouvert. Il a été à l'œuvre dans l'immense atelier de blasphème du grand empereur Frédéric et des princes de Souabe et d'Aragon »....

... L'historien se borne à étudier la part que le Juif, étant donné son esprit, son caractère, la nature de sa philosophie et de sa religion, a pu prendre au procès et aux mouvements révolutionnaires. J'entends par procès révolutionnaire la marche idéologique de la Révolution, qui peut se représenter d'un côté par la destruction lente de l'état chrétien et de l'autorité religieuse, d'un autre côté par une évolution économique...

... (Les savants juifs) traduisirent les libelles blasphématoires, les vies de Jésus, comme le *Toledot Jeschu*, et le XVIII^e siècle répéta les fables et les légendes irrespectueuses des Pharisiens du II^e siècle, qu'on retrouve à la fois dans Voltaire et dans Parny, et dont l'ironie rationaliste, âcre et positive, revit dans Heine, dans Boerne et dans Disraëli, comme la puissance de raisonnement des docteurs revit dans Karl Marx, et la fougue libertaire des révoltés hébraïques dans l'enthousiaste Ferdinand Lassallé.

... On ne peut nier que l'Illuminisme et le Martinisme aient été de puissants préparateurs de révolutions... Quels furent les rapports des Juifs et de ces sociétés secrètes? Voilà ce qui n'est pas facile à élucider, car les documents sérieux nous manquent.... Il est certain cependant qu'il y eut des Juifs au berceau même de la Franc-Maçonnerie, des Juifs Kabbalistes, ainsi que le prouvent certains rites conservés; très probablement, pendant les années qui précédèrent la Révolution française, ils entrèrent en plus grand nombre encore dans les conseils de cette société et fondèrent eux-mêmes des sociétés secrètes. Il y eut des Juifs autour de Weisshaupt; et Martinez de Pasqualis, un Juif d'origine portugaise, organisa de nombreux groupes illuministes en France...

... Pendant la période révolutionnaire les Juifs ne restèrent pas inactifs. Étant donné leur petit nombre à Paris, on les voit occuper une place considérable.

... Nous avons vu comment, groupés autour du Saint-Simonisme, ils achevèrent la révolution économique dont 1789 avait été une étape. Pendant la seconde période révolutionnaire, celle qui part de 1830, ils montrèrent plus d'ardeur encore que pendant la première. Ils y étaient d'ailleurs directement intéressés, car, dans la plupart des Etats de l'Europe, ils ne jouissaient pas encore de la plénitude de leurs droits. Ceux-là même d'entre eux qui n'étaient pas révolutionnaires par raisonnement et tempérament le furent par intérêt; en travaillant pour le triomphe du libéralisme, ils travaillaient pour eux. Il est hors de doute que par leur or, par leur énergie, par leur talent, ils soutinrent et secondèrent la Révolution européenne. Durant ces années, leurs banquiers, leurs industriels, leurs poètes, leurs écrivains, mus par des idées d'ailleurs bien différentes, concoururent au même but... Mais quelle que soit la fin poursuivie, fin intéressée ou fin idéale, les Juifs furent à cette époque parmi les plus actifs, les plus infatigables propagandistes. On les trouve mêlés au mouvement de la Jeune Allemagne; ils furent en nombre dans les sociétés secrètes qui formèrent l'armée combattante révolutionnaire, dans les loges maçonniques, dans les groupes de la Charbonnerie, dans la Haute Vente romaine, partout, en France, en Allemagne, en Suisse, en Autriche, en Italie.

Quant à leur action et à leur influence dans le Socialisme contemporain, elle est et elle fut, on le sait, fort grande. C'est Marx qui donna l'impulsion à l'Internationale, par le manifeste de 1847¹, rédigé par lui et Engels.

1. Comme nous plaignons M. le rabbin Liber! Voilà que son illustre corelli-

Les Juifs y furent nombreux, et, dans le Conseil Général seulement, on trouve Karl Marx, secrétaire pour l'Allemagne et la Russie, et James Cohen, secrétaire pour le Danemark. Outre Marx et Cohen, on peut citer Neumayer, secrétaire du Bureau de correspondance pour l'Autriche; Fribourg, qui fut un des directeurs de la Fédération parisienne de l'Internationale, dont firent partie aussi Lœb, Haltmayer, Lazare et Armand Lévi; Léon Frankel, qui dirigea la section allemande à Paris; Cohen, qui fut délégué de l'association des cigariers de Londres au Congrès de l'Internationale tenu à Bruxelles en 1868; Ph. Cœnen, qui fut, au même Congrès, délégué de la section anversoise de l'Internationale, etc.... Beaucoup de Juifs affiliés à l'Internationale jouèrent plus tard un rôle dans la Commune, où ils retrouvèrent d'autres coreligionnaires.

Quant à l'organisation du parti socialiste, les Juifs y contribuèrent puissamment. Marx et Lassalle en Allemagne, Aaron Libermann et Adler en Autriche, Dobrojanu Ghéréa en Roumanie, Gompers, Kahn et de Lion aux Etats-Unis d'Amérique en furent ou en sont encore les directeurs ou les initiateurs.

M. le rabbin Liber a formellement taxé d'inexactitudes et de malveillance notre liste de chefs socialistes juifs. Pour un peu, il nous eût accusé de l'avoir prise chez les antisémites russes, ce qui est, chacun le sait, le comble de l'horreur. Or, la liste donnée par son célèbre coreligionnaire Bernard Lazare contient *tous les noms* qui figurent dans la nôtre, plus quelques autres intéressants à noter...

...J'ai donc très brièvement esquissé l'histoire révolutionnaire des Juifs, ou du moins ai-je tenté d'indiquer comment on pourrait l'entreprendre; j'ai fait voir comment ils procédèrent idéologiquement et activement, comment ils furent de ceux qui préparent la Révolution par la pensée, et de ceux qui la traduisent en acte. On m'objectera qu'en devenant révolutionnaire, le Juif devient le plus souvent athée et qu'ainsi il cesse d'être Juif. Ce n'est que d'une certaine façon, en ce sens surtout que les enfants du Juif révolutionnaire se fondent dans la population qui les entoure, et que, par conséquent, les Juifs révolutionnaires s'assimilent plus facilement; *mais en général les Juifs, même révolutionnaires, ont gardé l'esprit juif, et s'ils ont abandonné toute religion et toute foi, ils n'en ont pas moins subi, ataviquement et éducativement, l'influence nationale juive. Cela est surtout vrai pour les*

gionnaire Bernard Lazare est d'avis, comme Salluste, que l'Internationale date d'une vingtaine d'années avant 1864... Est-ce que Henri Heine, « avec son esprit mordant », aurait aussi fait « une parodie » de l'affirmation de Bernard Lazare?

révolutionnaires israélites qui vécurent dans la première moitié de ce siècle, et dont Henri Heine et Karl Marx nous offrent deux bons modèles.

Heine que l'on considéra en France comme un Allemand, et à qui, en Allemagne, on reprocha d'être Français, fut avant tout Juif. C'est parce qu'il fut Juif qu'il célébra Napoléon et qu'il eut pour le César l'enthousiasme des Israélites allemands, libérés par la volonté impériale.

... Il en est de même pour Marx. Ce descendant d'une lignée de rabbins et de docteurs hérita de toute la force logique de ses ancêtres; il fut un talmudiste lucide et clair, que n'embarrassèrent pas les minuties niaises de la pratique, un talmudiste qui fit de la sociologie, et appliqua ses qualités natives d'exégète à la critique de l'économie politique. Il fut animé de ce vieux matérialisme hébraïque qui rêva perpétuellement d'un paradis réalisé sur la terre et repoussa toujours la lointaine et problématique espérance d'un éden après la mort; mais il ne fut pas qu'un logicien, il fut aussi un révolté, un agitateur, un âpre polémiste, et il prit son don du sarcasme et de l'invective, là où Heine l'avait pris : aux sources juives.

On pourrait encore montrer ce que Bœrne, ce que Lassalle, ce que Mosès Hess et Robert Blum tinrent de leur origine hébraïque, de même pour Disraéli, et ainsi on aurait la preuve de la persistance, chez les penseurs, de l'esprit juif, cet esprit juif que nous avons signalé déjà chez Montaigne et chez Spinoza.

Les textes que nous publions ci-dessus répondent, croyons-nous, avec suffisamment de clarté à la cinquième proposition de M. le rabbin Liber, qui prétendait que Heine et Marx « ne doivent pas au Judaïsme leurs idées politiques et sociales ». Nous pourrions en citer bien d'autres, tous aussi concluants, et tous émanant d'écrivains israélites qualifiés. Mais la place nous est mesurée et cette démonstration ne peut se poursuivre indéfiniment.

* * *

Il nous faut cependant, puisque M. Émile Vandervelde, dans le *Peuple*, de Bruxelles, et M. le rabbin Liber, dans sa réfutation, ont parlé de l'antisémitisme de Karl Marx, étudier la brochure de ce dernier qui est qualifiée de « réquisitoire à la Drumont ». Le document est intéressant par sa date, qui coïncide avec les débuts de l'activité communiste de Marx en France (1844); il l'est bien plus encore par sa signification néo-messianiste.

Les israélites d'Allemagne, lancés à l'assaut par l'*Union des Juifs pour la Civilisation et la Science*, bataillaient pour l'obtention pleine et entière des droits de citoyens. Tout annonçait qu'ils l'obtiendraient bientôt, comme il arriva, en effet, quelques années plus tard, grâce à la Révolution de 1848. Mais deux tendances se manifestaient parmi eux : la *radicale*, qui ne considérait la lutte pour l'égalité politique que comme un moyen d'agitation sociale et révolutionnaire (tendance représentée par les leaders néo-messianistes que nous avons présentés à nos lecteurs); la *modérée*, qui estimait que la conquête des droits politiques avait bien son prix en elle-même, et que, jointe à l'emprise qu'Israël exerçait sur les Finances d'État, la Banque et le Commerce, elle pouvait former un but raisonnable aux ambitions de la race.

Parmi ces modérés se trouvaient beaucoup de grands capitalistes juifs, que les outrances sociales de Marx, à la *Gazette rhénane*, avaient inquiétés, et qui refusaient, ou n'accordaient plus que mollement, leurs subventions à la propagande révolutionnaire. C'est pour eux que Karl Marx écrivit son opuscule sur la question juive, auquel il donna fort habilement la forme indirecte d'un article de critique sur un livre de Bruno Bauer. C'est eux qu'il prend à partie; dont il dénonce l'égoïsme capitaliste, et qu'il fait souvenir, en termes à peine voilés, de leur devoir ethnique.

Avec sa brutalité ordinaire, Marx leur rappelle d'abord que le but poursuivi par la race n'est pas l'égalité avec les chrétiens, mais la ruine totale de la Société chrétienne, dont l'existence est considérée comme intolérable. Le morceau vaut la peine d'être cité :

Les Juifs demandent-ils à être mis sur le pied d'égalité avec les sujets chrétiens? S'ils reconnaissent l'État chrétien comme fondé en droit, ils reconnaissent le régime de l'asservissement général. Pourquoi leur joug spécial leur déplaît-il du moment que le joug général leur plaît?

Le Juif possède en lui-même le privilège d'être juif. Il a, comme Juif, des droits que les Chrétiens n'ont pas. Pourquoi réclame-t-il des droits qu'il n'a pas et dont jouissent les Chrétiens?

En réclamant son émancipation de l'État chrétien, il demande que l'État chrétien renonce à son préjugé religieux. Et lui, le Juif, renonce-t-il à son préjugé religieux? A-t-il donc le droit de demander à un

autre d'abdiquer sa religion?... Tant que l'État reste chrétien et tant que le Juif reste juif, tous deux sont également inaptes, l'un à donner l'émancipation, l'autre à la recevoir.

Affirmation d'une logique implacable et, que l'événement s'est chargé de démontrer. Pour qu'un État puisse vraiment faire tomber ses barrières, non pas pour des israélites à titre d'exception, mais pour tout le peuple juif, il faut que cet État renonce à être chrétien : on le qualifiera momentanément de « neutre », « d'indifférent », etc...; mais en réalité, et la marche des événements le prouvera promptement, il sera passé à l'anti-christianisme. Il y a là une loi de l'Histoire.

Karl Marx en dégage aussitôt une autre.

Le Juif ne peut avoir, à l'égard de l'État, qu'une attitude de Juif, c'est-à-dire d'étranger : à la nationalité véritable, il oppose sa nationalité chimérique et à la loi véritable sa loi illusoire. Il se croit en droit de se séparer du reste de l'humanité. Par principe, il ne prend aucune part au mouvement historique et escompte un avenir qui n'a rien de commun avec l'avenir général de l'homme. Il se considère comme un membre du peuple juif et le peuple juif comme le Peuple Élu. A quel titre, Juifs, demandez-vous donc l'émancipation?

Après avoir ainsi rudement rappelé ses congénères à leur devoir de guerre de races, Karl Marx leur montre le but : la ruine de l'État chrétien par l'établissement de l'athéisme général :

La forme la plus rigide de l'opposition entre le Juif et le Chrétien, c'est l'opposition religieuse. Comment résout-on une opposition? En la rendant impossible. Et comment rend-on impossible une opposition religieuse? En supprimant la religion.

Et Marx veut que cet athéisme règne chez le Juif comme chez le Chrétien, afin que tous deux ne voient plus, dans leurs religions respectives, « que des peaux de serpent dépouillées par le serpent qu'est l'homme ». Avons-nous raison de dire que le néo-messianisme est une secte hérétique et matérialiste par rapport au vieux judaïsme jéhoviste et surnaturel?

Marx s'en prend ensuite, toujours avec la même brutale logique, à ces israélites inconséquents qui veulent s'arrêter à la *démocratie* sans aller jusqu'au *socialisme*! Du moment

que la loi du nombre existe, expose-t-il, elle travaille pour la dépossession des possédants, qui ne sont pas le nombre.

Dès qu'ils décident que l'électorat et l'éligibilité ne sont plus liés au cens, ainsi qu'on l'a fait dans bon nombre d'États de l'Amérique du Nord, l'État supprime la propriété privée, l'homme décrète politiquement l'abolition de la propriété privée. Hamilton interprète très exactement ce fait au point de vue politique : « La grande masse a remporté la victoire sur les propriétaires et la richesse financière ». *La propriété privée n'est-elle pas supprimée, théoriquement, lorsque celui qui ne possède rien est devenu le législateur de celui qui possède ?*

...L'État supprime les distinctions constituées par la naissance, le rang social, l'instruction, l'occupation particulière, du moment qu'il décrète que la naissance, le rang social, l'instruction, l'occupation particulière ne créent pas de différences politiques, du moment où, sans tenir compte de ces distinctions, il proclame chaque membre du peuple, codétenteur, à titre égal, de la souveraineté populaire.

Souveraineté, d'ailleurs, que Marx ne prise pas bien haut :

Dans l'État (démocratique) l'homme... est le membre imaginaire d'une souveraineté imaginaire, dépouillé de sa vie réelle et individuelle et rempli d'une généralité irréelle.

Après s'être laissé emporter, pendant quelques pages, par sa haine contre l'État chrétien, après avoir constaté, avec joie, que la destruction des anciennes corporations a déjà ruiné les bases vitales de cet État, Marx en revient à son objectif : disparition de la Société chrétienne :

S'ils veulent devenir libres, les Juifs ne doivent pas se convertir au Christianisme tout court, mais au Christianisme dissous, à la religion dissoute, c'est-à-dire à la philosophie, à la critique et à son résultat : l'Humanité libre.

Nous reconnaissons dans le Judaïsme un élément antisocial général et actuel qui, par le développement historique auquel les Juifs ont, sous ce mauvais rapport, activement collaboré, a été poussé à son point culminant dans le temps présent.

Pour que cet élément antisocial fasse sa besogne, Marx n'estime pas qu'il lui soit utile d'avoir des droits politiques. La Société chrétienne n'est-elle pas en voie de dissolution ? Ne perd-elle pas chaque jour quelque chose de son caractère pour s'organiser à la juive ?

Le Juif s'est émancipé déjà, mais à la façon juive. Le Juif, par exemple, qui est simplement toléré à Vienne, détermine par sa seule

puissance financière le sort de tout l'Empire. Le Juif qui, dans les moindres petits États allemands, peut être sans droits, décide du sort de l'Europe.

Le Juif s'est émancipé, non seulement en se rendant maître du marché financier, mais parce que, grâce à lui et par lui, l'argent est devenu une puissance mondiale, et l'esprit pratique juif est devenu l'esprit pratique des peuples chrétiens. Les Juifs se sont émancipés dans la mesure où les chrétiens sont devenus Juifs.

...En théorie, le Juif est privé des droits politiques, alors qu'en pratique il dispose d'une puissance énorme et exerce en gros son influence politique diminuée en détail.

Marx estime donc que les droits politiques ne sont, pour le Juif, que viandes creuses et qu'il emploie mal son effort en le faisant porter sur ce point. Il tonne contre les Juifs d'affaires, ces amasseurs de fortunes, dont « l'argent est le dieu jaloux, devant qui nul autre dieu ne doit subsister ». Il dénonce même « le jésuitisme juif, le même jésuitisme pratique dont Bauer prouve l'existence dans le Talmud... »

En somme, une attaque véhémement du néo-messianiste qu'était Karl Marx contre les Juifs libéraux, préoccupés avant tout de droits politiques utiles à leur prestige privé et de profits matériels, voilà ce qu'est l'ouvrage dans lequel M. Émile Vandervelde a vu un « réquisitoire à la Drumont ». Karl Marx, le révolutionnaire-né, l'héritier des agitateurs sociaux dont Bernard Lazare nous montre l'action dans toute l'histoire d'Israël, s'en prend aux riches, aux « repus » de sa race, à ceux qui trahissent la cause commune en essayant de s'installer dans la Société chrétienne au lieu de travailler à la détruire.

Quoi de plus logique de sa part que ce rôle de prophète vomissant l'invective et appelant la destruction sur la Cité?

* * *

Nous ne voudrions pas clôturer cette étude sans signaler tout ce qu'il y a de mystique hébraïque dans l'âme des Communistes contemporains, héritiers du néo-messianisme de Henri Heine et de Karl Marx. Mais la place nous manque... Contentons-nous de citer l'écrivain communiste Henri Barbusse, le seul littérateur de valeur que le Communisme compte

en France, dont les liens de famille israélites sont bien connus. Les passages ci-après, dont on appréciera la forme volontairement biblique, sont extraits de son livre : *Jésus*. Ils corroborent tout ce que Graëtz, Darmesteter, Bernard Lazare et Karl Marx lui-même ont pu dire sur l'inspiration juive de la Révolution sociale. C'est le néo-messianisme lui-même qui prend, cette fois, la parole et annonce à la Civilisation issue du Christianisme qu'elle va mourir :

CHAPITRE I

18. — Et maintenant, nous sommes aussi à une heure grave de notre drame commun.
19. — De tous côtés, aujourd'hui, la grande nouvelle retentit :
20. — Les jours sont proches. Le vieux monde va mourir la mort.
21. — Et ils disent que c'est l'achèvement des temps et l'heure de la Révolution, et qu'il va éclater dans les crépuscules de la terre, l'arc-en-ciel de justice.
22. — Et, levant la tête, ils voient la consolation d'Israël.
23. — Car l'Éternel rugira de Sion, et le Dieu de justice enverra bouleverser les royaumes de la terre dont la gloire est du Démon, et fera une grande diminution sur la terre. Cela nous fut annoncé en préceptes d'anges.
25. — Le Messie céleste aura une faux, et la terre sera moissonnée. Il poursuivra le coupable : S'il se noie dans la mer, dit le Seigneur, je mandaterai le monstre pour le repêcher ; s'il se mêle aux hommes, je mandaterai l'épée pour sa gorge ; s'il monte au ciel, je l'en ferai descendre ; s'il descend au tombeau, je l'en tirerai dehors.
26. — Les royaumes s'écrouleront. Ceux qui domineront les nations les feront hurler. Les cieux passeront. Et toutes les îles s'enfuiront, et les montagnes ne seront plus trouvées. Ce sera un jour d'exaspération et d'angoisse, où le soleil noircira, où les cavaliers et les fantômes se heurteront dans le ciel et les hautes nuées. Car ce jour-là, la terre rendra son dépôt de morts et les enfers rendront ce qu'ils doivent.
27. — Et le héros de la Révolution mettra une ère nouvelle où Israël sera élevé par-dessus les aigles. Et les étoiles brilleront sept fois plus sur les justes, et l'Éternel traitera avec nous un traité de bonheur.
28. — Tel est le rêve que fait notre peuple (car les images que fait un peuple sont comme les rêves que fait un homme avec des morceaux de lui-même).
29. — Nous, dont les espérances se sont l'une après l'autre cassées, nous sommes le peuple de l'espérance, le peuple-homme.
30. — Le malheur nous a fait ce que nous sommes, à n'en plus finir.
31. — Et voilà ce que nous crions, nous qui dormons encore.

32. — Dans les rues où je passe pour retourner à la maison, le soleil couchant se met en long. Les gens pensent à la Révolution.
33. — Et l'un dit : Tu crois qu'elle vient, cette Révolution? Et l'autre dit : Il paraît que c'est pour demain.
34. — Et tous regardent au fond du ciel le soleil, palais de justice du monde.
42. — J'ai dans l'esprit un soulèvement qui ressemble à la Révolution.
43. — Le grand abîme de mes pères crie en moi.
44. — On est fait pour faire quelque chose de juste.
45. — On est fait pour défaire ce qui est injuste.
46. — Il est écrit : Je ferai de la droiture une règle, et de la justice un niveau.
47. — Et en torrent!

CHAPITRE X

32. — Les riches, les aisés, les satisfaits, aux habits propres et aux lèvres grasses, ceux qui ont les mains des autres au bout de leurs bras, et qui récoltent le travail, qui m'entourent et disent d'une voix caressante : nous sommes justes...
77. — L'œuvre qu'on doit faire, c'est celle qui est faisable.
78. — Et la Révolution n'ira pas du ciel à la terre, mais elle ira de la terre au ciel!

CHAPITRE XXVII

31. — La foule est lâche, et tous ses souvenirs s'enfuient. Mais nous, les Saints, nous faisons sortir de terre le courage d'Israël.
32. — Et sa foi.
33. — Car Israël est le peuple élu. L'univers fut donné aux Juifs par Dieu qui leur parla du faite du Sinai à l'aide d'un porte-voix. La race de David est non moins élue pour les commander, régner sur la Judée et sur la partie non marine du monde en accomplissant le pacte d'alliance remis à Moïse, les tables du Témoignage gravées par Dieu avec son propre doigt (non pas une fois mais deux fois), et apporter la victoire des vaincus.
34. — Nous, Zélotes, Kanaïtes, Nazaréens, héritiers de la Promesse.
35. — Apporterons pour les derniers mille ans du monde, qui vont justement commencer, la réussite des Juifs contre l'usurpateur de Rome, le monstre à sept têtes, contre César, Ponce Pilate, et Antipas le dragon roux, qui a la face et le poil roux d'Esau l'Edomite, et qui a les dix cornes de la Décapole.
36. — Et paîtrons les nations avec une verge de fer.
47. — Or la justice, c'est le rétablissement de la dynastie de David; la pitié, c'est celle de la condition des Juifs; la foi, c'est celle de leur revanche.

48. — Qu'as-tu à répondre à cela? Tais-toi! Car tu n'as rien à répondre.
49. — Je te dis que nous sommes les vrais et les seuls accomplisseurs de la Loi, de la lutte finale pour le royaume de Dieu et pour la vie éternelle, qui est la gloire immortelle du conquérant juif.
55. — Je t'en prie, sois la peste Messianique.
56. — Change l'eau en sang, et sache faire des plaies à la terre des champs.
57. — Dusses-tu tuer les riches pour t'enrichir et porter la torche jusque dans le Temple.
58. — Dusses-tu faire enchérir le pain et que le chœnix de froment coûte un denier et que ce soit la famine.
59. — Car c'est là une bonne condition révolutionnaire.
60. — Que par toi le Verbe du Seigneur roule sur les villes comme un rouleau.
61. — Apporte non la paix, mais l'épée, à travers le ventre des Hérodes et des Romains qui veulent qu'on paye l'impôt, et des Dociles du Temple qui ne veulent que la tranquillité honteuse.

Ces « Dociles du Temple » qu'Henri Barbusse dévoue à l'extermination par l'épée, ce sont les Juifs non ralliés au néo-messianisme, que Barbusse ne hait pas moins que les haïssait Karl Marx. Ce cri de haine fanatique à nos oreilles, n'est-ce pas la justification de toute notre thèse historique?

SALLUSTE